



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

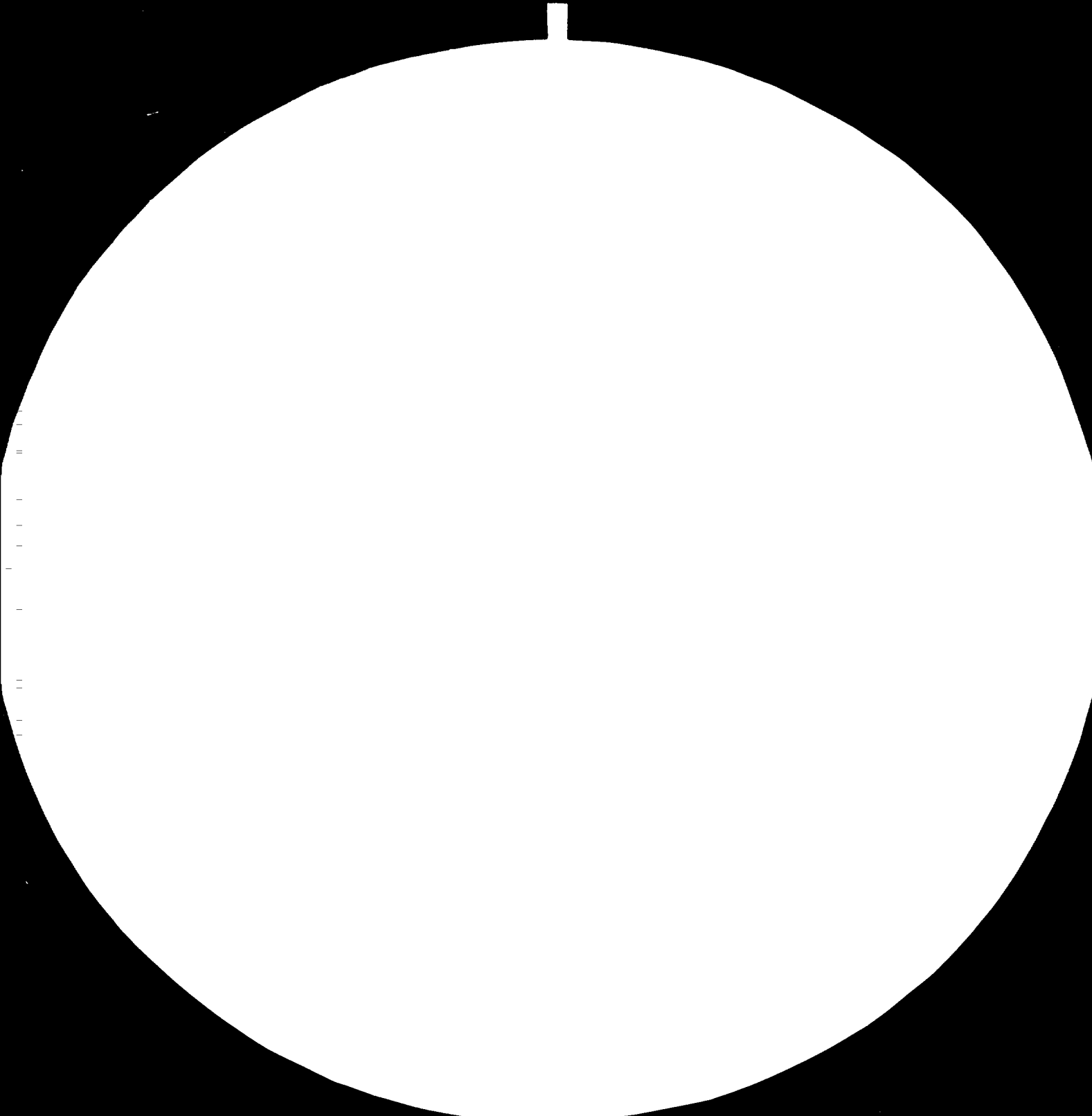
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





1.0



2.8



2.5



3.2



2.2

3.6



1.1

4



2.0



1.8



1.25



1.4



1.6

MI-B00096-REOLUTION-102x435pt

10/20/00 8:55 AM C:\PS\PS1\102x435pt.pst

10926

Mali. BILAN ET DIAGNOSTIC DE L'INDUSTRIALISATION .

SI/MLI/78/802

MALI .

Rapport final

Etabli pour le Gouvernement du Mali par
l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,
agent d'exécution du Programme des Nations Unies pour le développement

D'après les travaux du Bureau africain de recherches appliquées

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Vienne

Notes explicatives

Sauf indication contraire, le terme "dollar" (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

L'unité monétaire du Mali est le franc malien (FM). Durant la période sur laquelle porte le présent rapport, la valeur du dollar des Etats-Unis d'Amérique en FM était : 1 \$ = 426 FM.

Les sigles suivants ont été utilisés dans le présent rapport :

| | |
|---------|---|
| BARA | Bureau africain de recherches appliquées |
| BCM | Banque centrale du Mali |
| BIAO | Banque internationale pour l'Afrique de l'Ouest |
| BMCD | Banque malienne de crédit et de dépôt |
| CEAO | Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest |
| CEDEAO | Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CEPI | Centre d'études et de promotion industrielle |
| DNI | Direction nationale de l'industrie |
| EDM | Electricité du Mali |
| FENIAMA | Fédération des entreprises industrielles et artisanales du Mali |
| IAA | Industries agro-alimentaires |
| OACV | Opération arachide et cultures vivrières |
| PMI | Petites et moyennes industries |
| RCFM | Régie des chemins de fer du Mali |
| SCAER | Société de crédit pour l'agriculture et l'équipement rural |
| SEE | Sociétés et entreprises d'Etat |
| SOCAM | } Société des conserves du Mali |
| SOCOMA | |
| SOMAFRI | Société malienne de friperie |
| TAMALI | Tannerie du Mali |
| UNTM | Union nationale des travailleurs du Mali |

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

RÉSUMÉ

Le Bureau africain de recherches appliquées a réalisé en sous-traitance pour l'ONUDI une étude relative au projet SI/MLI/78/802, intitulé "Bilan et diagnostic de l'industrialisation".

Le Bureau africain de recherches appliquées a tout d'abord, en une première phase, établi un bilan et un diagnostic des entreprises industrielles, basés sur des informations recueillies auprès de 72 entreprises. Les résultats de l'enquête ont été consignés sur des tableaux. L'analyse de la structure industrielle a fait ressortir la prédominance des industries alimentaires qui représentent 41 % de l'ensemble des industries (avec 22 % pour les industries agro-alimentaires). La situation des entreprises par branches d'activités a été indiquée sur des fiches. Les projets industriels prioritaires ont été identifiés. Les consultants ont identifié les problèmes généraux des entreprises industrielles, les obstacles qu'elles rencontrent pour écouler leurs produits face aux importations frauduleuses de produits industriels, les difficultés d'approvisionnement en matières premières, pièces de rechange, problèmes financiers, etc.. On a noté l'importance qu'il y aurait à pratiquer une politique des prix qui tienne compte du coût de revient des produits industriels et d'une marge bénéficiaire pour pouvoir renouveler les équipements et procéder à l'extension des secteurs clefs.

En une deuxième phase, les consultants ont essayé de déterminer les perspectives qui s'offraient au développement industriel du Mali, et analysé le potentiel industriel dans le secteur primaire et le secteur minier.

Des actions à court, moyen et long terme ont été prévues jusque vers 1985. Les industries créées porteront surtout sur l'exploitation des ressources du secteur primaire et dans le cadre du marché national.

A moyen terme, les actions prioritaires seront axées sur l'organisation du système bancaire, l'aménagement du code des investissements, le renforcement des travaux du CEPI.

A long terme les actions devront porter sur le désenclavement du pays, la formation des techniciens, l'amélioration des télécommunications, de la fourniture de l'eau et de l'électricité.

Des études et recherches complémentaires doivent être entreprises pour permettre de définir une politique de développement industriel.

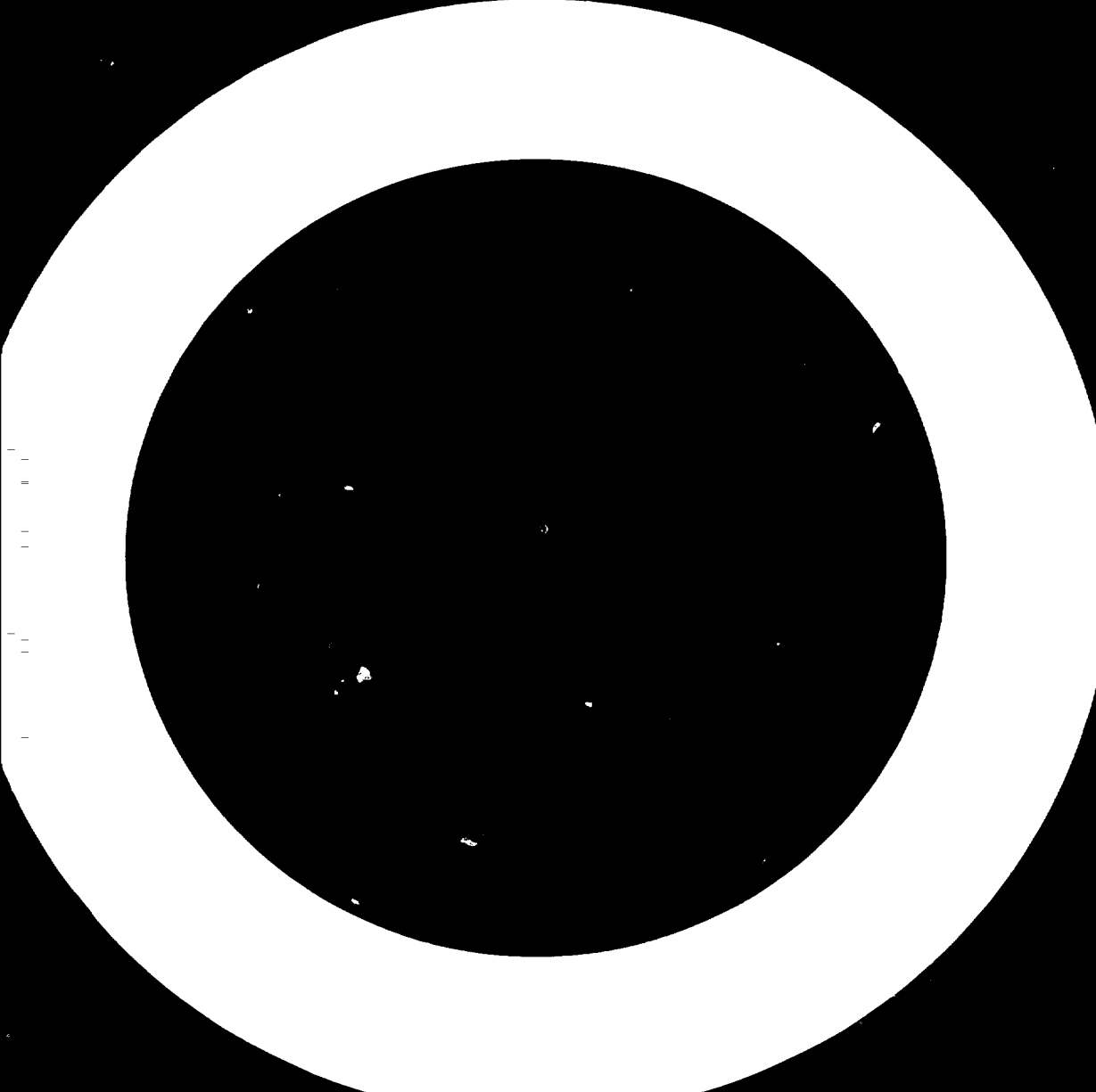


TABLE DES MATIERES

| <u>Chapitres</u> | <u>Pages</u> |
|---|--------------|
| INTRODUCTION | 5 |
| CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS | 6 |
| I. BILAN ET DIAGNOSTIC DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES | 14 |
| A. La structure industrielle du Mali | 14 |
| B. L'environnement industriel au Mali | 19 |
| C. Les contraintes des entreprises industrielles du Mali | 23 |
| D. Les solutions proposées | 30 |
| II. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL | 36 |
| A. Forces et faiblesses de l'industrie malienne | 36 |
| B. Potentiel industriel | 40 |
| C. Stratégie de développement industriel | 53 |

Annexes

| | |
|---|----|
| I. Résultats de l'enquête industrielle | 71 |
| II. Fiches d'évaluation des industries, par branches d'activités industrielles | 93 |

Tableaux

| | |
|--|----|
| 1. Liste de projets prioritaires | 13 |
| 2. Evolution des achats de matières consommables de 1974 à 1978 | 18 |
| 3. Répartition du marché de l'argent | 21 |
| 4. Parts respectives du secteur privé et du secteur d'Etat | 21 |
| 5. Production et commercialisation des quatre grandes productions agricoles | 37 |
| 6. Situation du cheptel | 37 |
| 7. Commercialisation du poisson | 37 |
| 8. Projets industriels identifiés au Mali pour la mise en valeur des matières premières du sous-sol | 41 |

| | <u>Pages</u> |
|---|--------------|
| 9. Exploitation de la centrale de Sélingué | 41 |
| 10. Principales opérations de développement | 45 |
| 11. Cultures traditionnelles de rente | 46 |
| 12. Situation du tabac au Mali | 47 |
| 13. Evolution des exportations de fruits et légumes | 48 |
| 14. Evolution des effectifs au cheptel | 48 |
| 15. Evolution de la production de la viande | 49 |
| 16. Commercialisation du poisson | 50 |
| 17. Evolution des importations de produits industriels | 52 |
| 18. Industries agrico-alimentaires et industries de l'élevage et de la pêche | 54 |
| 19. Liste de projets possibles à réaliser au Mali | 59 |
| 20. Etat récapitulatif de l'industrie textile | 67 |

INTRODUCTION

Dans le cadre du projet SI/MLI/78/802, intitulé "Bilan et diagnostic de l'industrialisation" une étude a été réalisée au Mali par le Bureau africain de recherches appliquées, travaillant en sous-traitance pour le compte de l'ONUDI. Cette étude a été financée au titre des Services industriels spéciaux par l'ONUDI dont la contribution s'est montée après révision à 74 000 dollars et par le Gouvernement malien dont la contribution de contrepartie équivalait à 400 000 FM. L'étude approuvée le 10 février 1978 par l'ONUDI a commencé le 22 janvier 1979

Les objectifs assignés à l'étude étaient les suivants :

- Faire un inventaire des unités industrielles existantes au Mali en déterminant leur effet et les conditions de leur expansion;
- Identifier les possibilités de développement des principaux secteurs industriels;
- Formuler des projets industriels prioritaires se rapportant à ses secteurs;
- Dégager un diagnostic d'ensemble et faire des recommandations en vue de réhabiliter les sociétés jugées viables;
- Déterminer les problèmes qui handicapent le développement industriel du pays et faire les recommandations nécessaires pour les résoudre.

Afin de réaliser ces objectifs, on a en une première phase, fait le bilan et établi le diagnostic des entreprises industrielles au Mali, en recueillant auprès des entreprises un certain nombre d'informations (chiffre d'affaires, effectifs, salaires, chiffres de consommation, situation financière, etc.), et en procédant à des interviews auprès des chefs d'entreprise d'un certain nombre d'unités choisies dans différentes branches d'activité, et selon leur statut juridique, afin de mettre en relief les difficultés rencontrées lors du démarrage de l'entreprise, au cours de son fonctionnement : problèmes financiers, problèmes de distribution, de personnel, de gestion, etc.

En une deuxième phase, on a procédé à identifier les possibilités de développement industriel au Mali (potentiel en ressources du sol et du sous-sol).

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les préalables institutionnels et financiers

Les préalables institutionnels

Une politique industrielle orientée vers la création d'un véritable tissu industriel doit s'appuyer sur une organisation institutionnelle adéquate. Les préalables, au niveau des institutions, sont relatifs aux aspects suivants de la création des industries :

- Les conditions du code des investissements;
- L'identification des projets industriels et la réalisation des études de faisabilité.

Au niveau des conditions pour l'implantation des unités industrielles, le code des investissements, actuellement en cours de modification, détermine les avantages pour les entreprises agréées. Ces avantages sont de deux ordres : les avantages du régime commun et les avantages d'un régime particulier.

Les avantages du régime commun sont l'exonération des droits à l'importation pendant dix ans, de l'impôt sur les bénéfices pendant cinq ans, de la contribution des patentes, de la contribution foncière pendant cinq ans, des garanties de transfert intégral des bénéfices, etc. Les entreprises industrielle de fabrication ou de montage qui effectuent un investissement supérieur ou égal à 750 millions de FM et les entreprises agro-industrielles dont les investissements sont supérieurs à 600 millions de FM bénéficient, après agrément, du régime commun et d'un régime particulier en matière de crédit bancaire, de droits et taxes, d'utilisation de ressources, etc.

Les entreprises moyennes dont les investissements sont égaux ou supérieurs à 50 millions de FM bénéficient du régime commun. Certaines entreprises industrielles (petites et moyennes) dont l'investissement est inférieur à 50 millions de FM bénéficient d'avantages particuliers et d'autres sont exclues du code des investissements.

Le code des investissements actuel a besoin d'être réaménagé pour s'adapter à un développement industriel accéléré. Les petites et moyennes entreprises qui sont pratiquement écartées du code des investissements doivent pouvoir bénéficier des dispositions particulières assez étendues étant donné le rôle qui doit leur être réservé dans l'industrie du Mali.

Le code doit également, en tenant compte de la situation économique du Mali, donner plus d'avantages pour les industries faisant appel à la main-d'oeuvre et les industries d'exportation. Les modifications en cours du code auront à préciser les dispositions vis-à-vis des petites et moyennes entreprises et les grandes industries faisant appel à la main-d'oeuvre et les industries d'exportation.

Au niveau de l'identification des projets industriels et de la réalisation des études de faisabilité, une coordination et une collaboration étroite doivent être établies entre les différents services et organismes qui s'occupent d'industries au Mali :

- Le Ministère du plan
- Le Ministère des finances et du commerce
- La Direction nationale des industries
- Le Centre d'études et de promotion industrielle (CEPI)
- La Direction nationale des mines
- La Banque nationale de développement
- La Chambre de commerce et de l'industrie

Les représentants de ces services et d'autres services tels que l'UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali), l'Office de la main-d'oeuvre, un conseiller technique de la présidence, se réunissent en commission nationale d'investissement pour examiner les demandes d'agrément des investissements qui doivent être au moins de 150 millions de FM. En dehors de ces réunions de la commission d'investissement, les contacts ne sont établis que de façon occasionnelle pour la recherche d'informations ou la mise au point de dossiers.

Il serait souhaitable que des rencontres plus fréquentes soient organisées entre les représentants de ces services et organismes pour préparer avec beaucoup d'avance les dossiers qui doivent passer en commission d'agrément ou pour donner des avis sur des études de faisabilité de projets industriels qui vont être proposées par le CEPI aux promoteurs. Ces rencontres qui pourraient être coordonnées par le CEPI permettraient d'établir un contact permanent avec les promoteurs qui ne peuvent pas participer actuellement aux réunions de la commission d'investissement. L'analyse par avance des projets en dehors des réunions de la commission pourrait permettre de réduire le délai actuellement très long pour l'obtention de l'agrément. Depuis la reprise des activités de

la chambre de commerce par la nomination d'un secrétaire général, des contacts assez réguliers ont été établis entre cet organisme et le CEPI. Ces contacts doivent être étendus à d'autres services et organismes et organisés d'une façon périodique. Le CEPI qui doit coordonner ces réunions devra au préalable être doté de cadres hautement qualifiés et de moyens matériels. En plus des tâches d'identification de projets, d'études de faisabilité, de conseil aux promoteurs, le CEPI doit jouer un rôle de "quasi-promoteur" en faisant par avance des dossiers complets de faisabilité pour des projets jugés prioritaires.

Les préalables financiers

Les projets industriels au Mali sont en majorité des projets de petites et moyennes entreprises qui sont financés principalement par des sources extérieures : multinationales, KFW de la République fédérale d'Allemagne, les fonds arabes. Le diagnostic du système bancaire malien a montré l'insuffisance des banques existantes au Mali pour le financement et le fonctionnement des industries au Mali.

Les moyens financiers dont bénéficient les entreprises industrielles se limitent à un certain nombre d'avantages qui sont :

- Sur le plan bancaire, la garantie par l'Etat malien des prêts accordés par les banques maliennes;
- Sur le plan fiscal, les exonérations prévues par le code des investissements.

Le financement des projets industriels à partir de ressources nationales est indispensable si on veut atteindre rapidement un niveau de développement industriel adapté. Il est donc nécessaire au préalable de renforcer le système bancaire au Mali en vue du financement des projets industriels par l'orientation des banques existantes et la création de banques spécialisées.

Les mesures d'accompagnement

Des actions doivent être entreprises pour favoriser le développement des industries au Mali. Ces actions doivent se situer au niveau national, au niveau sous-régional et international.

Les mesures au niveau national

Les mesures d'accompagnement au niveau national sont des actions à court terme et se rapportent aux industries existantes et aux industries nouvelles.

La marge commerciale actuellement imposée aux entreprises maliennes est un handicap lourd pour les industriels maliens. Les prix des produits industriels doivent être fixés en tenant compte de marges industrielles qui puissent être rapprochées des marges dégagées par les commerçants. Pour cela il faudrait que le commerce soit organisé de manière à réduire la fraude car le diagnostic des industries au Mali a montré que le niveau actuel de la fraude est incompatible avec toute possibilité de production industrielle.

D'autre part, eu égard à la marge commerciale imposée et aux prix de vente de certains produits dits stratégiques, les prix des matières premières au niveau des producteurs de ces matières premières doivent être assez rémunérateurs pour permettre l'approvisionnement des usines qui est actuellement irrégulier pour un certain nombre de matières premières agricoles, par exemple, l'arachide.

L'organisation du marché des matières premières et du marché des produits industriels doit être complétée par des actions de marketing au niveau des entreprises elles-mêmes pour identifier les consommateurs (ruraux, semi-ruraux, urbains) qu'ils peuvent satisfaire. Ces actions de marketing pourraient être entreprises avec le renforcement ou la mise en place de services commerciaux au niveau des entreprises. Des actions devraient être envisagées également pour favoriser le regroupement des entreprises afin de diminuer les coûts (achats, transport, stockage) des inputs et des pièces de rechange; ainsi, des fédérations d'achats peuvent être implantées par secteur ou selon la localisation.

A très court terme, les entreprises pourraient participer à la mise en place d'ateliers de maintenance commune ou aider au renforcement des structures existantes à Markala, Sikasso, Bamako et Koulikoro. La création ou le renforcement d'ateliers de maintenance pourrait être suivi par la création de centres techniques, de formation et de perfectionnement pour le personnel spécialisé des industries

Au niveau des industries nouvelles, les actions à envisager concernent principalement la procédure d'agrément pour les nouvelles implantations, l'établissement des dossiers d'étude de faisabilité, le financement des projets.

Le renforcement du CEPI permettra aux promoteurs de disposer de dossiers d'étude de faisabilité complets. Les aménagements nécessaires doivent être entrepris à court terme pour réduire le délai d'obtention de l'agrément. La création d'une banque de développement industriel et l'instauration d'un fonds de garantie sont indispensables, surtout pour les petites et moyennes entreprises et pour une meilleure utilisation des financements internes et externes.

Les mesures d'accompagnement au niveau sous-régional et international

Au niveau sous-régional, les actions, pour le moyen et le long termes seront orientées vers la création d'entreprises communes ou à caractère communautaire et la recherche de technologies nouvelles adéquates et des énergies nouvelles (énergie solaire, par exemple). Les grandes entreprises à caractère sous-régional seront implantées après une concertation au niveau de la CEAO ou de la CEDEAO avec les autres pays partenaires économiques dans la sous-région.

Au niveau international, les actions seront orientées vers l'instauration de nouvelles conditions pour le transfert de technologie et l'organisation des recherches techniques en coopération avec les pays développés. Aussi les négociations par le biais des regroupements sous-régionaux pour le transfert des technologies sur des bases nouvelles doivent être maintenues et constituer le fondement de la division internationale du travail.

Les actions

Le Mali ne possède pas une stratégie d'ensemble de développement industriel, mais a fixé à l'industrie des objectifs qui sont : la valorisation sur place des matières locales, la création d'emplois, l'amélioration de la balance des paiements, l'intégration des différents secteurs de l'économie. Les principes généraux d'une stratégie d'industrialisation découlent des traits saillants du bilan et des potentialités identifiées : on a constaté que les ressources minières et/ou agricoles du pays sont importantes. L'exploitation des ressources minières peut être la base pour la création d'un véritable tissu industriel avec la mise en place d'industries ayant des effets d'entraînement. En replaçant le Mali dans un contexte sous-régional (CEAO ou CEDEAO), il semble peu probable, en tenant compte du potentiel de l'ensemble de la sous-région et des projets en cours ou à l'étude dans les différents pays, que l'exploitation des ressources

minières - qui doit être une exploitation sous-régionale eu égard aux dimensions des marchés - pourra se faire avant la période de 1985 à 1990. Il en résulte qu'au moins jusqu'en 1985 les industries qui seront créées pour satisfaire les besoins du marché national et pour l'exportation porteront sur l'exploitation des ressources du secteur primaire. Ces unités seront de petites et moyennes dimensions et approvisionneront principalement le marché national. On suppose donc qu'à court et moyen termes les projets industriels se situeront dans le cadre du marché national, car on doit raisonnablement considérer que tout grand projet impliquant l'ensemble du marché sous-régional ne pourra être envisagé avant 1985.

Les actions à court et moyen termes

Les actions à court et moyen termes partent de l'hypothèse de développement industriel du Mali dans un cadre national. Ainsi, à court et moyen terme, le développement industriel sera fondé sur la création de petites et moyennes industries pour la valorisation des matières premières locales et la satisfaction des consommations liées à la croissance urbaine. Les actions prioritaires durant cette période seront axées sur l'organisation du système bancaire, l'aménagement du code des investissements, le renforcement des interventions et des travaux du CEPI.

Les actions à long terme

Les actions à long terme se fondent sur l'hypothèse de l'intégration de l'économie sous-régionale ouest africaine (CEAO ou CEDEAO). Il est évident que l'intégration de l'économie malienne dans des sous-ensembles plus vastes changent les données du problème car le Mali ne sera plus cette zone enclavée mais une zone où le marché change d'échelle, la réalisation de projets industriels de grande dimension devient possible.

Le niveau médiocre de l'environnement (banques, transport, télécommunications, absence de techniciens, etc.), des industries, doit orienter les actions prioritaires à long terme qui sont :

- Le désenclavement du pays par le renforcement et/ou la création d'axes de communications (routes, chemin de fer) à l'intérieur du pays et qui relie le pays à l'extérieur;
- La formation de techniciens;
- L'amélioration des télécommunications, la fourniture de l'électricité et de l'eau.

Le tableau 1 présente d'une façon synthétique un certain nombre de projets prioritaires dans les secteurs des mines et de l'agriculture/élevage/pêche, dont la réalisation dans le temps a été programmée.

Les études et recherches complémentaires

Les études à entreprendre pour permettre de définir une politique de développement industriel au Mali sont :

- Une étude de filière d'industrialisation par branche et sous-branche d'activité;
- Une étude du marché malien des produits industriels (qualité, prix, marge commerciale);
- Une étude de commercialisation de fruits et légumes et des industries annexes pour la CEDEAO et le marché mondial;
- Une étude sur la valorisation de la pharmacopée traditionnelle;
- Une étude pour la détermination d'un plan directeur de développement de la pêche.

Tableau 1. Liste de projets prioritaires

| Secteur | | Projets prioritaires | Marcé | |
|-----------------------------|-----------------------|--|---------------------------|--|
| Mines | Court et moyen termes | Fabrique de verre | National et sous-régional | Mise en valeur des matières premières locales Utilisation de l'énergie hydro-électrique disponible à partir de 1980 |
| | | Engrais phosphatés | National et sous-régional | Besoins de produits agricoles pour la consommation Mise en valeur des matières premières locales |
| | | Recherche et exploitation d'or | National | Mise en valeur des matières premières locales |
| | | Exploitation de bauxite | National et sous-régional | Mise en valeur des matières premières locales |
| | | Construction d'une cimenterie, briqueterie | National | Besoins de produits de consommation urbaine et rurale |
| | Long terme | Exploitation des gisements de fer du Mali occidental | National et sous-régional | Mise en valeur des matières premières locales Besoins de consommation Intégration sous-régionale |
| | | Laminoir | National et sous-régional | Mise en valeur des matières premières locales Besoins de consommation Intégration sous-régionale |
| | | Traitement de poisson | National et international | Mise en valeur des matières premières locales Effets induits importants |
| | | Laiterie | National et sous-régional | Besoins locaux Mise en valeur des matières premières locales Balance |
| | | Maïserie | National et international | Mise en valeur des matières premières locales Effets aval et induits importants |
| Agriculture, élevage, pêche | Court et moyen termes | Conserves de fruits et légumes | National et international | Mise en valeur des matières premières locales Effets amont et aval importants |
| | | Aliments du bétail | National | Mise en valeur des matières premières locales Effets amont et aval importants |
| | | Textiles (confection) | National et sous-régional | Mise en valeur des matières premières locales Effets d'entraînement |
| | | Huiles essentielles | National et international | Mise en valeur des matières premières locales Effets d'entraînement |
| | | Pharmacopée traditionnelle | National et sous-régional | Mise en valeur des matières premières locales Effets d'entraînement |

I. BILAN ET DIAGNOSTIC DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

A. La structure industrielle du Mali

1. Situation d'ensemble

Les entreprises industrielles au Mali peuvent être classées en trois grandes catégories selon leur statut juridique : les entreprises d'Etat qui représentent 36 % de l'ensemble des entreprises, les entreprises mixtes qui constituent 10 % des entreprises et les entreprises privées qui en représentent 54 % (annexe I. D). Les entreprises d'Etat sont principalement des industries de transformation de matières premières locales : industries textiles, huileries, rizeries, sucreries, produits céramiques, cimenterie.

On peut distinguer trois grandes étapes dans l'industrialisation du Mali : l'époque coloniale, une période qui va de 1962 à 1969 et une période qui va de 1970 à 1978. Le secteur industriel était presque inexistant à l'époque coloniale car le Mali servait de réserve de main-d'oeuvre et de fournisseur de matières premières (coton, arachide) et de zone d'échange; les principales industries de l'époque faisaient au plus la transformation primaire de ces produits. Quelques industries alimentaires (limonaderie, glace alimentaire, boulangerie) les complétaient. La période qui va de 1962 à 1969 peut être considérée comme une époque de décolonisation; elle est caractérisée par une stratégie volontariste d'industrialisation avec la création de presque tout le secteur d'Etat. La période, qui va de 1970 à 1978 coïncide avec la réintégration du Mali dans la zone du franc et une ouverture plus grande aux capitaux étrangers; cette période est caractérisée par la création d'industries privées, mixtes par les sources extérieures de financement, et/ou nationales.

L'annexe I.B présente un tableau récapitulatif des activités industrielles au Mali. Les principales industries implantées sont des industries de valorisation des matières premières : industries agro-alimentaires, matériaux de construction. Les industries de base (métallurgie, laminoir) sont à l'état embryonnaire; il existe actuellement deux petites fonderies à statut privé.

a) Les industries agro-alimentaires (IAA)

Les industries agro-alimentaires ont une importance prépondérante dans l'économie malienne. Parmi les 16 entreprises, 13 sont des entreprises d'Etat, deux appartiennent à des sociétés d'économie mixte, une autre est aux mains d'une société privée. Six se trouvent à Bamako, 10 dans les régions.

La répartition en fonction de la valorisation du sol ou du sous-sol est la suivante :

| <u>En % des ressources</u> | <u>Nombre d'entreprises</u> | <u>En % des IAA</u> |
|----------------------------|-----------------------------|---------------------|
| 0 à 25 | 1 | 6 |
| 25 à 50 | 4 | 25 |
| 50 à 75 | 1 | 6 |
| 75 à 100 | 10 | 63 |

Une série d'interviews de responsables d'entreprises a permis de recenser les difficultés ressenties par les IAA dans leur création, leur fonctionnement, et d'identifier les goulots d'étranglement et les obstacles actuels au développement des IAA au Mali. (On s'est limité à identifier les problèmes rencontrés par les entreprises dans le cadre d'une logique et d'un choix stratégiques de développement du Mali.)

En plus des problèmes de tutelle administrative traités d'une façon globale pour toutes les entreprises, les autres contraintes identifiées comme déterminantes sont :

Encadrement et compression des IAA entre :

- En amont, la production des matières premières qu'elles sont chargées de valoriser.

On ne soulignera jamais assez que l'efficacité, la productivité et le développement des IAA commencent dans les champs. De mauvais produits agricoles, trop chers, empêchent toute transformation industrielle et la vente de produits à des prix compétitifs et accessibles pour la clientèle. Cela conduit au Mali à des situations paradoxales et quelquefois tout à fait aberrantes comme par exemple l'achat de sucre en Côte d'Ivoire par les confiseurs maliens; l'importation

massive de jus et concentrés de tomate alors qu'une usine végétait (et le problème agricole n'est pas encore résolu, à la grande crainte des nouveaux responsables de l'usine); l'importation de tabac qui pourrait être produit au Mali; la régression de la transformation du lait frais au profit de la production de lait reconstitué à partir de lait en poudre importé.

Les exemples sont multiples : compte tenu de la situation de la production agricole, les entreprises installées au Mali préfèrent presque toujours valoriser des produits agricoles importés plutôt que des produits nationaux. Tant que le problème de la production agricole en matière de qualité et de prix n'aura pas été résolu, les IAA resteront marginales malgré leur extrême importance.

- En aval, la commercialisation des produits transformés par les circuits traditionnels actuels.

Les traditions commerçantes obligent à un effort commercial important de la part des entreprises productrices maliennes. Si cet effort n'est pas fait (c'est le cas notamment de la plupart des IAA d'Etat), les productions nationales ne remplaceront pas les produits importés, d'autant que dans de nombreux cas la marge commerciale de ces derniers est souvent beaucoup plus importante. C'est quelquefois le fait de l'Etat qui ne protège pas ses entreprises; c'est souvent aussi le fait des entreprises elles-mêmes qui ne se mettent pas à l'écoute de la clientèle et ne cherchent pas suffisamment à adapter les produits aux besoins de la consommation : chaussures et maroquinerie, tabac, huile, différentes conserves, etc. Ou bien il faudrait empêcher efficacement toute entrée de produits faisant concurrence aux productions nationales sur le territoire malien, ou faire en sorte que les conditions de concurrence soient bien établies et respectées entre productions nationales et importations. La législation douanière et la politique économique actuellement pratiquée au Mali orientent vers la deuxième partie de l'alternative. Cela implique une législation et un contrôle douanier efficaces et sans failles mais également un effort des entreprises sur le plan commercial et plus généralement au niveau du marketing.

b) Chiffres d'affaires des entreprises industrielles

Au cours de l'enquête industrielle une cinquantaine d'entreprises ont répondu aux questions relatives au chiffre d'affaires (voir annexe I. F).

En 1978, le chiffre d'affaires total déclaré par les entreprises au cours de l'enquête s'élevait à 63 millions de FM. Quatre-vingt-douze p. 100 de ce chiffre d'affaires ont été réalisés par les industries mécaniques et des métaux (10 %). Le secteur industriel d'Etat représentait 45 % du chiffre d'affaires en 1978.

c) L'emploi et les salaires (annexe I. H, I, J et K)

Le secteur industriel employait en 1978 pour 43 des principales entreprises 11 871 personnes dont 1 % d'expatriés. Du point de vue des emplois, les résultats de l'enquête montrent une augmentation de 10 % en 1978 par rapport à la période 1976/77. Environ 78 % des emplois se trouvent dans les industries alimentaires et les industries textiles; ces dernières totalisent 5 211 emplois qui représentent 44 % des emplois de l'ensemble du secteur industriel. Parmi ces 5 211 emplois environ 10 % sont des cadres et techniciens; ceci montre une fois de plus la vocation d'industrie de main-d'oeuvre des industries textiles. Les salaires totaux versés par environ 30 entreprises ont été de 5,8 milliards de FM en 1974 et 6 milliards en 1978 - ce qui fait une augmentation de 3,45 % en quatre ans, donc moins de 1 % d'augmentation de la masse salariale des industries par an. La charge salariale moyenne par salarié a été de 630 000 FM pour 1978. Les charges salariales représentant environ 20 %; le salaire net perçu par un travailleur dans l'industrie est d'environ 40 000 FM/mois en moyenne. Le dépouillement des données relatives à une quinzaine d'entreprises conventionnées (y compris deux grandes entreprises textiles) montre que le coût d'un emploi nouveau créé était d'environ 5,3 millions de FM en 1975.

d) Les achats des matières premières (annexe I. P)

Les intrants locaux des entreprises industrielles au Mali se sont élevés à 33,5 % des achats en 1974 et à 77,3 % en 1978. La part des industries de transformation de matières premières locales a

augmenté et ceci principalement par la création en 1975 d'industries textiles (ITEMA, SOMASAC) qui achètent la majeure partie de leurs intrants sur place. En effet, les industries textiles ont acheté au Mali 85,5 % de leurs intrants en 1978. En conclusion, les industries du Mali sont orientées vers la transformation des matières premières locales, principalement les produits de l'agriculture (coton, arachide, fruits et légumes) et de l'élevage (cuirs et peaux) qui se trouvent en quantité suffisante dans le pays.

e) Les achats de matières consommables (annexe I, L)

Les matières consommables achetées par les industries maliennes sont les pièces détachées, les emballages, l'électricité, l'eau et les carburants. Ces achats ont évolué de 1974 à 1978 comme il est indiqué sur le tableau 2.

Tableau 2. Evolution des achats de matières consommables de 1974 à 1978

| | 1974 | | 1978 | |
|-------------------------------------|-------------------|------|-------------------|------|
| | En millions de FM | En % | En millions de FM | En % |
| Electricité + eau + + carburants | 5 159,02 | 36 | 5 431,54 | 59,3 |
| Pièces détachées | 7 143,11 | 49,8 | 1 433,07 | 15,6 |
| Emballages | 2 033,67 | 14,2 | 2 295,85 | 25,1 |
| Achats de matières consommables | 14 335,8 | 100 | 9 160,46 | 100 |

Les dépenses en électricité et carburant ont passé de 36 % à 59 % des dépenses totales en cinq ans; ceci peut s'expliquer par l'augmentation du prix des carburants. Par contre, les achats de pièces détachées, qui constituaient environ 50 % des achats en 1974, ne représentaient plus que 15,6 % des achats en 1978. Les industries implantées avant 1974 ont acheté en 1974 des pièces de rechange et les nouvelles unités qui ont commencé à fonctionner en 1975 avaient constitué des stocks de pièces de rechange. Le coût et le délai d'obtention des pièces détachées qui proviennent principalement de l'extérieur amènent les entreprises depuis 1975 à s'adresser de plus en plus à des ateliers locaux. Les achats de pièces détachées, qui représentent plus d'un milliard de FM en moyenne par an, peuvent être réduits si la fabrication locale est intensifiée et mieux organisée.

2. Situation par branche d'activité

La situation par branche d'activité est indiquée sur des fiches figurant à l'annexe II. Ces fiches comportent :

- Des données chiffrées par branche relatives au nombre des entreprises de la branche, au chiffre d'affaires réalisé en 1978, aux investissements au 31 décembre 1978 de la branche, aux emplois et aux salaires;
- Les projets en cours de réalisation dans la branche;
- Des observations sur l'évolution de la branche.

L'examen de ces fiches avec les projets industriels en cours de réalisation ou à l'étude montre l'importance relative de chaque branche et permet le classement hiérarchisé des branches comme suit :

- a) Les agro-industries (industries agro-alimentaires, industries textiles, cuirs et peaux) qui valorisent les matières premières locales et constituent le secteur prioritaire pour le développement industriel;
- b) Les industries minérales (phosphates, carrières, minerais) dont la mise en valeur par la création de projets tels que l'exploitation de phosphates, l'implantation d'une verrerie, la création d'une cimenterie, l'implantation d'une mini-sidérurgie aura le maximum d'effets, amont, aval, induits sur l'ensemble des autres secteurs de l'économie nationale et permettra la création d'un véritable tissu industriel avec la création d'industries de base ayant des effets d'entraînement.

B. L'environnement industriel au Mali

L'environnement de l'entreprise présente en plus du problème des prix, de la fiscalité et de la formation, un certain nombre de facteurs qui peuvent gêner ou faciliter l'activité industrielle :

1. Electricité et eau

La fourniture d'électricité et d'eau aux industries maliennes est précaire; la situation actuelle, qui est caractérisée par des coupures fréquentes de courant, a amené un nombre d'entreprises à se rendre autonomes pour ne pas avoir à dépendre pour la fourniture d'électricité de l'Electricité du Mali (EDM).

Cependant les faiblesses actuelles dans la distribution seraient enrayerées avec la mise en fonctionnement des barrages de Sélingue (1980) et Manantali. Les industries sont plus ou moins consommatrices d'eau selon le type d'activité et le processus de production. La politique industrielle au Mali doit tenir compte d'une politique de l'eau qui vise à économiser la consommation de l'eau et à éviter la pollution.

2. Télécommunications

La politique d'approvisionnements industriels comme les débouchés commerciaux exigent une qualité des services postaux (téléphone, telex, courrier) assurant la rapidité et la sécurité des communications; le niveau du service rendu par les postes et télécommunications maliennes doit être amélioré pour soutenir une activité industrielle de haut niveau.

3. Communications : routes, chemins de fer, air

Pays enclavé, le Mali dépend pour ses échanges (approvisionnement et exportation) des transports routiers et ferroviaires; de la qualité de ceux-ci dépendent la régularité de l'activité industrielle, un éventuel surcroît de stockage; la coopération ferroviaire et routière est inscrite dans la géographie actuelle des infrastructures : elle demande un effort tout particulier pour que l'industrie malienne ne pâtisse pas des faiblesses cumulées de chacun des réseaux.

4. Code des investissements

Un code des investissements a été adopté au Mali en 1976; il est en cours de modification pour s'adapter aux besoins de relance de l'activité industrielle, tant au niveau des grandes entreprises qu'au niveau des PMI et des entreprises de production artisanale; la modification sera orientée vers la recherche de critères d'évaluation des projets pour l'obtention d'avantages plus ou moins étendus, surtout pour les industries d'exportation et les industries utilisant beaucoup les matières premières locales.

5. Système bancaire

Il existe trois banques au Mali qui se partagent le marché de l'argent comme l'indique le tableau 3.

Tableau 3. Répartition du marché de l'argent

| | 1976 | | 1977 | |
|----------------------|-----------------------|------|-----------------------|------|
| | En milliards de FM | En % | En milliards de FM | En % |
| BDM | 112,4 | 91,7 | 99,8 | 88 |
| + BIAO } + BMCD } | 10,2 | 8,3 | 12,8 | 12 |
| Total | 122,6 | 100 | 102,6 | 100 |

La Banque de développement du Mali (BDM) réalise donc 90 % environ du marché de l'argent. Ce dernier a diminué du fait que le crédit du secteur d'Etat a été restreint comme le montre le tableau 4.

Tableau 4. Parts respectives du secteur privé et du secteur d'Etat

| | 1976 | | 1977 | |
|----------------|-----------------------|------|-----------------------|------|
| | En milliards de FM | En % | En milliards de FM | En % |
| Secteur d'Etat | 86,0 | 70,1 | 73,1 | 68,6 |
| Secteur privé | 36,6 | 29,9 | 33,5 | 31,4 |
| Total | 122,6 | 100 | 106,6 | 100 |

La répartition entre les différents secteurs de l'économie, selon le bulletin de la Banque centrale du Mali, est la suivante :

| | <u>En % en 1977</u> |
|--|---------------------|
| Agriculture et industrie | 18,8 |
| Commerce général | 36,29 |
| Autres (transports, bâtiments et travaux publics, pétroliers) | 18,8 |
| Divers | 26,2 |

La situation actuelle du système bancaire malien se présente comme suit :

- La BCM qui a un rôle de refinancement à travers les banques de la place et notamment la banque de développement du Mali.

- La BDM dont les possibilités propres sont très limitées sur le plan de développement industriel, du fait de ses engagements sur le plan commercial et surtout avec le secteur d'Etat; ce qui entraîne que la BDM demande le concours de réescompte de la banque centrale;

- Les autres banques sont : la Banque malienne de crédit et de dépôt (BMCD), banque d'Etat à 51 %, la Banque internationale pour l'Afrique de l'Ouest (BIAO) banque privée, et enfin une société de crédit la SCAER (Société de crédit pour l'agriculture et l'équipement rural); ces banques ont des activités très marginales surtout dans le cadre du développement industriel.

Le fonctionnement du système bancaire peut être résumé comme suit : la BCM est de plus en plus orientée vers les activités de transformation des produits maliens; elle accorde par réescompte des crédits à moyen terme sur sept ans (auparavant cinq ans) si les projets qu'elle juge intéressants lui sont présentés; ceci a été le cas de SOMEFAC (cartonnerie), de SAADA Diallo (articles en plastique), des Grandes confiseries du Mali. Dans son intervention, la BCM effectue un encadrement du crédit, mais avec beaucoup de souplesse : les crédits non encadrés sont les financements jugés prioritaires tels que le commerce des produits agricoles maliens, l'exportation, les moyens termes industriels réescomptables. Les crédits encadrés sont les financements jugés non prioritaires tels que les fonds de roulement. La politique monétaire ces dernières années a amené la BCM à relever le taux d'escompte et à encadrer les crédits pour l'industrie, les bâtiments, les travaux publics et le commerce général. Actuellement, il y a une amorce de marché financier avec l'institution des prêts interbancaires. A cause du système déficitaire du système financier malien dans son ensemble la BCM a fixé des taux de pénalisation qui sont :

| | <u>En %</u> |
|--|-------------|
| - Pour les dépassements des crédits commerciaux | 10,5 |
| - Pour tout refinancement de crédits accordés au-delà des limites autorisées et pour une période maximale de 18 mois | 12 |
| - Pour les impayés | 18 |

On voit que le système bancaire est mal adapté au développement de l'industrie; la BDM travaille beaucoup pour le commerce et n'est en fait qu'un relais pour les subventions de l'Etat, pour les entreprises du secteur d'Etat de la même manière que la SCAER est chargée de subventionner les paysans.

Dans le cadre des perspectives d'avenir on doit noter l'adoption d'une réglementation bancaire et les projets de création d'institutions bancaires spécialisées qui sont :

- Une banque de développement industriel et du tourisme;
- Une banque de crédit agricole;
- Une banque de financement de l'immobiliser.

C. Les contraintes des entreprises industrielles du Mali

Si l'on ne tient pas compte de la spécificité sectorielle ni du statut juridique des entreprises ni de la localisation géographique, les industriels maliens connaissent tous, actuellement, un certain nombre de difficultés qui, dans certains cas, menacent même leur existence à brève échéance,

1. Situation anarchique des produits industriels sur le marché malien

La situation anarchique des produits industriels sur le marché malien est la conséquence de la concurrence frauduleuse des produits importés. Elle concerne la quasi totalité des production industrielles, à l'exception sans doute des produits vivriers distribués par la SOMIEX dont les prix à la consommation découragent les fraudeurs. Les mécanismes sont connus de tous au Mali : il s'agit de concurrence frauduleuse dans la mesure où les commerçants importateurs ne paient pas les droits de douane à l'importation. Il convient de rappeler les faits cités dans une note de CEPI (Perspectives et conditions de développement des activités du secteur textile cotonnier au Mali - juillet 1978) :

"Les importations frauduleuses de filés d'origine ivoirienne régulièrement comptabilisés par les douanes de ce pays à la sortie, mais entrées au Mali sans passer par la douane ont très largement dépassé en 1975 et 1977, les importations reconnues (respectivement 676 et 732 t contre 136).

Les tissus imprimés pour pagnes, qui concurrencent directement ceux produits par ITEMA et dont il est sorti régulièrement de Côte d'Ivoire entre 1975 et 1976, 904 et 738 t, alors que le Mali n'enregistre que des entrées de 140,3 et 109,5 t.!"

Un industriel malien a cité le cas d'un camion chargé de produits industriels, passant la frontière, représentant une valeur de 40 millions de FM sur lesquels des droits de 60 % doivent être payés à la frontière. Cet industriel affirmait que le commerçant affreteur du camion pouvait payer jusqu'à 5 millions de FM aux douaniers complaisants pour éviter de payer les 24 millions dûs aux douanes :

son économie de 19 millions rentabilise largement l'opération. D'autre part, les versements corrupteurs aux douaniers sont d'un tel niveau par rapport aux salaires de ces fonctionnaires qu'ils découragent aisément tout esprit civique. Les solutions les plus adaptées se trouvent peut-être dans la fixation de primes aux douaniers, susceptibles de décourager la corruption. La concurrence par les importations frauduleuses est certainement un obstacle à la rentabilisation des investissements industriels au Mali. Cela ne doit pas, cependant, empêcher d'analyser les mécanismes de concurrence liée à la qualité des productions industrielles maliennes. Il ne sert à rien, en effet, de fermer arbitrairement les frontières par des droits de douanes élevés et théoriques - si les productions sont boudées par le marché : les commerçants maliens, dont l'habileté est légendaire, sauront tirer parti de cette différence de qualité. C'est le problème des allumettes qui est parfaitement connu, y compris à la SONATAM : les allumettes étrangères sont vendues plus cher sur le marché malien que les allumettes "TAKALA" mais sont également réclamées par le consommateur. La solution technique est connue et dépend des approvisionnements en bois de meilleure qualité que celui du kapokier. L'anarchie du marché malien des produits industriels est donc une constante du discours des chefs d'entreprise. Elle renvoie à une contradiction industrie/commerce dont la solution est préalable à tout développement industriel au Mali.

2. L'approvisionnement en matière premières

Le second problème qui préoccupe les industriels maliens est celui de l'approvisionnement en matières premières locales ou importées. Celui-ci doit être, en effet, régulier pour permettre un fonctionnement normal d'unités industrielles et éviter des surstockages onéreux ou des fermetures pour cause de rupture de stocks de matières premières. Les causes de ces difficultés sont variables : pour les matières premières importées, la question générale est celle de la situation géographique du Mali et de sa dépendance des deux grands axes : Dakar-Bamako et Abidjan-Bamako, l'un ferroviaire, l'autre routier; pour les matières premières locales, les questions d'acheminement sont celles des moyens de transport routiers, ferroviaires ou fluviaux entre les zones de production ou d'extraction et les lieux de transformation industrielle.

Une unité de production industrielle, en particulier au Mali, est indissociable de son système d'échanges et d'approvisionnement et la nécessité de disposer au Mali d'un système efficace de transport est une seconde priorité, bien connue sans doute mais qu'il faut savoir mettre en oeuvre. Ceci implique

des actions au niveau d'une politique des transports, au niveau des investissements à mettre en oeuvre pour les infrastructures ferroviaires et routières, enfin au niveau des moyens de transport : Régie des chemins de fer du Mali (RCFM) CMTR, CMN.

Par ailleurs, la dépendance pour les importations de matières premières (ainsi que de biens d'équipement et de pièces de rechange) des ports de Dakar et Abidjan exige également la définition de moyens dans ces ports pour faciliter et surveiller les opérations de transbordement, dédouanement, affrètement vers le Mali.

3. Prix

Les industriels maliens se plaignent du système de contrôle des prix. Les exemples cités lors des interviews semblent démontrer la lourdeur et l'inefficacité des procédures mises en oeuvre au Mali. En effet, toute augmentation de prix doit être sollicitée auprès de la Commission nationale des prix, dans un dossier remis à la Direction des affaires économiques justifiant les raisons économiques de l'augmentation sollicitée. Les cas de l'Energie du Mali, de la RCFM de la COMATEX ou de TIDON KONTE, tendent à montrer que les dossiers peuvent rester en instance pendant des mois, voire des années. Toutes les augmentations de prix réclamées par les industries maliennes ne sont pas a priori justifiées mais il est certain que si les produits importés augmentent, et le pétrole parmi eux, de même que les salaires, la stabilité des prix des produits industriels ne peut être garantie par le seul blocage administratif. Ou alors - et c'est ce qui se passe - ce blocage des prix signifie pour l'entreprise des résultats négatifs, l'impossibilité d'amortir ou de renouveler les équipements et la dégradation de la rentabilité. L'analyse des dossiers d'augmentation des prix pourrait être instruite rapidement et les refus motivés clairement.

Mais, plus au fond, cette question n'est pas seulement celle d'un contrôle plus ou moins bureaucratique des prix; elle soulève des problèmes de cohérence économique d'ensemble dans la mesure où certains prix - pour les produits industriels ou de première nécessité - sont contrôlés et d'autres, dont la distribution est assurée par le commerce privé, ne le sont pas. D'où la publication de deux indices officiels des prix à la consommation. Le Mali dispose donc de deux taux d'inflation des prix de détail, l'un officiel et l'autre réel. Le caractère irrationnel de cette distinction ne pèse actuellement que sur les entreprises industrielles qui sont soumises au contrôle des prix. Les

consommateurs ne bénéficient de ce report de l'inflation que dans la mesure où les unités industrielles ne pompent pas dans le budget de l'Etat le manque à gagner qu'elles tireraient de l'augmentation de leurs prix. En fait, on assiste à une réaction en chaîne des mécanismes économiques : les principales victimes en sont les sociétés et entreprises d'Etat, le système bancaire et financier et, en dernière instance, les grands équilibres macro-économiques. Le contrôle des prix n'est pas en cause : il peut se justifier si telle est la volonté de l'Etat malien. Mais la hausse des coûts en amont résultant de l'inflation mondiale et des mécanismes de domination de l'économie malienne doit être alors supportée par le budget de l'Etat, et admise comme telle, sinon le déséquilibre permanent sera supporté par les seules entreprises industrielles - ce qui décourage l'industrialisation et entraîne des effets pernicious dans toute l'économie malienne.

4. Problème financiers

Les problèmes financiers sont essentiellement signalés par les sociétés et entreprises d'Etat, les sociétés mixtes et une société à statut particulier (coopérative). Ils sont la conséquence des phénomènes précédemment décrits. Les manifestations sont toujours les mêmes : absence de fonds de roulement; impossibilité de dégager l'autofinancement nécessaire pour conserver ou renouveler le capital productif; crédit à la clientèle commerçante irrécupérable. Compte tenu de la place des sociétés et entreprises d'Etat dans l'économie malienne, les difficultés de trésorerie se répercutent d'une entreprise sur l'autre. Ainsi, telle entreprise voit cesser ses livraisons si elle ne règle pas son transporteur, ou doit envisager le blocage de sa production pour non-paiement de sa facture d'électricité, mais par ailleurs son principal ou unique client lui doit trois mois ou plus de facturation. Cette course à la trésorerie épuise les directions générales qui travaillent au jour le jour, dans l'incapacité de programmer un fonctionnement normal et régulier d'établissements industriels. Le système bancaire, de plus en plus sévèrement contrôlé par la Banque centrale, est incapable de soulager les trésoreries défaillantes et s'y refuse dans la plupart des cas.

Les conséquences, dramatiques pour la santé industrielle du Mali, sont paradoxalement atténuées par un phénomène assez spécifique à certains pays pauvres : la relance de l'investissement productif avec l'assistance internationale. En effet, le recours à l'investissement productif est la seule

solution pour résoudre la crise immédiate - d'où l'extension des principales unités industrielles et la multiplicité des nouveaux projets. On n'entretient pas, par manque de liquidités, les équipements existants : on les renouvelle ou on prévoit des extensions avec des financements internationaux. La durée de vie des équipements productifs au Mali est assez brève; elle est réduite encore par l'absence de pièces de rechange et par les possibilités de financement offertes pour de nouveaux équipements.

Ainsi la situation financière des entreprises industrielles - d'Etat principalement - entraîne un gaspillage du capital productif malien et paradoxalement, les aides internationales viennent encourager et accélérer ce gaspillage. Des recherches doivent être entreprises pour tenter d'éviter que ne se perpétue ce cycle dramatique et onéreux en capital - ce qui manque le plus au Mali.

5. Approvisionnement en pièces de rechange

La pénurie de pièces de rechange sévit au Mali de façon endémique pour différentes raisons. Raison historique tout d'abord : la multiplication des équipements au Mali, liée aux différentes présences ou assistances qui se sont succédées, française, puis chinoise ou coréenne, aujourd'hui occidentale et qui se maintiennent presque toutes dans des unités différentes, crée une difficulté de normalisation des besoins en pièces de rechange. Problème de distance ensuite : c'est le problème d'accès pour les produits importés; mais, dans le cas des unités d'origine chinoise (Office du Niger, COMATEX, SONATAM), les délais d'approvisionnement sont au minimum de deux ans et atteignent couramment trois ou quatre ans. Pour les autres unités, les délais sont également très longs : ainsi, à la SOMASAC, qui dépend d'un fournisseur britannique, hégémonique sur le marché mondial, les délais sont d'environ 18 mois. Problème de marché enfin : cette disparité dans les matériels n'a pas favorisé la naissance d'une unité de maintenance susceptible de répondre aux besoins les plus urgents. Un projet est actuellement en cours d'étude au CEPI mais, d'ores et déjà, des établissements sont en train de se créer ou de se renforcer, afin de répondre aux besoins.

6. Problème de personnel

Toutes les entreprises ont sérieusement évoqué ce problème, mais les plus inquiètes sont les entreprises les plus récentes. Plusieurs types de problèmes ont été signalés :

a) Niveau technique

La jeunesse du marché de l'emploi industriel au Mali est caractéristique de nombreux pays africains. La main-d'oeuvre d'origine essentiellement rurale a, tout naturellement, du mal à se faire aux contraintes de la production industrielle. Les centres de formation technique ou l'appareil scolaire technique, semblent, selon les chefs d'entreprise, assez mal adaptés aux besoins de l'industrie.

b) Contraintes socio-culturelles

Plusieurs patrons maliens ont insisté sur les résistances du milieu socio-culturel (liens familiaux, existence de rapports sociaux pré-capitalistes, dominante agricole, etc.), à une soumission aux règles de fonctionnement d'une entreprise industrielle. Ces remarques ont été formulées comme constituant des freins, mais non des obstacles. Quelques exemples :

- L'impossibilité pour un chef d'équipe qualifié de donner des ordres à tels manoeuvres appartenant à des familles de rang social supérieur;
- Dans telle usine, le travail en 3 x 8 a été supprimé et ramené en 2 x 8 devant les difficultés à faire travailler l'équipe de nuit;
- L'échec quasi général des mesures d'incitation à l'accroissement de la productivité, en particulier les mesures financières (primes de rendement, etc.).

C'est, en effet, une force de la société malienne que sa solidarité familiale : le mode de production capitaliste exige lui, pour le bon fonctionnement de ses industries, un éclatement des structures familiales et solidaires. Cet éclatement de la société agricole s'est réalisé en Europe à la fin du XIXème siècle et au XXème siècle; elle a libéré les millions de travailleurs dont avait besoin l'industrie naissante. Compte tenu de l'importation des processus de production et des rapports sociaux de production qui les accompagnent, il n'est pas étonnant que les dirigeants d'entreprises maliens se rendent compte concrètement du divorce entre les rapports sociaux exigés par l'entreprise industrielle et ceux qui dominent dans l'environnement malien.

Cette analyse a été formulée également à l'égard d'une entreprise conçue par les Chinois, malgré une conception technologique particulière mise en oeuvre.

c) Contraintes ville/campagne

Deux directeurs généraux d'entreprise ont souhaité que des études sociologiques soient menées avant l'implantation d'une industrie dans une région pour tenir compte des contraintes sociales, culturelles et agricoles. De fait, le salaire ouvrier est supérieur au revenu paysan moyen mais, entièrement monétaire, il couvre difficilement les besoins de la consommation urbaine et surtout entraîne de nouveaux besoins par rapport à la vie rurale (vélo, moto, maison).

7. Autres problèmes soulevés

a) Transports

Ces problèmes de transport ont déjà été cités avec les questions d'approvisionnement. En particulier, les difficultés de la RCFM et son manque de régularité ont été signalés à plusieurs reprises.

b) Télécommunications

La difficulté pour obtenir une ligne téléphonique, ou de telex est fortement ressentie. Mais la qualité des transmissions téléphoniques fait aussi l'objet de nombreuses plaintes. La défaillance actuelle des postes pour le courrier et les colis est un handicap certain pour les industriels. L'industrialisation exige des échanges de communications avec les fournisseurs, les clients, l'administration, l'étranger, qui ne peuvent supporter une qualité approximative.

c) Énergie

La insuffisance des équipements de l'EDM et l'approvisionnement intermittent (perte d'activité d'un mois dans une grande entreprise de Bamako en 1977) sont bien connus. D'autre part, le démarrage du barrage de Selingué en 1980 garantira pour plusieurs années la sécurité d'alimentation électrique des industries de Bamako.

d) Obsolescence des équipements

Il s'agit d'une remise en cause des choix technologiques faits par le Mali avec l'aide chinoise dans la période 1962-1968, concernant des filières à forte intensité de travail qui ne semblent plus répondre aujourd'hui aux exigences des nouvelles directions.

e) Tutelle administrative excessive

Elle est surtout ressentie par les entreprises et sociétés d'Etat. Ce problème sera évoqué ultérieurement dans le cadre de la recherche d'une autonomie plus grande pour les sociétés et entreprises d'Etat.

f) Absence de relations interindustrielles

Cette absence est regrettée par presque toutes les entreprises; elle pourrait être mise en oeuvre à partir des projets précédemment définis d'unités de maintenance.

D. Les solutions proposées

Les solutions proposées pour résoudre les principales difficultés identifiées sont données à la suite après le rappel de ces difficultés.

1. Pesanteur administrative excessive

Pour toutes sortes d'autorisations et pour le respect de la réglementation des prix, de la fiscalité, des douanes, etc., les entreprises industrielles entament des procédures administratives. Compte tenu d'une volonté politique clairement affirmée de favoriser le développement industriel, et même de l'accélérer, il faut revoir certaines procédures pour que l'administration soit au service de l'industrie et non l'inverse, sans que pour autant les textes législatifs et réglementaires soient appliqués avec la plus grande rigueur pour tout manquement constaté à posteriori. Le poids de l'Etat est ressenti plutôt durement par les entreprises tant au niveau de leur créanciers qu'à celui de leur fonctionnement. L'aspect de cette tutelle administrative, qui a été souligné par l'ensemble des entreprises interviewées, est la procédure d'agrément. Le poids de l'Etat est ressenti durement par les entreprises dès le moment de leur création. La création de l'entreprise ne peut se faire qu'après agrément et l'agrément met souvent plus d'un an (souvent trois ans !)

avant d'être prononcé. L'Etat veut contrôler le développement des entreprises et les entreprises qui s'installent sur son territoire; cependant ce choix ne devrait pas aboutir à freiner son propre développement. Les structures doivent donc être adaptées à ce souci. Comment enlever cette contrainte liée au mécanisme de l'agrément pour l'implantation des industries ?

- En premier lieu, la commission, plutôt que d'être constituée de représentants d'administrations concernées, pourrait être constituée par des personnes dûment mandatées pour prendre des décisions au nom des ministères qu'elles représentent;

- En deuxième lieu, les dossiers d'agrément pourraient être soumis aux ministères concernés de telle manière que ceux-ci fassent leurs remarques par écrit dans des délais fixés sous forme de notes qui parviendraient au rapporteur de la commission au moins 15 jours avant la réunion de ladite commission en vue d'instructions des remarques par les services compétents;

- Enfin, en troisième lieu, le CEPI doit avoir un rôle déterminant dans cette procédure et devrait être doté de moyens en techniciens et en équipements qui le rendent plus efficace et moins ressenti comme une autre direction de l'industrie par laquelle il faut passer. Le CEPI, pourrait être un centre actif de documentation, de recherches de projets plus élaborés, de recherches de promoteurs. De plus, à côté d'actions d'assistance au niveau des dossiers de financement, de la comptabilité, le CEPI devrait pouvoir aider les entreprises au niveau commercial, en agissant soit comme conseil, soit au niveau de l'organisation de marchés, soit au niveau de représentants éventuels à l'exportation dans les pays de la sous-région.

2. Marketing, promotion commerciale et concurrence des produits importés

Les produits industriels importés légalement ou, le plus souvent, frauduleusement, posent des problèmes aux industries locales. Les origines de ces problèmes sont les prix très concurrentiels de produits élaborés de qualité et souvent de marque connue. Pour résoudre la contradiction industrie/commerce, il faut au préalable que les industriels maliens élaborent des produits de bonne qualité et adaptés aux besoins et aux capacités d'achat de consommateurs urbains et ruraux qui sont le plus souvent ignorés; en effet, il y a des productions d'articles de céramique de qualité et de prix non concurrentiels destinés à des citoyens qui ont des habitudes de consommation définies et de

larges choix possibles parmi les articles importés. Il faut qu'il y ait des recherches de la part des industriels qui produisent des articles qui arrivent sur le marché par le biais de l'importation, pour identifier les catégories de produits et les prix à appliquer pour atteindre le maximum de consommateurs. Les industries qui se trouvent dans le même cas que la céramique sont les industries de fabrication de chaussures, de cigarettes et d'allumettes.

3. Approvisionnement en matières premières et en pièces de rechange

L'approvisionnement en matières premières et en pièces de rechange doit être régulier pour éviter des surstockages onéreux ou des fermetures pour cause de rupture de stock. Les solutions suivantes sont à préconiser :

- Pour l'approvisionnement régulier en matières premières il y a lieu d'envisager la création d'une fédération d'achat. Une fédération des entreprises industrielles et artisanales du Mali, structurée en secteurs, s'occupera de l'approvisionnement régulier (importations, achats dans le pays et stockage) de matières premières. Les achats groupés en matières premières et produits semi-élaborés de la Fédération des entreprises industrielles et artisanales du Mali (FENIAMA) aurait les effets bénéfiques suivants : approvisionnement régulier; diminution du coût de stockage dans des entrepôts communs; diminution du coût des transports;

- Pour l'approvisionnement en pièces de rechange il faudra envisager une centrale pour la maintenance des entreprises industrielles, centrale structurée par type de besoins (pièces de fonderies, pièces de précisions, etc.).

Afin d'éviter que ne se multiplient des investissements concurrentiels pour ce type d'unité de maintenance, deux réunions sous l'autorité du Plan et de la Direction nationale de l'industrie (DNI), avec la collaboration du CEPI seraient nécessaire à brève échéance :

- Une réunion entre la RCFM, la SONATAM, la COMATEX, l'Office du Niger et ITEMA, afin de définir les besoins fabriqués sur place;
- Une réunion entre les services ou unités industrielles, de maintenance, existantes ou en cours de démarrage ou de renforcement, c'est-à-dire les ateliers de Markala, l'EMAMA de Sikasso, la direction technique de l'Office du Niger, les Ateliers de KC OFINA, de la RCFM et la FONCOMA.

La centrale enregistrera les besoins et fera fonctionner les différents ateliers existants selon leur spécialité. S'il n'y a pas d'ateliers spécialisés,

la centrale enregistrera les besoins et fera fonctionner les différents ateliers existants selon leur spécialité. S'il n'y a pas d'ateliers spécialisés, la centrale pourrait amener certains ateliers existants (MARKALA, EMAMA, la direction technique de l'Office du Niger, les Ateliers de KOROFINA, la ECFM, la FONCOMA) à se spécialiser.

4. Contrôle des prix et produits "stratégiques"

Le contrôle des prix est un aspect particulier, lié au système du barème des prix pratiqués au Mali pour des produits dits stratégiques : sucre, riz, huile, lait. Dans ce contexte on doit noter cependant que la marge entre le prix d'achat des matières premières et le prix de vente des produits finis agro-alimentaires doit assurer le bon fonctionnement et la rentabilité de l'usine ainsi que le renouvellement normal de son matériel.

Les solutions à envisager pour ce problème peuvent être :

- Soit pratiquer une subvention consciente, prévue et calculée à la production agricole ou industrielle (cas des pays riches type Royaume-Uni avant son entrée dans le marché commun);

- Soit ajuster objectivement les prix de vente au détail aux prix d'achat des matières premières.

La difficulté de cette dernière solution tient alors dans le calcul et l'actualisation régulière de cet ajustement objectif qui implique, de la part de l'administration, une connaissance réelle et profonde des marges de fabrication, de gestion et de commercialisation des différents types d'entreprises, et de la part de celles-ci, beaucoup de réalisme et de sérieux. Tant que ce point n'aura pas été résolu, on aboutira à la spirale régressive à laquelle on assiste actuellement pour la production d'arachide et d'huile; plus la marge est étroite sur le plan industriel plus l'entreprise cherche à réduire la valeur d'achat des arachides aux producteurs, plus ces derniers diminuent ou vendent ailleurs - à l'exportation, par exemple - la production d'arachide, plus difficile est la gestion équilibrée des entreprises, plus celles-ci tendent à réduire les prix d'achat aux producteurs jusqu'à ce que ces derniers décident (comme ils l'ont fait en avril/mai derniers) de tendre vers la suppression de la production des arachides.

5. Concours bancaires

Aucune banque malienne actuelle n'a réellement vocation ni possibilité d'aider au développement de l'agriculture, de l'industrie et des exportations. Outre les comptes courants, les banques actuelles aident les entreprises d'Etat à ne pas s'effondrer et la EDM équilibre en partie son budget grâce aux activités de la CMDT et de la SOMIEX.

Ce point est maintenant réellement perçu par les autorités maliennes qui vont créer notamment :

- Une banque agricole qui reprendra une partie des activités de la SCAER et de la BDM;

- Une banque de développement industriel chargée des entreprises au moment de leur création (prêts à moyen et long termes) et de leur fonctionnement (prêts à court terme).

Il reste cependant à trouver les partenaires étrangers pour réaliser une telle opération; différentes banques européennes ou américaines sont pressenties.

Un point ne paraît cependant pas complètement résolu. En effet, les autorités maliennes cherchent de plus en plus à créer des sociétés d'économie mixte à base de capitaux étrangers, maliens privés et maliens d'Etat. Ne faut-il pas alors mettre en place une société de capitaux type caisse d'amortissement ou société nationale d'investissements, qui participerait, pour le compte de l'Etat au capital des sociétés d'économie mixte ? Sinon l'alternative, là encore, ne va pas être favorable : soit l'Etat va gérer directement les fonds qu'il va engager, ce qui ne semble guère être jusque-là sa vocation ni sa compétence (sociétés d'Etat), soit les banques à créer vont en même temps participer au capital des entreprises et leur prêter des fonds - ce qui a toujours eu des résultats désastreux, voire dramatiques.

6. La formation professionnelle

Ce point a été évoqué dans la présentation des principales contraintes auxquelles sont soumises les entreprises industrielles au Mali. Il est clair que de la bonne formation d'ouvriers qualifiés et d'ouvriers professionnels en usine dépendra la qualité et le coût de l'entretien, le coût de renouvellement des machines, le fonctionnement et le rendement des unités de production. Cette formation doit s'accompagner à tous niveaux d'une réelle prise de

responsabilité des tâches à effectuer, pour éviter une fonctionnarisation des cadres, contremaîtres, chef d'équipe et ouvriers maliens affectés en usi mais cela doit également s'accompagner d'une rémunération effective (et non dissimulée par des avantages en nature quelquefois très élevés et onéreux pour l'entreprise) et satisfaisante.

Il y a en effet trois possibilités :

- Ou bien le matériel est bien monté en usine, bien entretenu et fonctionne convenablement avec un personnel qualifié, bien rémunéré et à son poste de travail;

- Ou bien il faut faire appel à des cadres ou techniciens étrangers avec tous les défauts que l'on reconnaît à cette formule (solution du secteur privé, même malien);

- Ou bien, et souvent en accompagnement de la deuxième possibilité, il faut renouveler le matériel des usines existantes non pas par un autofinancement de l'entreprise elle-même (ni même d'un prêt que les banques ne veulent pas consentir), mais grâce à des subventions nationales ou internationales. Or sait que ces subventions s'accompagnent souvent de contraintes fixées à l'achat du matériel (prix, techniques, origines), de l'envoi de techniciens étrangers.

La troisième possibilité est sans doute celle qui a les effets les plus graves car on assiste à un véritable détournement des subventions qui seraient mieux utilisées à la production d'activités nouvelles, novatrices et créatrices de nombreux emplois, qu'à des remises en état d'usines en très mauvais état et rarement réellement récupérables.

La solution à préconiser pour la formation de techniciens pour l'industrie peut être :

- Dans une première phase, l'organisation de stages dans le pays, dans les pays voisins ou à l'étranger avec les concours des organismes internationaux et interétatiques;

- Dans une deuxième phase, l'implantation dans le pays de centres de perfectionnement et de formation pour différentes spécialités. Ces centres fonctionneraient grâce à une subvention de l'Etat et les frais de participation qui seraient payés par les entreprises qui y enverraient des stagiaires.

II. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

A. Forces et faiblesses de l'industrie malienne

L'industrie malienne est caractérisée par :

- Un grand nombre d'entreprises d'Etat dans la branche des agro-industries. Les entreprises d'Etat qui comptent parmi les plus grosses entreprises ont de part leur orientation "sociale" les plus gros effectifs. Les autres entreprises d'Etat sont des industries pour la valorisation des matières premières locales : matériaux de construction (ciment), céramique, cuir, textiles, huileries;
- Une orientation nette vers la valorisation des ressources locales tant de la part des entreprises étatiques que des entreprises mixtes et privées;
- Une multitude de petites et moyennes industries orientées vers les industries alimentaires (boulangeries, limonaderie, glace alimentaire ...) et les entreprises de services (imprimeries, garages);
- Une forte concentration à Bamako (55 entreprises sur 72 recensées soit 76 % des industries à Bamako).

1. Les forces actuelles de l'industrie malienne

Les forces actuelles de l'industrie malienne se situent au niveau du grand potentiel de matières premières. En effet, les industries au Mali, qui sont orientées principalement vers la valorisation des matières premières locales (agro-industries, textiles, cuir, produits du sous-sol), ont des possibilités substantielles de développement eu égard aux actions de développement entreprises au niveau de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des mines.

a) Secteur primaire

Les possibilités offertes par le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche; voir tableaux 5, 6 et 7), selon le bulletin industriel No du BCM de janvier 1979, sont les suivants :

Tableau 5. Production et commercialisation
des quatre grandes productions agricoles
(moyennes des campagnes agricoles 1973/74 à 1977/78)

| | Production (en milliers de t) | Commercialisation | Taux de commercialisation En % |
|--------------------|----------------------------------|-------------------|--------------------------------------|
| Coton-graine | 100 | 89,7 | 90 |
| Arachide en coques | 177 | 66,7 | 38 |
| Paddy | 236 | 76,4 | 32 |
| Mil/maïs/sorgho | 878 | 32,5 | 4 |

Tableau 6. Situation du cheptel (moyenne 1974 à 1977)

| | Bovins | Ovins/caprins |
|-------------------------|----------------------|---------------|
| | En milliers de têtes | |
| Effectifs | 3 848 | 10 882 |
| Exportations contrôlées | 44 | 90 |
| Abattages contrôlés | 161 | 368 |

Tableau 7. Commercialisation du poisson
(moyenne de 1973 à 1977)

| | En tonnes |
|--------------------|-----------|
| Commerce intérieur | 4 485 |
| Exportation | 2 050 |
| Total | 6 535 |

Les autres possibilités offertes dans le secteur primaire sont :

- La noix de karité qui fait l'objet de cueillette pour l'approvisionnement de l'unité industrielle SEPOM à Koulikoro;
- Le thé à Farako (Sikasso);
- Le tabac produit par l'opération Haute Vallée et qui sera utilisé par la SONATAM;
- La canne à sucre par l'Office du Niger pour les complexes agro-industriels de Dougabougou et de Séribala.

- Les productions fruitières et maraîchères (mangues, tomates) et la cueillette de tamarin pour l'unité SOCAM (Société des conserves du Mali) qui est une société d'économie mixte qui a remplacé la Société d'Etat SOCOMA (Société des conserves du Mali);
- Des productions de blé qui ont atteint près de 2 000 t en 1976/77.

b) Secteur minier .

Les actions entreprises à la fin du second semestre 1979 par l'organisation de journées pour faire le point sur la situation des ressources minières au Mali prouvent l'importance que revêt le secteur des mines pour le Mali dans la recherche de son décollage économique. L'exploitation des importantes ressources minières doit orienter les actions à entreprendre pour la relance de l'industrialisation au Mali pour la création d'un véritable tissu industriel. Ce potentiel minier exploité dans le nouveau contexte sous-régional et international en même temps que les barrages hydro-électriques de Sélingué et de Manantali, constitue le fondement de la création des grandes unités industrielles ayant des effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie.

2. Les faiblesses actuelles de l'industrie malienne

Les faiblesses de l'industrie malienne se situent :

- Au niveau de l'obtention d'une façon régulière et suffisante des matières premières (produits agricoles, cuir), à cause des prix d'achats faibles imposés aux producteurs qui ont par ailleurs la possibilité d'accroître le produit de leur vente par le biais d'intermédiaires non officiels et sur les marchés des pays limitrophes;
- Au niveau des administrations en ce qui concerne la fixation des prix de vente, qui influent directement sur les marges commerciales des produits industriels qui subissent par ailleurs la concurrence des produits industriels introduits par une fraude très active dans les pays; et la lourdeur de l'administration et son omniprésence à tous les niveaux pour toutes sortes d'autorisations qui sont délivrées avec beaucoup de retard;
- Au niveau du concours des banques en ce qui concerne l'obtention des crédits à moyen et long termes pour les nouvelles implantations et les crédits à court termes pour le fonctionnement;

- Au niveau du personnel, par suite de l'inadéquation du personnel disponible avec les postes à occuper dans les industries; une étude de l'orientation de la formation doit être faite de manière à résoudre le problème de demandes de techniciens spécialisés pour les branches industrielles prioritaires : agro-aliments, textiles, cuir, mécanique.

Les grandes lignes de la politique de développement industriel du Mali sont rappelées dans le plan quinquennal qui vient de se terminer.

Les orientations de cette politique sont une industrialisation afin de mettre en valeur les ressources locales; créer de nouveaux emplois; réduire les importations; intégrer différents secteurs de l'économie.

En fait, on constate qu'après la période coloniale où il n'y a pas eu d'industrialisation et la période du début des indépendances où il y a eu, de par une attitude volontariste, la création d'un secteur étatique assez étoffé, on assiste depuis 1972 à la création d'entreprises privées et mixtes par des Maliens et/ou des étrangers :

- La création des industries par des Maliens du secteur privé est orientée vers les industries alimentaires (vinaigrerie, boulangeries, glace alimentaire) et les entreprises de services (garage). Ces industries sont en général de petites tailles si elles sont autofinancées ou de tailles moyennes si elles sont financées moyennant le concours de l'extérieur tel que la KFW (République fédérale d'Allemagne;

- La création des industries par des étrangers (du secteur privé, ou des sociétés transnationales avec ou sans Maliens, d'industries de substitutions aux importations (piles Wonder, IMACY ...) ou de valorisation de produits locaux (ITEMA, SEPAMA); ces entreprises mixtes (ITEMA, par exemple) ou privées (piles Wonder IMACY, par exemple) sont en général de taille moyenne avec des effectifs qui vont de 150 à 900 employés et des chiffres d'affaires de 1,3 à 3,8 milliards de FM.

- La "reprise", il y a depuis trois ou quatre ans, d'anciennes sociétés d'Etat qui étaient en déclin, grâce à des sources bilatérales ou multilatérales d'aide. C'est le cas de l'EMAB, l'ULB et l'Office du Niger (Banque Mondiale); la SOCOMA (secteur privé français et la Caisse centrale et de coopération française).

La dynamique actuelle de l'industrialisation au Mali peut donc se résumer ainsi :

- Création de nouvelles unités, en général petites ou moyennes, par le secteur privé, national, avec le concours de crédits extérieurs (KfW) ou par des sociétés transnationales qui viennent occuper des créneaux pour compléter leur conquête du marché des pays en voie de développement;

- Intervention directe de sources multilatérales ou bilatérales d'aide pour relancer des sociétés d'Etat en péril;

- Absence d'implantations industrielles nouvelles de grande dimension qui pourraient avoir un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie en ayant le minimum d'effets sur les autres secteurs - surtout le secteur primaire.

B. Potentiel industriel

1. Ressources du sous-sol

Le potentiel minier d'industrialisation pour un pays comme le Mali est d'autant plus imprécis qu'il est lié à tout un nombre de facteurs aléatoires. En effet, les gisements des pays en voie de développement ne sont presque jamais correctement évalués mais le sont suivant les intérêts des investisseurs étrangers, les besoins des pays industrialisés et la précaire infrastructure non étudiée en place.

Les projets dont la réalisation à court et moyen terme sur la base des travaux réalisés et la présence des promoteurs est à envisager sont :

- La recherche et exploitation de l'or de Kalana, la mise en valeur des phosphates du Tilemsi; la construction d'une cimenterie à Astro (gisement de calcaire de Gangonterrie); l'exploitation des gypses d'Etaga à Tessalit; l'exploitation du fer de Balé et l'installation d'une mini-acierie; la construction d'une verrerie à Koulikoro (mise en valeur des sables du Lac Faguibine). Ces projets sont assez avancés et on peut espérer qu'ils seront réalisés avant 1985 (voir tableau 8).

Le Mali possède beaucoup d'autres ressources dont l'exploitation est difficile à situer dans le temps compte tenu de l'état actuel des travaux géologiques.

Dans cette catégorie il faut citer :

Tableau 8. Projets industriels identifiés au Mali pour la mise en valeur des matières premières du sous-sol

| Titre des projets | Localisation | Marché | | Fabrication souhaitée | Investissements en millions de FM | Effectifs | | Production |
|--|------------------|----------|---------------|------------------------------------|-----------------------------------|---------------------|-----------|----------------------------|
| | | National | Sous-régional | | | Nationaux/Africains | Expatriés | |
| Recherche et exploitation d'or | Kalama (Sikasso) | x | | Or semi-ouvré | - | 354 | 80 | 1 850 kg/an |
| Exploitation des phosphates | Tilemsi (Gao) | x | x | Super phosphate simple | 400 | 63 | - | 18 500 t |
| Implantation d'une verrerie | Koulikoro | x | x | Produits et sous-produits | - | - | - | 18 500 t |
| Exploitation des gisements de fer du Mali occidental | Kayes | x | x | Super concentré aciers | 108 600 | 1 000 | - | 60 000 t d'acier |
| Exploitation de gypse d'étage | Gao | x | x | Plâtre | 575 | 22 | - | 11 880 t à plein rendement |
| Construction d'une cimenterie | Astro (Kayes) | x | | Ciment portland, ciment de barrage | 5 000 | 426 | - | 260 000 t |

Source : Direction nationale des mines.

- La bauxite dans le plateau de Mandingue avec trois zones à Baléa (réserve prévisionnelle de l'ordre de 400 millions de t); à Kéniéba-Sud (165 millions de t) (soit 600 millions de t de bauxite à 40-45 % d' Al_2O_3 dans la vallée du fleuve Sénégal); à Bamako-Ouest (175 millions de t à 42 % d' Al_2O_3 dans la vallée du fleuve Sénégal).
- L'uranium, de l'Adar et de Faléa, qui fait l'objet de recherche de la COGEMA (France) et de PNC (Japon);
- Le pétrole recherché par des sociétés étrangères;
- Le manganèse d'Ansongo, dont les réserves globales sont évaluées à environ 8 millions de t. Il a eu teneur de l'ordre de 40 % et son extraction pourrait se faire en commun avec celle du gisement de Tambao en Haute-Volta.
- Le sel gemme de Taoudenni; les réserves évaluées à 53 millions de t sont suffisantes pour une exploitation industrielle couvrant un marché intérieur de l'ordre de 35 000 t/an;
- La barytine; elle est signalée en abondance dans la région de Kayes;
- Le kaolin; il fait l'objet d'exploitation partielle pour l'opération semence et la production de céramique;
- Le cuivre dans l'Adrar et à Kadiolo (Sikasso).

Ces données géographiques et les paramètres technico-économiques spécifiques à chaque substance devraient permettre la détermination des plans optimum (national, Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), ALG, Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO), marché international) à partir desquels chaque gisement trouverait les meilleures conditions d'exploitation.

L'analyse du potentiel minier fait ressortir plusieurs projets possibles. Le choix et la priorité à accorder à ces projets doit tenir compte des impératifs de la réalisation d'un décollage économique. Pour que ces projets soient réalisables, il faut disposer de grands moyens de production. Ils sont, par ailleurs, liés aux marchés local et extérieur. En tenant compte du fait que la création d'industries de base (sidérurgie, métallurgie) et industries d'intégration (industries mécaniques, chimiques) permet d'assurer entre les différents secteurs des liens d'interdépendance, les projets ci-dessous peuvent être retenus par ordre de priorité :

- Exploitation des phosphates : ce projet peut être accéléré par la mise en fonctionnement du barrage de Selingué et les besoins de plus en plus grands d'engrais pour l'agriculture;
- Verrerie de Koulikoro (gisement du Lac Faguibiné); du fait des possibilités offertes par le marché national et sous-régional (CEAC);
- Construction d'une cimenterie à Astro (Kayes), qui se justifie à cause des besoins de plus en plus grands sur le plan national : environ 280 000 t en 1981 et 350 000 t en 1985;
- Exploitation du gypse d'étage pour couvrir les besoins du marché national et sous-régional;
- Exploitation des gisements de fer du Mali occidental pour l'implantation d'une mini-acierie;

2. Energie hydro-électrique

Le Mali, par le biais d'organisations interétatiques telles que l'OMVS, a favorisé la dotation du pays en électricité et en eau par la construction de deux grands barrages hydro-électriques : les barrages de Selingué et de Manantali. Selon les prévisions (voir tableau 9), le barrage de Selingué doit entrer en fonctionnement en août 1980 avec une turbine d'une puissance de 5 480 kW, qui fournirait par mois 3 955 Mw/h d'énergie.

Les objectifs du barrage de Manantali sont :

- La production de 150 000 kW d'électricité;
- L'irrigation de 560 000 ha en 50 ans dans les pays de l'OMVS;
- La régularisation du fleuve Sénégal qui permettra la navigation de Saint-Louis à Kayes toute l'année.

Les projets industriels liés à l'exploitation des nouvelles capacités énergétiques sont des projets consommateurs d'électricité. Ces projets sont souvent identifiés par d'autres secteurs tels que l'exploitation des ressources minières ou des ressources du secteur primaire.

Les projets qu'on peut retenir et dont la réalisation dépend d'autres contraintes sont :

- Exploitation des gisements de fer en vue de l'installation d'une mini-acierie (tréfilage de l'acier et production des dérivés du fil d'acier, fabrication des tubes en acier, etc.);

Tableau 9. Exploitation de la centrale de Sélingué (août 1980 à juillet 1981)
(pour une hydrologie moyenne et un niveau d'exploitation en amont de 340,50)

| | Débit moyen disponible Apports-Evaporation (m ³ /s) | Nombre de groupes | | Fonctionnement de turbine | | | Pendant les heures de fonctionnement | | Puissance totale fournie par les turbines (kW) | Rendement alternateur | Puissance active sortie alternateur à COS = 0,85 (MW) | Energie nette productible (si utilisable) (MWh) |
|----------------|--|-------------------|----------|--------------------------------------|--------------------------------------|----------|---|-------|---|--------------------------|--|--|
| | | Disponibles | Utilisés | Débit turbiné (m ³ /s) | Nombre d'heures de fonctionnement | | Niveau aval | Chute | | | | |
| | | | | | Par jour | Par mois | | | | | | |
| Août 1980 | 842,4 - 838 | 1 | 1 | 100 | 24 | 744 | 337,85 | 6,65 | 5 480 | 97,0 | 5 316 | 3 955 |
| Septembre 1980 | 1 299,4 - 1 295 | 1 | 1 | 30 | 24 | 720 | 335,60 | 4,90 | 2 880 | 96,0 | 2 765 | 1 991 |
| Octobre 1980 | 1 009,5 - 1 004 | 1 | 1 | 96 | 24 | 744 | 334,60 | 5,90 | 4 480 | 96,7 | 4 332 | 3 223 |
| Novembre 1980 | 435,5 - 431 | 2 | 2 | 2 x 100 - 200 | 24 | 720 | 332,10 | 8,40 | 2 x 7 370 - 14 740 | 97,2 | 14 327 | 10 316 |
| Décembre 1980 | 191,6 - 193 | 2 | 2 | 2 x 96,5 - 193 | 24 | 744 | 330,65 | 9,05 | 2 x 8 445 - 16 890 | 97,3 | 16 474 | 12 227 |
| Janvier 1981 | 101,7 - 94 | 2 | 1 | 101 | 22,34 | 692 | 330,15 | 10,35 | 9 350 | 97,3 | 9 098 | 6 296 |
| Février 1981 | 60,8 - 52 | 3 | 1 | 101 | 12,36 | 346 | 330,15 | 10,35 | 9 350 | 97,3 | 9 098 | 3 148 |
| Mars 1981 | 34,9 - 25 | 3 | | 101 | 5,94 | 184 | 330,15 | 10,35 | 9 350 | 97,3 | 9 098 | 1 674 |
| Avril 1981 | 28,8 - 20 | 3 | 1 | 101 | 4,75 | 143 | 330,15 | 10,35 | 9 350 | 97,3 | 9 098 | 1 701 |
| Mai 1981 | 38,7 - 31 | 4 | 1 | 101 | 7,37 | 228 | 330,15 | 10,35 | 9 350 | 97,3 | 9 098 | 2 074 |
| juin 1981 | 126,7 - 119 | 4 | 1 | 61 | 19,72 | 592 | 330,15 | 10,35 | 9 350 | 97,3 | 9 098 | 5 386 |
| | | | 2 | 2 x 101 - 202 | 4,23 | 128 | 330,80 | 9,70 | 2 x 8 763 - 17 526 | | 17 053 | 2 183 |
| juillet 1981 | 319,5 - 314 | 4 | 3 | 3 x 101 - 303 | 21,39 | 663 | 331,20 | 9,30 | 3 x 8 252 - 24 755 | 97,3 | 24 006 | 17 905 |
| | | | 4 | 4 x 101 - 404 | 2,61 | 81 | 332,00 | 8,50 | 4 x 7 542 - 30 168 | | 29 353 | 2 378 |

- Extraction et préparation de bauxite; projet possible à long terme (1990 environ);
- Fonderie de métaux ferreux;
- Verrerie de Koulikoro;
- Exploitation de l'or de Kalana;
- Fabrication d'engrais phosphatés;
- Fabrication de matières plastiques (PVC);
- Conserverie de poissons par réfrigération.

3. Ressources du sol (agriculture-élevage-pêche)

a) Agriculture

Le secteur primaire occupant une place primordiale dans l'économie malienne, de multiples actions ont été entreprises pour son développement. Au niveau de l'agriculture il y a de nombreuses opérations de développement qui sont orientées vers les différentes cultures prédominantes du pays. Les principales opérations sont indiquées sur le tableau 10.

Tableau 10. Principales opérations de développement

| Opérations | Cultures | Source de financement |
|---|---|-----------------------|
| Opération arachide et cultures vivrières (OACV) | Arachide, maïs, mil, sorgho | BIRD |
| Baguineda | Mil, sorgho, maïs, riz, tomates, poisson, fruits et légumes | FAC |
| Haute Vallée | Riz, mil, sorgho, maïs, tabac | USAID |
| Lac Horo | Mil, niébé, pastèque, patates | FAC |
| Mali Sud CMDT | Coton, oah, riz | BIRD FAC EED |
| Mil Mopti | Mil, sorgho | US/AID RFA |
| Office du Niger | Riz, canne à sucre | Chine |
| Mil Kaarta | Mil, sorgho, maïs | Canada |
| Riz Ségou | Riz | FED |
| Riz Mopti | Riz | BIRD |
| Vallée au Sénégal Térékolé/Magui | Sorgho, maïs } Légumes } | RFA |
| Blé (Région de Dire) | Blé | FAC USAID |

La situation par catégorie de cultures pour ces dernières années est la suivante :

Tableau 11. Cultures traditionnelles de rente

| | 1972/73 | | | 1973/74 | | | 1974/75 | | | 1975/76 | | | 1976/77 | | |
|--------------|------------------|-------------------|--------------------|------------------|-------------------|--------------------|------------------|-------------------|--------------------|------------------|-------------------|--------------------|------------------|-------------------|--------------------|
| | En milliers de t | | En FM/kg | En milliers de t | | En FM/kg | En milliers de t | | En FM/kg | En milliers de t | | En FM/kg | En milliers de t | | En FM/kg |
| | Production | Commercialisation | Prix au producteur | Production | Commercialisation | Prix au producteur | Production | Commercialisation | Prix au producteur | Production | Commercialisation | Prix au producteur | Production | Commercialisation | Prix au producteur |
| Mil/sorgho | 624 | 9 | 20 | 360 | 10 | 32 | 800 | 48 | 32 | 800 | 48 | 32 | 800 | 70 | 40 |
| Paddy | 116 | 47 | 25 | 130 | 59 | 25 | 250 | 84 | 40 | 218 | 100 | 40 | 237 | 107 | 45 |
| Mafis | 44 | 1 | 20 | 63 | ... | 20 | 100 | 1 | 32 | 70 | ... | 32 | 80 | ... | 35 |
| Coton-graine | 72 | 66 | 50 | 55 | 51 | 50 | 71 | 61 | 75 | 105 | 105 | 75 | 133 | 118 | 90 |
| Arachide | 109 | 50 | 30 | 100 | 44 | 30 | 151 | 70 | 40 | 145 | 93 | 40 | 160 | 80 | 50 |

Autres cultures

Thé

Le thé est planté et traité sur la plantation de Farako (Sikasso).

Il existe un vaste marché pour le thé dont la production est amenée à connaître un grand essor.

La situation en 1971/72 était la suivante :

| | <u>En t</u> |
|--------------------|-------------|
| Consommation | 930 |
| Production au Mali | 21 |
| Importation | 909 |

Actuellement, les besoins sont estimés à 500 t dont un sixième est produit au Mali.

Tabac

Le tabac est produit à Kangaba et Bancoumana. La situation du tabac au Mali est la suivante (tableau 12).

Tableau 12. Situation du tabac au Mali

| | 1973/74 | 1974/75 | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 |
|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Superficie plantée (en ha) | 160 | 102 | 253 | 265 | 280 |
| Production (en t) | 280 | 180 | 420 | 442 | ... |
| Commercialisation (en t) | 270 | 170 | 402 | 445 | |
| Prix au producteur (en FM/kg) | | | | | |
| 1er choix | ... | 400 | 300 | ... | ... |
| 2ème choix | ... | 530 | 250 | ... | ... |
| 3ème choix | ... | 300 | 150 | ... | ... |
| Exportation (en t) | 77 | ... | ... | ... | ... |

La production du tabac est limitée par la capacité de traitement de la SONATAM qui atteint à peine 500 t par an.

Fruits et légumes

Les fruits et légumes ont une grande importance pour le Mali dans le cadre d'implantation d'unités industrielles agro-alimentaires.

Les fruits et légumes qui peuvent être industrialisés sont exportés.

Cependant en 1971/72, certains produits ont fait l'objet de valorisation : c'est le cas des oignons dont 5 112 t ont été séchées et exportées et des tomates dont 1 245 t ont été mises en conserve; cependant les productions de conserves de tomates, par suite des problèmes de la SOCUMA, ont périodiquement.

Les exportations des fruits et légumes ont évolué de la manière suivante (voir tableau 13).

Tableau 13. Evolution des exportations de fruits et légumes

| | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 |
|----------------|--------------|------|------|-----------|
| | <u>Ex. †</u> | | | |
| Mangues | 563 | 477 | 467 | 591 (CEE) |
| Poivrons | 359 | 351 | 598 | 665 |
| Haricots verts | .. | 5 | 5 | 100 |

Les prix de vente ont évolué comme suit :

| | <u>En FM/kg</u> |
|----------------|-----------------|
| Mangues | 50 |
| Poivrons | 110 |
| Haricots verts | 120 |
| Oignons | 200 |

b) Elevage

- Bovins, ovins, caprins

Le Mali est un pays d'élevage traditionnel; les ressources animales constituent la moitié des exportations, ce qui donne une place privilégiée à l'élevage qui sera un des secteurs que le Mali devra valoriser dans les contextes nouveaux de la CEAO et de la CEDEAO. En plus des exportations du bétail sur pied, le Mali pourrait exporter des produits finis ou semi-finis de l'élevage (viande, lait, cuirs et peaux, laine, oeufs, miel et cire).

Les effectifs du cheptel sont donnés par estimation; l'évolution des effectifs est donnée ci-dessus (tableau 14).

Tableau 14. Evolution des effectifs au cheptel

| | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 |
|----------------|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|
| | <u>En milliers de têtes</u> | | | | |
| Bovins | 5 350 | 3 650 | 3 784 | 3 932 | 4 480 |
| Ovins, caprins | 7 500 | 7 440 | 7 005 | 8 080 | |
| Chevaux | | | 84 | 93 | |
| Anes | | | 359 | 377 | |
| Chameaux | | | 144 | 153 | |

L'évolution de la production de viande (abattoirs de Bamako) a été de (voir tableau 15) :

Tableau 15. Evolution de la production de la viande

| | 1974 | 1975 | 1976 |
|---------------|--------|-------|-------|
| | (en t) | | |
| Bovins | 6 575 | 5 275 | 6 144 |
| Ovins/caprins | 685 | 700 | 800 |
| Porcins | 55 | 45 | 50 |

Les autres sous-produits principaux de l'élevage sont le lait et la laine. La production du lait est estimée à 300 millions de litres dont environ 10 % sont commercialisés; divers sous-produits obtenus à partir du lait (beurre, lait caillé) peuvent faire l'objet d'une production artisanale moderne.

La production de la laine est estimée à environ 350 t/an et est utilisée presque entièrement par l'artisanat local; la laine est également exportée mais en faible quantité.

L'exportation de la viande et des sous-produits d'origine animale a été, en 1977 :

| | | |
|-------------------------|--------------|-------------------|
| | <u>En kg</u> | (source SOMBEPEC) |
| Viande bovine | 1 905 | |
| Viande ovine et caprine | 5 656 | |
| Cuir et peaux : | <u>En t</u> | |
| de bovins | 1 060 | (222 000 peaux) |
| d'ovins/caprins | 262 | (437 000 peaux) |

La production de cuirs et peaux est aux mains d'un secteur privé très actif et les chiffres officiels de production ne représenteraient que le quart de l'ensemble de la production.

- Opération avicole

La production avicole organisée connaît un grand essor depuis quelques années : la production semi-industrielle qui existe à SOTUBA a un rendement de 6 000 poussins/semaine et 25 000 oeufs/jour.

La capacité de production de la ferme de SOTUBA est de 30 000 poussins par semaine.

Le goulot d'étranglement principal se trouve au niveau des aliments du bétail - ce qui est incompréhensible car le Mali exporte les tourteaux d'arachide vers l'Europe.

c) Pêche

La pêche au Mali est un secteur qui peut servir de support à une industrialisation orientée vers la satisfaction des besoins de consommation locale et les exportations vers la sous-région et l'Europe pour le poisson fumé et séché. La production de la pêche est difficile à évaluer étant donné que ce secteur est dominé par l'artisanat.

La commercialisation de poisson frais, de poisson séché, de poisson fumé a porté sur les quantités suivantes (tableau 16).

Tableau 16. Commercialisation du poisson

| | 1975 | 1976 | 1977 |
|----------------------------------|------|-------------|-------|
| | | <u>En t</u> | |
| Poissons frais | 176 | 308 | 210 |
| Poisson séché exporté | ... | 834 | ... |
| Poisson séché vendu dans le pays | | 2 064 | 2 373 |
| Poisson fumé exporté | ... | 1 912 | ... |
| Poisson fumé vendu dans le pays | ... | 3 238 | 3 380 |

Le poisson exporté (poisson fumé et poisson séché) a été vendu principalement en Côte d'Ivoire (environ trois quarts des ventes), ensuite au Ghana (environ un quart des ventes) et aussi à la Haute-Volta. Dans l'opération "pêche" à Mopti, avec une unité pilote, les produits suivants sont transformés :

| | <u>1974</u> | <u>1975</u> | <u>1976</u> | <u>1977</u> |
|------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | <u>En t</u> | | |
| Tranches de filet fumé | 25 800 | 52 000 | 72 000 | 300 000 |
| Filets congelés | 2 200 | 7 500 | 1 600 | 40 000 |

d) Projets liés au développement du secteur primaire

- i) Sous-secteur agricole : usinage du riz; maïserie; amidonnerie de maïs; conserveries de légumes; conserveries de fruits et confitures de fruits; aliments du bétail; tabacs et cigarettes; tissage; filature; confection et bonneterie; ficellerie, corderie; sacherie; pharmacopée traditionnelle,
- ii) Sous-secteur de l'élevage : abattoirs; tannerie; chaussures; produits laitiers (lait caillé, lait régénéré, lait pasteurisé, yaourt); production de poulets et d'oeufs.
- iii) Sous-secteur de la pêche : chaîne frigorifique de conservation et de distribution; fabrication de matériel pour la pêche (filets, pirogue frigorifique); poisson fumé (capitaine); poisson séché.

4. Potentiel du marché

Le potentiel du marché a été estimé à partir de la production dans le pays et des importations de produits industriels.

La consommation des produits industriels a été évaluée à partir de la moyenne de la consommation (production + importation) de 1976 à 1977 et cela a permis d'avoir une idée du niveau global de la consommation des produits industriels. Ce niveau a été projeté dans le temps (1985 et 1990) en estimant que la situation actuelle demeure inchangée (Cette hypothèse permettant d'avoir une idée approximative des déficits minimaux en matière de besoins de produits industriels).

La production industrielle du Mali est passé de 26,6 milliards de FM en 1974 à 69 milliards de FM en 1978; soit une progression de 37,4 % en quatre ans. Les branches les plus dynamiques ont été les suivantes :

| | <u>Taux de croissance</u> <u>en %</u> |
|---|--|
| Industries alimentaires | 41 |
| Industries textiles | 25,6 |
| Industries mécaniques et des métaux (garages) | |

Les produits industriels importés au Mali sont : les textiles et les cuirs, les machines et véhicules, les matériaux de construction, les produits chimiques et pharmaceutiques, les produits pétroliers. L'importation de ces produits a évolué de la manière suivante de 1970 à 1976 (voir tableau 17) :

Tableau 17. Evolution des importations de produits industriels

| | 1970 | 1976 |
|---------------------------------------|---------------------------|-------------|
| | <u>En milliards de FC</u> | |
| Produits alimentaires | 7,9 | 12,0 |
| Textiles et cuirs | 1,7 | 3,5 |
| Machines et véhicules | 5,8 | 21,2 |
| Matériaux de construction | 2,1 | 6,9 |
| Produits chimiques et pharmaceutiques | 0,8 | 12,0 |
| Produits pétroliers | 3,0 | 10,5 |
| Divers | 4,9 | 7,6 |
| Total | <u>26,2</u> | <u>73,7</u> |

L'ensemble des importations a augmenté de 131 % environ de 1970 à 1976.

Les produits alimentaires (30,2 % en 1970 et 16,3 % en 1976) sont composés principalement de sucre et sucreries, de céréales, de boissons. Les importations de produits alimentaires qui étaient prédominantes en 1970, représentant 30 % de l'ensemble des importations, ont régressé au profit de celles des machines et véhicules qui représentaient 28,8 % des importations en 1976 contre 16 % pour les produits alimentaires. Cette modification peut s'expliquer par les besoins engendrés par la création de nouvelles unités industrielles.

En vue d'assurer une expansion industrielle au cours de la prochaine décennie (1980-1990) à partir du potentiel du sous-sol et du sol, il faut tout d'abord connaître les possibilités minimales qui existent au niveau du marché

national pour les produits industriels. Ces possibilités ont été estimées en considérant les écarts (déficits de consommation) qui apparaîtraient aux horizons 1985 et 1990 en projetant la tendance actuelle de consommation (tableau 18). Cette méthode est simpliste car elle suppose que les modifications de consommation, d'un point de vue qualitatif et quantitatif, qui dépendent des revenus des populations (urbaines et rurales), sont très peu influencées par l'évolution de ces revenus.

Ainsi on projette les tensions actuelles qui existent dans la société. On suppose que la population agricole qui disposerait de revenus monétaires suffisants adopterait un modèle de consommation de type urbain ou du moins se procurerait des produits dont l'acquisition avait été différée. Cette approche par la consommation est une estimation pour avoir une idée de ce qui est possible de réaliser. Les chiffres présentés ne doivent donc pas faire illusion du point de vue de la précision. Ce sont des ordres de grandeur. Pour l'analyse des résultats et pour chaque produit retenu une étude de faisabilité reste indispensable afin de définir précisément la taille du marché.

Les résultats des projections doivent être appréciés au niveau des produits en réintégrant certains objectifs volontaristes. Les chiffres obtenus montrent simplement l'effort minimum à faire pour maintenir le niveau de consommation par tête de 1977/78 pour les différentes populations de 1985 et 1990. L'intérêt de ces chiffres, dans le cadre du Mali, est de mettre en évidence le grand effort qui reste à faire au niveau de la production de biens industriels car, eu égard au niveau très bas des consommations, les écarts réels seront à multiplier par 5 ou par 10 en 1985 ou en 1990.

C. Stratégie de développement industriel

1. Principes de développement industriel et choix préalables

Le développement industriel se situe dans un contexte et par rapport à une période et à des objectifs. Les références au moyen terme ou au long terme amènent, dans un cas comme dans l'autre, à réfléchir sur ce qui est souhaitable et sur ce qui est possible afin de préciser des objectifs à la fois souhaités et réalisables et des actions aptes à favoriser leur réalisation.

Tableau 18. Industries agrico-alimentaires et industries de l'élevage et de la pêche

| Produits | Moyenne 1976/77 | | 1985 a/ | | 1990 a/ | | |
|--|-------------------|--------------------------|--------------------|--------------|--|--------------|--|
| | Production | Importations officielles | Consommation | Consommation | Ecart par rapport à l'exercice 1976/77 | Consommation | Ecart par rapport à l'exercice 1976/77 |
| | <u>En tonnes</u> | | | | | | |
| Farine de froment | - | 1 341 | 1 341 | 1 568 | 277 | 1 754 | -413 |
| Décorlicage du riz | 43 500 | 1 583 | 45 083 | 52 712 | -7 629 | 60 027 | -15 744 |
| Conserveries de fruits et jus de fruits, jus de tamarin | ... | 70 | (70) ^{b/} | (82) | -12 | (94) | -24 |
| Conserveries de légumes : concentré de tomate | 230 (1974/75) | 62 | 292 | 341 | -49 | 394 | -102 |
| Conserverie de poissons : poisson salé, sec ou fumé | 4,0 | 90 | 94 | 110 | -16 | 123 | -29 |
| Produits laitiers : lait battu; yaourts, lait concentré, lait caillé | 3 900 | 2 100 | 6 000 | 6 923 | -923 | 8 004 | -2 004 |
| Aliments pour bétail : tourteaux de coton, tourteaux d'arachide | 18 484 | ... | (18 484) | (21 612) | -3 128 | (24 939) | -6 455 |
| | <u>Par unités</u> | | | | | | |
| Cuir tannés | 14 000 | - | - | - | - | - | - |
| | <u>En unités</u> | | | | | | |
| Articles de maroquinerie | 10 405 | ... | (10 405) | (12 005) | -1 600 | 13 927 | -3 522 |
| | <u>En paires</u> | | | | | | |
| Chaussures en cuir | 20 690 | 80 000 | 100 690 | 117 730 | -17 040 | 134 770 | -14 080 |

a/ Projections tendanciennes de la consommation (production locale + importations officielles) de 1976/77.

b/ Chiffres non disponibles; estimation partielle.

Les objectifs de l'industrialisation au Mali - qui a été stimulée au moment de l'indépendance - ont été : la création d'emplois; l'entraînement et le développement d'autres activités économiques et notamment l'ouverture de débouchés aux matières premières agricoles; l'amélioration des structures des échanges extérieurs.

Dans la dynamique actuelle, l'appareil industriel est soutenu par les organismes d'aide (CEE, BIRD, Caisse centrale de coopération), les financements extérieurs (KfW de la République fédérale d'Allemagne et les transnationales). Il y a très peu de financements nationaux. Il n'y a pas d'intégration de l'appareil de production à cause de la juxtaposition d'industries nouvelles, qui sont surtout des petites et moyennes industries, pour la satisfaction des besoins de la consommation urbaine : alimentation, garages, piles, montage de cycles. Cette juxtaposition d'entreprises ne crée pas un tissu industriel; cependant, les secteurs des industries agro-alimentaires et du textile font exception à la règle. D'autre part on assiste à la mise en veilleuse de l'artisanat de production traditionnel alors que ce secteur pourrait servir de fondement à la création de petites unités comme moyen du développement économique du milieu rural et des petites villes. Eu égard à cette situation, les recommandations et les propositions de ce rapport doivent se référer à des objectifs à fixer et des choix à opérer.

Pour le Mali, qui a connu plusieurs phases dans le développement industriel (indépendance et construction d'un secteur d'Etat industriel, libéralisme et réinsertion dans la zone d'influence des transnationales), la détermination de nouveaux axes de développement industriel ne peut pas avoir de "modèles de référence", mais doit partir d'une analyse sans concession du passé et de la situation internationale actuelle. En effet, les monopoles n'ont vu dans le nouvel ordre économique international qu'un moyen de tirer davantage profit de la main-d'oeuvre à bon marché et des ressources naturelles des pays en développement par la délocalisation de segments de processus productif qu'ils contrôlent. Aussi faudrait-il distinguer entre les pays du tiers monde ceux qui ont une "croissance forte" et ceux qui pour des raisons démographiques et géo-économiques sont considérés comme "stagnants". Le Mali, par sa situation géographique, et par le fait qu'il ne dispose pas de matière première stratégique en exploitation, se trouve dans la catégorie de pays dits "stagnants". La marge de manoeuvre de ces pays, et aussi de ceux de la catégorie des pays

à "forte croissance", est faible si l'on tient compte de la domination technologique et commerciale des monopoles. La construction d'une économie nationale (industrielle mais aussi agricole) ne peut donc se concevoir qu'en rupture avec l'actuelle division internationale du travail.

En se situant dans le contexte international et sous-régional actuel, l'industrialisation au Mali doit se faire avec des buts et des choix clairement définis. Ces buts peuvent être à la recherche d'un développement centré sur les besoins des populations à partir du potentiel de ressources naturelles du pays. Les choix, en ce moment, seront orientés vers les industries qui auront le maximum d'effets d'entraînement (effets amont, aval induits) sur l'économie. L'approche sera la recherche d'une intégration interne et sous-régionale du secteur industriel malien à partir des choix préalablement définis.

2. Stratégie de développement industriel au Mali

La situation actuelle se caractérise par la création de petites et moyennes industries avec les concours extérieurs et la récupération d'anciennes unités avec l'aide bilatérale; il n'y a pas de politique globale. On assiste à des interventions ponctuelles extérieures selon les intérêts financiers ou politiques. Si cette tendance se maintient, l'industrie malienne ne pourra pas assumer le rôle qui est le sien dans le cadre du processus d'un développement intégré.

L'option qui s'impose est la recherche d'un développement autocentré dans un cadre sous-régional avec la volonté de recherche d'une "autonomie collective". Ainsi, avec des partenaires de la CEAO et de la CEDEA, le groupe de ces pays pourra s'insérer dans la division internationale du travail et faire peser leur poids dans les négociations. Il s'agira dans le cadre de regroupements sous-régionaux, d'un projet stratégique portant sur des objectifs à long terme de complémentarité industrielle et d'équilibre financier des balances commerciales. Les objectifs concernent quelques grandes filières de mise en valeur du potentiel commun (sidérurgie, pétrochimie, énergie solaire, barrages, dimension des marchés) et de la complémentarité des économies. Sur le plan national il s'agira de promouvoir des liaisons interindustrielles, notamment au sein des filières agro-industrielles et de développer le secteur des petites et moyennes industries en tenant compte de la complémentarité entre secteur primaire et secteur industriel.

3. Projets proposés

La prise en compte du potentiel et l'adoption du principe de la création d'un véritable tissu industriel à partir des matières premières disponibles ont permis d'identifier les secteurs suivants comme prioritaires :

- Les industries agro-alimentaires et les industries liées à l'élevage et à la pêche;
- Les industries textiles;
- Les industries de matériaux de construction;
- Les industries minérales.

Les projets identifiés dans ces domaines auront à réaliser l'intégration industrielle en établissant et en renforçant la liaison entre l'industrie, l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Les industries du secteur primaire sont analysées ensemble à l'exception des industries textiles qui sont présentées séparément à cause de l'importance qu'elles peuvent avoir au Mali par la mise en valeur des grandes quantités de coton produites dans le pays.

- Les projets industriels du secteur primaire :

Ces projets sont relatifs à la réalisation de : minoterie, unité de décorticage du riz, maïserie, amidonnerie, conserveries de fruits et de jus de fruits, de légumes, de poisson, de produits laitiers (yaourt, lait battu, lait concentré), d'aliments du bétail, de valorisation de cuirs et peaux, unité de production de poisson fumé (capitaine) et de poisson frais.

- Les industries textiles

Les projets de ce secteur concernent la fabrication de produits semi-finis pour l'exportation et produits finis pour la consommation locale : filature, confection d'habits, bonneteries, production de coton hydrophile, etc.

- Matériaux de construction

Les projets de ce secteur concernent la production de ciment, de briques et de plâtre. Le déficit actuel du ciment au Mali tendra à augmenter si rien n'est entrepris pour développer la production locale car l'importation du ciment coûte cher. Une étude cependant est nécessaire pour analyser

les problèmes liés à cette production étant donné que les pays voisins du Mali dans la sous-région de la CEDEAO ont implanté des unités de grande capacité qui chercheront à conquérir une partie du marché malien.

- Les industries minérales

Les projets de ce secteur regardent la production d'engrais, la fabrication de verres creux, l'exploitation de gypse, l'exploitation de fer, l'implantation d'un laminoir.

Le programme d'implantation d'industries de base pour la création d'un véritable tissu industriel au Mali devra se faire selon des étapes (à court, moyen et long terme) qui tiennent compte de la modification de l'environnement des industries pour ce qui concerne le problème de l'énergie (hydro-électricité, énergie solaire), le problème des banques (financement local des projets), le problème du marché (niveau des revenus), etc. La localisation précise des projets identifiés pourra être examinée au moment des études de faisabilité. Cependant une première indication pour les lieux d'implantation a été donnée en tenant compte de la disponibilité des matières premières. Cette approche se justifie si on se trouve en présence de matières pondéreuses car une localisation correcte doit chercher à éviter les coûts de transport élevés. La localisation optimale sera recherchée en tenant compte des conditions d'acheminement des produits finis vers les marchés et aussi de l'existence de régions à développer.

A partir des projets possibles à réaliser au Mali une sélection et une programmation de projets jugés prioritaires doivent être établies. La liste des projets proposés est donnée dans le tableau 19 avec des indications relatives aux produits fabriqués, aux unités existantes, aux projets en cours et au volume minimum de la production à envisager, minimum qui a été calculé à partir de la situation de 1976/1977.

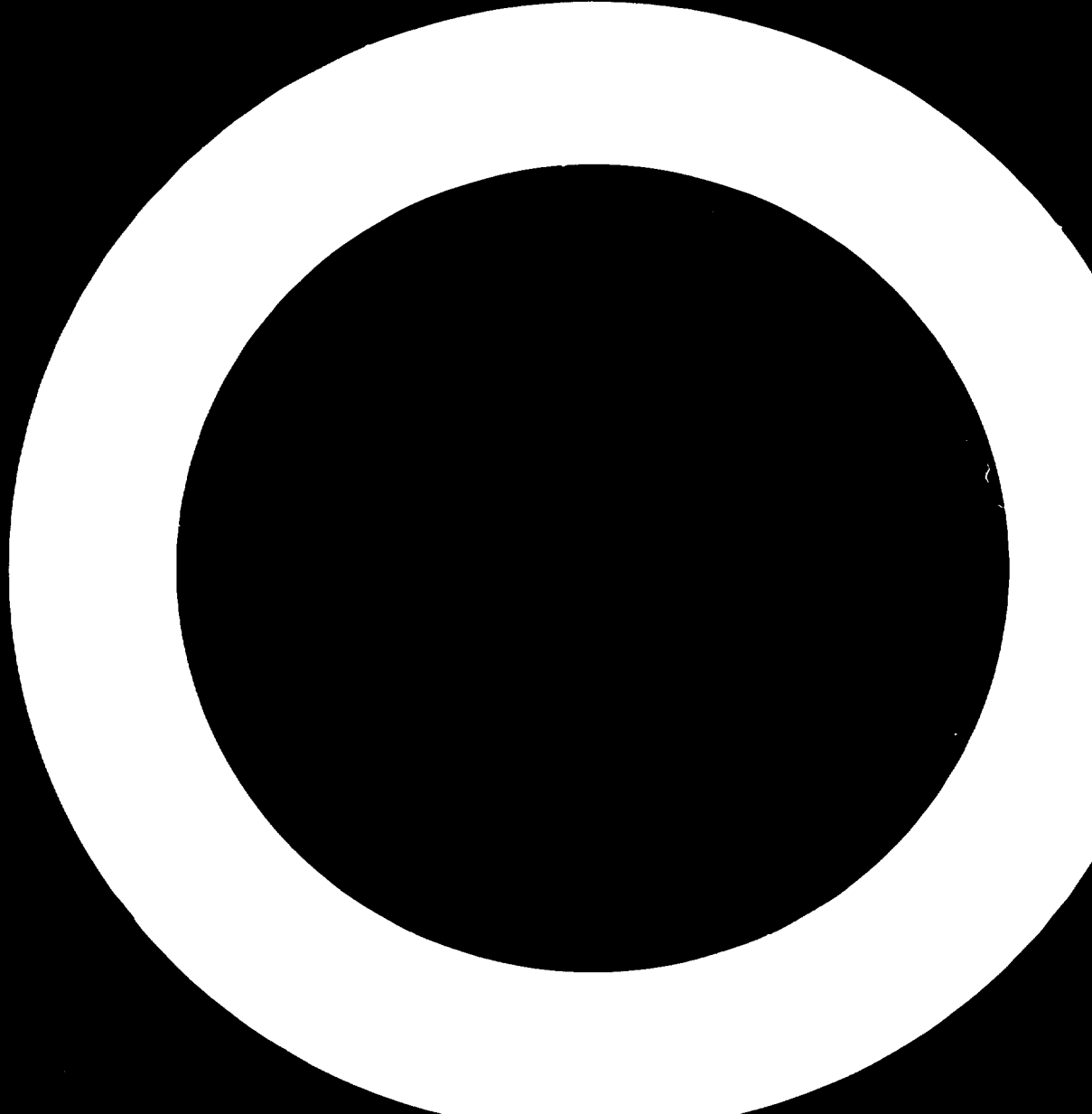
L'analyse synthétique des projets par catégories d'industries faite à la suite indique l'effort et les actions à entreprendre pour obtenir un niveau de production industriel adéquat.

a) Industries agro-alimentaires et industries liées à l'élevage et à la pêche

- i) Travail des grains et farines : minoterie, décorticage du riz
maïserie et amidonnerie

Minoterie

La consommation de farine de froment en 1976/77 a été en moyenne selon les chiffres des importations officielles, de 1 341 t.



SECTION 1

| Activité | Produit fabriqué |
|---|---|
| Traitement du poisson | Poisson séché, salé, fumé |
| Laiterie | Lait battu-yogourt Beurre-fromage |
| Légumes | Oignon séché Oignon en poudre AIL en poudre |
| Décorcage d'anacardes | Décorcage d'anacarde |
| Épices | Transformation et conditionnement des épices |
| Maïs | Egrenage du maïs |
| . Maïs | Conditionnement de graines de maïs en sachets |
| . Maïs | Farine de maïs |
| . Maïs | Amidon Amidon tapioca |
| Fruits | Marmelade de fruits Conserves de fruits Jus de fruits |
| Distillerie | Alcool de mélasse |
| Aliment pour bétail | Aliment pour bétail |
| Laminoir | Production de tôle |
| Chaudronnerie | Article de ménage |
| Raffinage du sel | Sel raffiné |
| Parpaings | Ciment |
| Traitement gypse | Plâtre |
| Fabrique de chaux | Chaux, craie |
| Cimenterie | Ciment |
| Exploitation du gisement de fer du Mali occidental | Acier super concentré |
| Soude caustique | Soude caustique |
| Coton à usage pharmaceutique | Coton hydrophile et serviettes périodiques, gaze |
| Extraction de phosphate | Engrais phosphaté |
| Huile essentielle | Huile essentielle de lin et jus concentré |
| Savonnerie | Savon de toilette |
| Tannerie | Cuirs tannés |
| Maroquinerie | Confection d'articles en cuir |
| Bonneterie | Sous-vêtements |
| Textiles | Confection de vêtements |

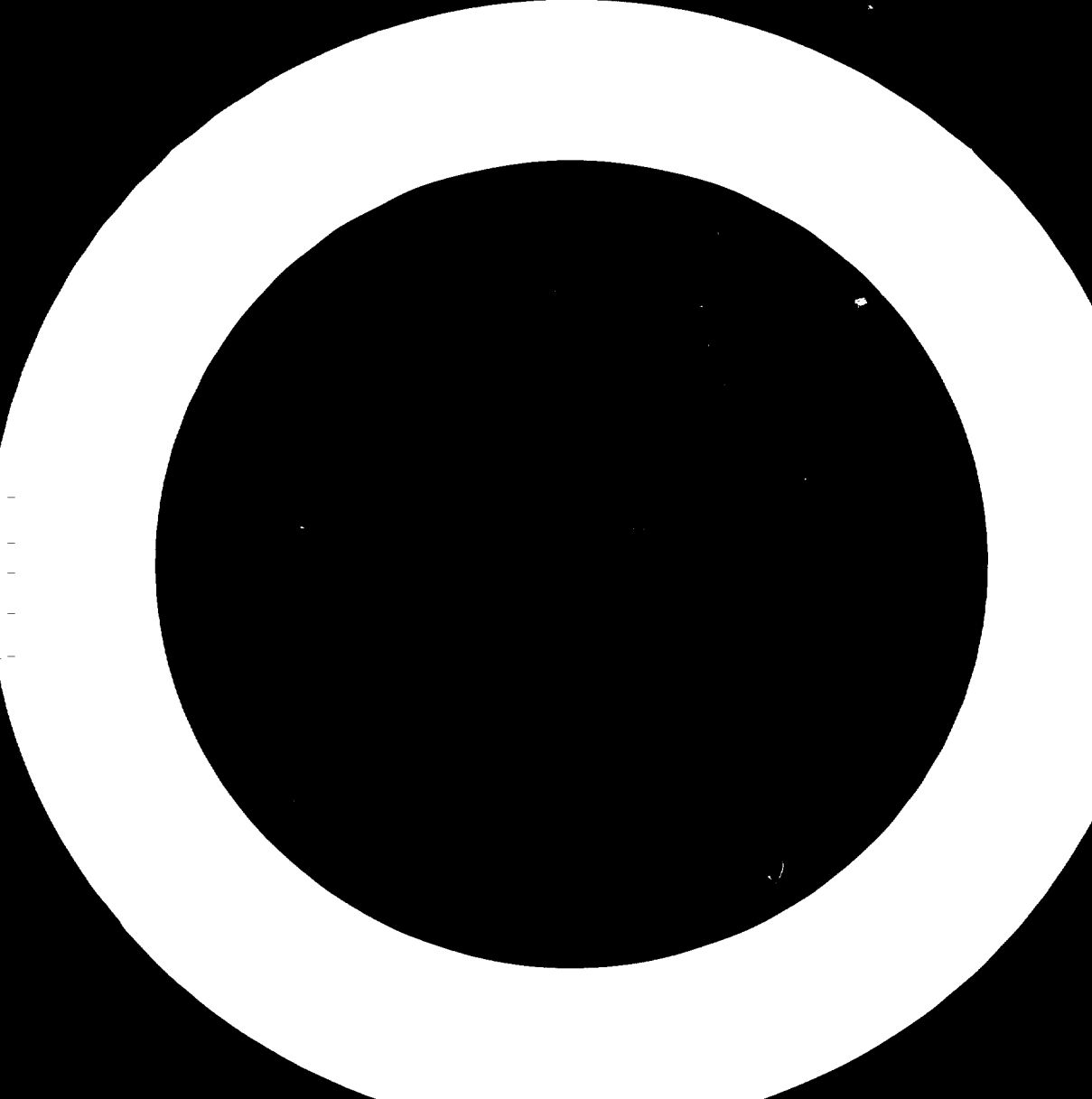
19. Liste de projets possibles à réaliser au Mali

| Unités existantes | Projet en cours | | Volume minimum production à envisager en 1985 |
|-------------------|--|---------------------|--|
| | Capacité | Localisation | |
| | | | <u>En kg</u> |
| | - | Projet pilote Mopti | 70 455 |
| ULB | - | Bamako | 7 335 |
| ULB | - | Bamako | 7 206 |
| - | - | - | - |
| - | - | - | - |
| - | - | - | - |
| - | - | - | - |
| - | - | - | - |
| - | - | - | - |
| - | - | - | - |
| - | - | - | - |
| SOCOMA | - | - | 14 071 |
| SOCOMA | - | - | - |
| SOCOMA | - | - | - |
| - | - | Ségou | - |
| - | 50 000 t | Koulikoro | - |
| - | - | - | - |
| SOMATAN | - | - | - |
| Unité de sel brut | - | - | - |
| SOCIMA | - | - | - |
| SOCIMA | - | - | - |
| Diamou | - | - | - |
| UCEMA | - | - | - |
| Dianou | - | - | 100 000 000 |
| Sel gemme | - | - | - |
| - | - | - | - |
| - | 10 000 t | - | - |
| - | - | - | - |
| - | - | - | 110 156 600 |
| TAMALI | - | - | 550 441 |
| TAMALI | Extension TAMALI | - | - |
| COMATEX | - | - | - |
| - | 255 000 t de tissus à l'exportation | Bamako | 4 030 000 |

SECTION 2

| | | |
|--|--|-------------------|
| . Maïs | Conditionnement de graines de maïs en sachets | - |
| . Maïs | Farine de maïs | - |
| . Maïs | Amidon | - |
| | Amidon tapioca | - |
| Fruits | Marmelade de fruits | SOCOMA |
| | Conserve de fruits | SOCOMA |
| | Jus de fruits | SOCOMA |
| Distillerie | Alcool de mélasse | - |
| Aliment pour bétail | Aliment pour bétail | - |
| Laminoin | Production de tôle | - |
| Chaudronnerie | Article de ménage | SOMATAN |
| Raffinage du sel | Sel raffiné | Unité de sel brut |
| Parpaings | Ciment | SOCIMA |
| Traitement gypse | Plâtre | SOCIMA |
| Fabrique de chaux | Chaux, craie | Diamou |
| Cimenterie | Ciment | UCEMA |
| Exploitation du gisement de fer du Mali occidental | Acier super concentré | Diamou |
| Soude caustique | Soude caustique | Sel gemme |
| Coton à usage pharmaceutique | Coton hydrophile et serviettes périodiques, gaze | - |
| Extraction de phosphate | Engrais phosphaté | - |
| Huile essentielle | Huile essentielle de lin et jus concentré | - |
| Savonnerie | Savon de toilette | - |
| Tannerie | Cuir tannés | TAMALI |
| Maroquinerie | Confection d'articles en cuir | TAMALI |
| Bonneterie | Sous-vêtements | COMATEX |
| Textiles | Confection de vêtements | - |
| Couvertures | Couverture de coton | - |
| Couvertures laine | Couverture de laine | - |
| Lingerie | Drap de lit-nappes | - |
| Éléments de construction | Poutrelle de béton armé | - |
| Produits d'amiante-ciment | Plaque amiante-ciment, tuyaux | - |
| Briqueterie | Brique (silice, calcaire) | UCEMA |
| Céramique | Evier, lavabo, sanitaire | UCEMA |
| Verrerie | Verres creux | - |

| | | |
|--------------------------------------|-----------|-------------|
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | - | 14 071 |
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | Ségou | - |
| 50 000 t | Koulikoro | - |
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | - | - |
| - | - | 300 000 000 |
| - | - | - |
| - | - | - |
| 10 000 t | - | - |
| - | - | - |
| - | - | 110 168 000 |
| - | - | 550 441 |
| Extension TAMALI | - | - |
| - | - | - |
| 255 000 m de tissus confectionnés | Bamako | 4 530 015 |
| 1 500 t | - | - |
| 1 500 t | - | - |
| - | - | - |
| - | - | - |
| 700 t de tubes | Bamako | - |
| 6 250 t | Ségou | - |
| Extension UCEMA | Bamako | 400 000/an |
| - | - | - |



i) Les prévisions de consommation s'élèvent pour 1985 à 1 568 t et pour 1990 à 1 754 t en partant de la consommation moyenne (importation plus production locale) de 1976/77. Ces projections de consommation seront largement dépassées à cause de l'urbanisation et l'accroissement des revenus qui entraîneront une plus grande consommation de pain, de pâtisserie, de biscuits, de pâtes alimentaires ainsi que des achats de farine effectués directement par les ménages. Les capacités de production qui seront installées à l'horizon 1985 sont indiquées dans les projets agréés ou à l'étude. Ce sont :

- Les grands moulins du Mali, entreprise privée déjà agréée, qui sera implantée à Koulikoro et produira 27 000 t/an de farine. L'investissement prévu sera au minimum de 34 milliards 34 milliards de FM;
- Un projet de minoterie pour Kayes, à l'étude, pour un promoteur privé;
- Une capacité de 75 000 t et un investissement de 45 milliards de FM sont prévus;
- Un projet de minoterie pour Ségou, à l'étude. Une capacité de 22 000 à 30 000 t et un investissement d'environ 2,5 milliards de FM sont prévus.

Usinage du riz paddy

L'accroissement de la production locale de riz dans les différentes régions du pays permet de penser que l'autosuffisance en riz pourra être atteinte. De nouvelles décortiqueries de riz ont été implantées dans le cadre de l'opération "riz" dans la région de Ségou.

Maïserie

Une transformation industrielle du maïs par des unités moyennes implantées dans des zones de production est à envisager. Ces unités produiraient des farines et semoules pour la consommation des ménages et du gritz pour la brasserie. Les objectifs de production pour ces unités devront faire l'objet d'études complètes de faisabilité.

Amidonnerie de maïs

L'Europe est un gros importateur d'amidon. Il paraît possible de retenir pour ce produit un objectif de production assez important; mais une étude approfondie sur l'avenir de marché en Europe et dans d'autres continents est nécessaire.

Les produits suivants pourraient être obtenus : amidon brut, gluten, son et résidu pour aliment de bétail.

ii) Conserveries

Conserveries de fruits et jus de fruits

En 1978, la conserverie de fruits et jus de fruits touche uniquement la fabrication de sirop de tamarin avec l'implantation de la SOCAM (Société des conserves alimentaires du Mali), entreprise mixte qui a remplacé la SOCOMA, entreprise d'Etat. Il est possible au cours de la période 1980-1985 de prévoir la création de nouvelles unités orientées vers la valorisation de divers autres fruits : citron, mangues, pamplemousses, papayes, goyaves, etc.

Ces unités seront orientées vers la production de conserves, de confitures et jus de concentrés. Le Mali a importé (chiffres officiels) pour ces différents produits en 1976 :

- Jus de fruits : 70 000 kg pour une valeur de millions de 28 700 000;
- Marmelades et confitures : 26 306 kg pour une valeur de de 13 434 000 FM.

Conserveries de légumes

Eu égard au potentiel du Mali en produits agricoles, la recherche d'activités industrielles susceptibles de prendre naissance à partir de 1980 a conduit à examiner le problème de l'approvisionnement du Mali en conserves de légumes. L'importation des conserves de légumes a évolué de la façon suivante :

| | <u>1973</u> | <u>1974</u> | <u>1975</u> | <u>1976</u> |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Quantité (en kg) | 267 437 | 242 385 | 211 397 | 62 108 |
| Valeur (en milliers de FM) | 75 482 | 204 863 | 93 979 | 30 517 |

En 1976, on note une diminution des importations avec une importation de 62 108 kg alors que les importations pour la période allant de 1973 à 1975 avoisinaient 240 t par an en moyenne. La fabrication à envisager sur une grande échelle doit porter sur la tomate.

Conserverie de poisson

Il s'agit ici principalement du capitaine fumé qui est produit d'une façon expérimentale par l'opération "pêche" à Mopti. Cependant cette industrie sera tournée vers l'exportation car la consommation malienne demeurera relativement faible en raison des habitudes de consommation et des prix d'une part, mais aussi parce que doit se développer la consommation du poisson frais. Le renforcement des activités de l'opération pêche doit permettre d'organiser dans l'intérieur du pays un système de distribution doté de moyens modernes de transport et de stockage.

iii) Produits laitiers

Sans tenir compte des beurre et fromage la consommation des produits (lait concentré, lait battu et yaourt) d'origine étrangère avoisine les 2 000 t (importations officielles de lait concentré) en 1976 pour une valeur de 1 milliard 100 millions de FM. Jusqu'en 1978, très peu de lait du troupeau malien passe dans le circuit du lait transformé. Il faudrait prévoir son entrée en jeu au cours de la période 1980-1985. L'arrivée du lait d'origine locale, dans le circuit industriel et commercial, doit contribuer à réduire les importations. Dans cette période il n'y aura pas d'exportation sauf si des accords dans le cadre de la CEAC permettent la création d'une unité communautaire de plus grande capacité.

iv) Aliments du bétail

Le développement de l'élevage en général et, en particulier, celui des bovins, des moutons et de la volaille doit dans l'avenir fournir des débouchés importants à une industrie malienne des aliments pour le bétail. De nombreux sous-produits

des industries nouvelles vont apparaître sur le marché au cours des prochaines années : issues de meuneries, tourteaux, gluten et son de la mûiserie et de l'amidonnerie de maïs; tourteaux des huileries d'arachide et de coton; sous-produits de la conserverie de poissons (têtes, viscères) qui peuvent être desséchés et broyés. Les besoins à venir en aliments composés doivent être précisés par les services spécialisés - ce qui pourra favoriser la progression quantitative et surtout qualitative des bovins, ovins, volaille et porcins. Une fabrique d'aliments pour bétail est à l'étude.

Cette fabrique sera installée à Koulikoro et aura les caractéristiques suivantes :

- Investissements : 212,5 milliards de FM
- Production : 50 000 t
- Emploi : 52 personnes

v) Valorisation des cuirs et peaux

Tannage du cuir

La Tannerie du Mali (TAMALI) a produit de 1974 à 1976 les quantités suivantes de peaux tannées :

| | <u>1974</u> | <u>1975</u> | <u>1976</u> | <u>1977</u> |
|--------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Unités | 25 587 | 29 329 | 12 301 | 25 312 |

La plupart des peaux issues de l'abattage des animaux de boucherie sont récupérées et exportées. Une nouvelle tannerie fonctionne depuis fin 1979 à Kayes. Elle a une capacité de production de 2 000 peaux semi-traitées. Un projet de tannerie est à l'étude à Ségou et doit avoir une capacité de 271 t de cuirs et peaux traitées. Elle utilisera 35 personnes.

Articles de maroquinerie

La production d'articles de maroquinerie est une activité purement artisanale et ne paraît se développer que dans le secteur des fabrications à cachet exotique pour les touristes de passage. Les articles fabriqués (sac, cartables, articles de voyages, ceintures) sont durement concurrencés par les

articles en matière plastique moins vulnérables aux effets du climat et dont les prix d'acquisition sont à la portée de la majorité de la population.

Chaussures en cuir ou dessus cuir

Les chaussures vendues au Mali sont fabriquées avec plusieurs matières (cuir, caoutchouc, textile plastique).

Les achats de chaussures en cuir sont effectués par les consommateurs des villes très exigeants sur la qualité et la présentation. Les achats de chaussure bon marché, principalement les chaussures en plastique, sont effectués par les consommateurs à revenu faible des villes et des campagnes. Un projet de fabrication de chaussures BATA est à l'étude. Cette usine qui sera implantée à Bamako aura un investissement de 1,24 milliards de FM et produira environ 3,2 millions de paires par an. Avec une meilleure organisation de la collecte des peaux les ateliers de chaussures pourront être approvisionnés par le tannage local.

b) Industries textiles

Les chiffres de production du coton au Mali au cours des années 1976, 1977, 1978 sont les suivants :

| | <u>1976</u> | <u>1977</u> | <u>1978</u> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|
| Coton fibre | 41 988 | 46 299 | 45 747 |
| Coton grains | 56 642 | 61 986 | 61 828 |

La filière du coton, vu l'importance des productions, la progression des superficies en coton, le maintien de hauts rendements, doit constituer un axe principal du développement industriel du Mali. Le commerce extérieur du Mali toujours déficitaire (déficit de 45 millions de FM en 1975 et déficit de 29 millions de FM en 1976) a été redressé en partie en 1976 par le coton (53 % des exportations en 1976) qui a bénéficié d'un cours mondial favorable, la valeur des exportations de coton ayant doublé en un an, de 1975 à 1976. Le Mali ne peut pas

se contenter d'exporter simplement ses matières premières sans les valoriser. En effet, les possibilités actuelles du Mali de production de coton autorisent à rechercher une valorisation locale qui améliorerait davantage la balance commerciale. La transformation industrielle du coton en articles semi-finis ou finis permet d'augmenter de façon notable la valeur de la matière première. L'exportation du coton fibre permettrait éventuellement l'importation en contrepartie de cotons étrangers présentant des caractéristiques différentes pour faire face à des impératifs technologiques. Les sous-produits que l'industrie textile libérera (huile, tourteau, etc.) alimenteraient d'autres activités. L'industrie textile se présente donc très favorablement quant à la valeur ajoutée, elle favorise aussi l'artisanat de confection qui est une nouvelle source de valeur ajoutée. Du point de vue de l'emploi, trois à cinq tonnes de coton mis en oeuvre dans l'industrie de base créent un emploi suivant la technologie employée (classique ou à haute productivité) et une tonne créé un emploi pour les opérations de finissage et de confection. Ainsi, un projet de 5 000 t d'articles finis à partir du coton brut peut entraîner la création de 6 000 emplois, chiffre auquel il faut ajouter les emplois créés par les activités induites (valorisation des déchets et produits semi-finis). Le Mali, étant un gros producteur de coton dans la sous-région ouest-africaine, présente de bonnes perspectives pour l'industrie textile qui doit développer les productions actuelles (tissus, fil, bonneterie) et s'orienter vers de nouvelles activités qui sont la confection de vêtements d'hommes, de femmes et d'enfants.

Les projets actuellement à l'étude dans le secteur textile sont :

- La création d'un atelier de traitement de laine d'une capacité de production de 1 500 t;
- L'implantation par l'Etat d'un combinat textile à Kayes avec un investissement de 1,877 milliard de FM, une production de 10 millions de mètres et 600 emplois nouveaux;
- Un projet de confection de vêtements à Bamako avec un investissement de 146,2 millions de FM, une production de 255 000 m de tissus confectionnés et 126 emplois.

Sur le tableau 20 figure un état récapitulatif de l'industrie textile malienne.

Tableau 20. Etat récapitulatif de l'industrie textile

| | Unité | Production | Importations officielles | Consommation |
|---------------------------------|----------|------------|--------------------------|--------------|
| Egrenage de coton (coton fibre) | t | 44 144 | - | - |
| Tissus écrus 90 | 1 000 m | 4 994 | ... | - |
| Fil à tisser | 100 kg | 5 030 | 1 754 | - |
| Tissus écrus | 1 000 m | 3 747 | (643 t) ^{a/} | - |
| Fil à coudre (bobines de 800 m) | 1 000 | 550 | ... | - |
| Bonneterie | articles | 245 465 | (13 t) | - |
| Tissus pour pagnes | 1 000 m | 6 202 | ... | - |
| Couvertures de coton | t | | (10 t) | - |
| Confection | | | | |
| . Vêtements d'hommes | t | | (14 t) | - |
| . Vêtements de femmes + enfants | t | | (4 t) | - |

^{a/} Estimation partielle.

c) Matériaux de construction

Fabrication de ciment

La consommation moyenne du ciment (production + importation officielle) est estimée à 77 000 t/an pour la période 1976/77. Cette consommation rapportée à la population de 1977 qui est de 6 483 700 personnes donne une consommation théorique de 11,9 kg/an/habitant. Les projections de ce niveau de consommation donnent une consommation de 90 770 t pour 1985 et une consommation de 105 000 t pour 1990.

Ces chiffres sont des sous-estimations si on sait que les consommations sont principalement les consommations au niveau de la capitale et d'une faible proportion de la population eu égard au bas niveau des revenus en général. Si on tient compte des besoins des autres centres urbains et des centres ruraux, les consommations futures doivent être multipliées par quatre ou par cinq - ce qui donnerait pour 1985 une consommation de 360 000 à 450 000 t et pour 1990 une consommation de 400 000 à 500 000 t.

L'objectif de production 1985 doit être en moyenne de 350 000 t.

Produits en amiante - ciment

Pour la construction de logements, de bâtiments industriels et l'équipement hydraulique, qui pourront aller en augmentant durant la période 1980-1990, une fabrique de produits amiante-ciment doit être implantée dès maintenant. Cette fabrique fournira des plaques et des tubes pour le matériel national.

Briqueterie

L'activité des briqueteries doit être soutenue et doit se développer au cours de la période 1985-1990 plus rapidement que la production de ciment étant donné l'existence de matières premières dans différentes régions du pays (Bamako, Ségou, Kayes), l'adaptation de ce matériau au climat du pays et le niveau du prix de vente des produits par rapport aux faibles revenus des populations.

Les projets à l'étude dans le secteur construction sont :

- Une fabrique de briques à Ségou avec une capacité de 6 250 t/an.
- Une fabrique de produits en amiante-ciment qui aura le statut d'entreprise d'Etat est prévue à Bamako et devrait avoir une capacité de 700 t de tubes;
- La relance de la briqueterie de Magnabougou;
- L'implantation d'une deuxième cimenterie.

d) Industries minérales

Fabrication des engrais

Les importations d'engrais phosphatés ont été de 10 000 t en moyenne en 1976/77. La modernisation de l'agriculture entraînera des besoins en engrais très importants. Les engrais qui ne sont pas produits localement actuellement peuvent être fabriqués à partir des réserves de phosphates très importantes qui sont dans le pays. Un projet de traitement de phosphates est actuellement à l'étude.

Fabrique de verres

Une fabrique de verres creux peut être implantée dans la période 1980-1985. Sa production sera destinée au marché sous-régional. Des contacts sont établis entre le Mali et le Sénégal au niveau des

promoteurs pour la détermination des modalités pratiques de réalisation du projet. Le marché est constitué principalement par l'embouteillage commercial et industriel : bière, limonade, boissons gazeuses, jus de fruits, coca cola, lait et préparations à base de lait, huile de table, eau de javel, etc. D'autres utilisations sont possibles : pots, bocaux, flacons et récipients divers pour la pharmacie, la parfumerie, la confiserie, etc.

L'étude de faisabilité déterminera les débouchés intérieurs et extérieurs et les quantités qui doivent être produites.

Sidérurgie

Un projet de sidérurgie pour la fabrication de 3 000 t de profilés de ronds à béton pour le marché local est à l'étude. Cette unité de fonderie et laminage sera basée sur la récupération des ferrailles et pourrait être alimentée par les minerais locaux qui seront exploités. Les importations actuelles de profilés s'élèvent à 2 200 t/an en moyenne.

4. Les types d'entreprises proposés

La structure industrielle du Mali, qui fait une large place aux sociétés d'Etat, doit orienter les choix des types d'entreprises à implanter pour le court et le moyen terme vers les petites et moyennes entreprises. Dans un premier temps il serait opportun de créer des petites et moyennes entreprises industrielles pour les services, l'entretien des équipements des industries étatiques et pour la production de biens de consommation finale. Les sources limitées actuelles de financement des investissements sont des raisons pour le choix de telles entreprises qui sont d'ailleurs compatibles avec l'étroitesse du marché national et le bas niveau des revenus. Cependant, la création de petites et moyennes industries n'exclut pas la création de grandes entreprises industrielles qui seront orientées vers l'exportation dans la CEAO ou la CEDEAC.

Dans le cadre du Mali, où le coton est produit en grande quantité et de l'extension des industries textiles, ou de la filature à la confection en passant par le tissage et le tricotage pourront coexister quatre types d'entreprises : la petite, la moyenne, la grande et l'artisanale. Les grandes entreprises, qui seront des industries de base pour les marchés sous-régionaux, seront implantées pour le moyen et le long terme (période 1985-1990) - ce qui implique que des concertations avec les partenaires économiques et les études de faisabilité soient engagées dès maintenant.

5. Le financement des investissements

Actuellement les financements des projets industriels au Mali sont des financements extérieurs : secteur privé étranger, aides bilatérales. Le problème qui se pose est de savoir comment augmenter le niveau du montant des investissements et comment augmenter la part des financements internes. En effet, le budget de fonctionnement au Mali consomme environ 95 % du budget général, les ressources budgétaires ne permettant pas de disposer des moyens financiers indispensables pour effectuer des investissements dans le secteur industriel. Les surplus budgétaires étant inexistantes et l'épargne insuffisante, les emprunts extérieurs ont été nécessaires pour l'investissement.

Le financement des investissements pourrait être recherché :

- Au niveau des petites et moyennes industries

- . Par la croissance de l'autofinancement;
- . Par la mobilisation de l'épargne interne privée et publique encouragée par des mesures appropriées;
- . Par les concours extérieurs : capitaux privés étrangers, transfert des nationaux résidant à l'étranger, dons et aides de gouvernements étrangers, emprunts auprès d'organismes internationaux.

- Au niveau des grandes industries

- . Par l'utilisation des capitaux flottants des pays industrialisés : ces capitaux peuvent intervenir si le pays présente un environnement politique, institutionnel et fiscal favorable;
- . Par l'utilisation des ressources d'organismes interétatiques de développement tels que le FOSIDEC à la CEAO;
- . Par des aides multilatérales.

Annexe I

RESULTATS DE L'ENQUETE INDUSTRIELLE

L'enquête industrielle porte sur une liste de 72 entreprises obtenue auprès de trois sources principales qui sont :

- Le service de la statistique qui dispose d'un échantillon d'entreprises pour le calcul des indices de la production industrielle;
- La direction nationale des industries;
- Le Centre d'études et de promotion industrielle (CEPI)

Parmi les 72 entreprises identifiées il faut noter que seulement 68 étaient en état de fonctionner au moment de l'enquête industrielle. Des questionnaires d'enquêtes ont été remis à ces 68 entreprises et on a obtenu 57 questionnaires en retour qui étaient diversement remplis selon les rubriques.

La liste des 72 entreprises comprend des entreprises de service tels que les garages et des entreprises de conditionnement parmi lesquels a été classé la SOMAFRI (Société malienne de friperie).

Les principales entreprises industrielles de transformation, qui sont au nombre de 50 environ sur les 72 entreprises recensées, ont fourni 85 % des réponses.

Parmi les 50 entreprises il y a 26 entreprises étatiques et 4 entreprises mixtes qui totalisent environ 60 % des emplois industriels.

Les résultats des enquêtes sont présentés sous forme de tableaux.

Annexe I.A.

PROJECTIONS DE LA POPULATION DU MALI

| | Population totale | Taux de croissance (en %) | Accroissement annuel de la population |
|------|-------------------|------------------------------|--|
| 1979 | 6 483 691 | 2,78 | 180 247 |
| 1980 | 6 663 938 | 2,78 | 185 257 |
| 1981 | 6 849 195 | 2,78 | 190 408 |
| 1982 | 7 039 603 | 2,78 | 195 701 |
| 1983 | 7 235 304 | 2,78 | 201 141 |
| 1984 | 7 436 445 | 2,78 | 206 723 |
| 1985 | 7 643 178 | 2,78 | 212 480 |
| 1986 | 7 855 658 | 2,78 | 218 387 |
| 1987 | 8 074 045 | 2,78 | 224 458 |
| 1988 | 8 298 503 | 2,78 | 230 698 |
| 1989 | 8 529 201 | 2,78 | 237 111 |
| 1990 | 8 766 312 | 2,78 | |

Annexe I. B.

TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIVITES INDUSTRIELLES AU MALI

| Branches d'activités | En % du total | Nombre d'entrées | Production (moyenne 1976/77) | | Observations |
|--|------------------|---------------------|---|--------------------------------|---|
| | | | Quantité | Valeur en millions de FM | |
| Industries alimentaires | 41 | 30 | | | |
| - Industries agro-alimentaires | 22 | 16 | | | |
| . Riz | | 7 | Riz décortiqué (en milliers de t) | 44,05 | 1 nouvelle unité prévue à Doro pour 1979 |
| . Café torréfié | | 1 | Café torréfié | | |
| . Sucre | | 2 | Sucre (en milliers de t) Alcool (en milliers d'hl) | 19,8 2,5 | * 1 projet |
| . Farine | | 0 | | | * 2 projets |
| . Huile | | 2 | Huile brute { Tourteau { En milliers de t Savon { | 12,65 347,25 2 122 | * 1 projet à Koutiala Activité secondaire * 1 projet |
| . Cigarettes et tabacs | | 1 | Cigarettes (en milliers de cartons) | 47,4 | |
| . Allumettes | | 1 | Allumettes (en milliers de cartons) | 26,9 | |
| . Confiture, concentré de tomate, jus de fruits | | 1 1 | Concentré de tomate (prévision 19/8/79) | | Changement de statut en 1978 |
| . Thé | | 1 | Thé (en tonnes) | 108,95 | Extension prévue, création d'un Office malien du thé |
| - Autres industries alimentaires | | 14 | | | |
| . Abattoirs et boucherie | | 1 | Bovins { Ovins { En milliers de têtes Caprins { | 50 28 35 | * 1 projet GAO |
| . Laiterie | | 1 | Lait pasteurisé (en milliers d'hl) Yaourt (pots de 12,5, en milliers de pts) | 24,2 575 | Extension en cours |
| . Biscuiterie et pâtes alimentaires | | 1 | Biscuits { Pâtes alimentaires { En tonnes | 495,1 347,25 | |
| . Limonaderie | | 1 | Boisson sans alcool (en milliers d'hl) | 28 | |
| . Glace alimentaire ^{a/} | | 1 | Glace (en milliers de t) | 2,8 | Y compris production activité secondaire de 2 entreprises |
| . Brasserie | | 1 | Bière (en milliers d'hl) | 14,85 | * 1 projet à Bamako |
| . Confiserie | | 1 | Confiserie (en tonnes) | 1 255 | Extension en cours de réalisation |
| . Vinaigrerie | | 1 | Vinaigre (en milliers de litres) | 340,75 | |
| . Boulangeries ^{b/} | | 5 (enquête) | Eau de javel (en tonnes) | 543,4 | |
| . Conserves de poisson | | 1 | Capitaine fumé (en kg) | 5 937 | Unité expérimentale- opération pêche |
| Matériaux de construction | 2 | 2 | | | |

SECTION 2

| | | | | | |
|-------------------------------------|---|-----------|--|------------------|---|
| | | | Industries alimentaires | 140,2 | |
| . Limonaderie | 1 | | Boisson sans alcool (en milliers d'hl) | 28 | |
| . Glace alimentaire ^{a/} | 1 | | Glace (en milliers de t) | 2,8 | Y compris production activité secondaire de 2 entreprises |
| . Brasserie | 1 | | Bière (en milliers d'hl) | 14,85 | • 1 projet à Bamako |
| . Confiserie | 1 | | Confiserie (en tonnes) | 1 255 | Extension en cours de réalisation |
| . Vinaigrerie | 1 | | Vinaigre (en milliers de litres) | 340,75 | |
| . Boulangeries ^{b/} | 5 | (enquête) | Eau de javel (en tonnes) | 543,4 | |
| . Conserves de poisson | 1 | | Capitaine fumé (en kg) | 5 937 | Unité expérimentale- opération pêche |
| Matériaux de construction | 3 | 2 | | | |
| - Cimenterie et marbrerie | 1 | | Ciment (en milliers de t) | 37 222 | • 1 projet de cimenterie |
| | | | Granito { En m ² | 46 969 | |
| | | | Marbre { | 217 | |
| - Fabrique de briques cuites | 1 | | | | Changement de statut en cours |
| - Produits céramiques | 1 | 1 | Produits céramiques (en pots), chaux (en tonnes) | 21 910 549,55 | Extension en cours |
| Electricité-gaz | 3 | 2 | | | |
| - Electricité | 1 | | kWh | 84 680 | 4,38 |
| - Gaz | 1 | | Oxygène { Acétylène { En milliers de m ³ | 49 881 10 844 | |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 1 | | | |
| - Tannerie et chaussures en cuir | 1 | | Peaux (en tonnes) (4) | 18 800 | • 1 nouvelle unité à Kayes |
| | | | Chaussures (paires) | 20 690 | • 1 projet à Ségou |
| | | | Maroquinerie (4) | 10 404 | |
| Industrie textile | 6 | 4 | | | |
| - Production de coton (égrenage) | 1 | | Coton fibre { Coton graine { En milliers de t | 44,15 59,3 | Entreprise avec 9 usines |
| - Production de textile | 2 | | Blanchiment-teinture, impression (en mètres) | 80 092 500 | |
| | | | Tissus, pagnes (en milliers de m) | 3 997 | |
| | | | Bonneterie (pièces) | 245 000 | |
| | | | Tapisserie (pièces) | | |
| - Sacherie | 1 | | Sacs toutes variétés (en milliers d'unités) | 2 782 | |

SECTION 1

| Branches d'activités | En % du total | Nombre d'entrées |
|--|------------------|---------------------|
| Produits chimiques et produits en plastique | 7 | 5 |
| - Peinture | | 1 |
| - Parfumerie | | 2 |
| - Plastique | | 1 |
| -- Alcool de menthe et fabrique de bougies | | 1 |
| - Transformation de caoutchouc | | ... |
| Industries mécaniques et métaux | 17 | 12 |
| - Garage | | 3 (enquête) |
| - Constructions métalliques | | 9 |
| Industries du bois | 4 | 3 |
| - Menuiserie | | 2 |
| - Scierie | | 2 |
| Industrie du papier | 8 | 6 |
| - Imprimerie ^S | | 4 (enquête) |
| - Fabrique de cahiers | | 1 |
| - Cartonnerie | | 1 |
| Industrie électrique et électronique | 6 | 4 |
| - Fabrique de radios | | 1 |

Production (moyenne 1976/77)

| | Quantité | Valeur en millions de FM | Observations |
|--|----------|--------------------------|---|
| Peinture (en tonnes) | | | Extension prévue, insecticides savon en poudre + 1 projet à Bamako |
| Parfum (en litres) | 29 575 | | |
| Pomade (en kg) | 20 600 | | |
| Talc (en kg) | 837 | | |
| Alcool de menthe (en litres) | 9 540 | | |
| Chaussures plastique (en milliers de paires) | 875 | | Production d'une unité en activité principale et d'une unité en activité secondaire |
| Production plastique (en tonnes) | 103,75 | | |
| Alcool de menthe (en litres) | | | Fabrique de bougies, nouvelle unité non encore fonctionnelle |
| Fabrique de bougies (en unités) | | | |
| Chambres à air (unités) | 277 | | Activité secondaire d'une entreprise |
| Réparation | | 90 485 | Résultats partiels des trois entreprises |
| Entretien | | | |
| Vélos + cycles (en unités) | 23 075 | 2 202 | |
| Mobiliers métalliques | | 1 177 | |
| Charrues (en milliers d'unités) | 11,5 | | |
| Multiculteurs (en milliers d'unités) | 11,76 | | |
| Semoirs (en milliers d'unités) | 6,25 | | |
| Charrettes (en milliers d'unités) | 13,5 | | |
| Tôles ondulées (En milliers d'unités) | 200,5 | | |
| Meubles (unités) | | 265 | |
| Bois scié (en m ³) | 550 | 19 202 | |
| Travaux d'imprimerie | | | Extension prévue pour une imprimerie |
| Cahiers | | | |
| Emballage en carton | | | Extension prévue pour fabrication de ciment |
| Montage de radios (en unités) | 3 169 | | |

| | | | | | |
|--------------------------------------|-----|-----------|---------------------------------------|-------|---|
| | | | Multiculteurs (en milliers d'unités) | 11,7 | |
| | | | Semoirs (en milliers d'unités) | 6,25 | |
| | | | Charrettes (en milliers d'unités) | 13,5 | |
| | | | Tôles ondulées (En milliers d'unités) | 200,5 | |
| Industries du bois | 4 | 3 | | | |
| - Menuiserie | | 2 | Meubles (unités) | | 265 |
| - Scierie | | 2 | Bois scié (en m ³) | 550 | 19 202 |
| Industrie du papier | 8 | 6 | | | |
| - Imprimerie ^{c/} | | 4 | Travaux d'imprimerie | | Extension prévue pour une imprimerie |
| | | (enquête) | | | |
| - Fabrique de cahiers | | 1 | Cahiers | | |
| - Cartonnerie | | 1 | Emballage en carton | | Extension prévue pour fabrication de ciment |
| Industrie électrique et électronique | 6 | 4 | | | |
| - Fabrique de radios | | 1 | Montage de radios (en unités) | 3 169 | |
| - Fabrique de batteries | | 1 | Accumulateurs (en unités) | ... | 274,86 |
| - Fabrique de piles | | 1 | Piles Wonder (en paquets) | 6,6 | 516 |
| - Atelier de rebobinage | | 1 | | | 23 144 |
| Métallurgie de base | 3 | 2 | | | |
| - Fonderie | | 2 | Fonte (en pièces) | 9 042 | Données incomplètes, nouvelles productions en cours |
| | | (enquête) | | | |
| | 100 | 72 | | | |

Sources : Enquête industrielle du Mali réalisée par le Bureau africain de recherches appliquées de février à avril 1979, statistiques des productions industrielles de 1979 de la Direction générale de la statistique.

Note : Les industries alimentaires (boulangeries, limonaderies, glace alimentaire) sont celles qui sont à Bamako.

a/ La production de glace indiquée ici est la production d'une unité qui fait principalement de la glace et de deux autres unités qui font de la glace comme activité secondaire.

b/ Sur 10 boulangeries existant à Bamako, quatre n'ont pas répondu aux questionnaires. Il existe en plus environ une dizaine de boulangeries à Ségou, Koutiala, Sikasso, Tombouctou, Gao, Nioro, Kayes.

c/ Une imprimerie nationale, deux grandes imprimeries privées plus environ cinq petites imprimeries.

Annexe 1. C

ENTREPRISES IMPLANTEES AU MALI AU 31 DECEMBRE 1978,
VENTILEES PAR REGION ECONOMIQUE ET PAR BRANCHE D'ACTIVITE

| Branches d'activités | Régions économiques ^{a/} | | | | | | | | Total |
|---|-----------------------------------|-----------------------|---------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|-----------|
| | District de Bamako | Région de Kayes | Région de Koulikoro | Région de Sikasso | Région de Ségou | Région de Mopti | Région de Tombouctou | Région de Cao | |
| | <u>Nombre d'entreprises</u> | | | | | | | | |
| Industries alimentaires | 17 | 1 | 1 | 1 | 8 | 2 | | | 30 |
| Matériaux de construction | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Produits céramiques | 1 | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Electricité et gaz | 2 | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Industries textiles | 3 | - | - | - | 1 | - | - | - | 4 |
| Produits chimiques et produits plastiques | 5 | - | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Industries mécaniques et des métaux | 10 | - | - | 1 | 1 | - | - | - | 12 |
| Industries du bois | 3 | - | - | - | - | - | - | - | 3 |
| Industries du papier | 6 | - | - | - | - | - | - | - | 6 |
| Industries électriques et électroniques | 4 | - | - | - | - | - | - | - | 4 |
| Métallurgie de base | 2 | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Total | 55 | 2 | 1 | 2 | 10 | 2 | - | - | 72 |

^{a/} Les entreprises qui ont fait l'objet de l'enquête industrielle sont principalement celles qui sont installées dans la région de Bamako car les entreprises qui se trouvent dans les autres régions sont constituées par les petites unités de production alimentaire (boulangeries, fabrique de glace et de boissons non alcoolisées).

Annexe I. D.

REPARTITION DES ENTREPRISES PAR BRANCHES D'ACTIVITE ET PAR STATUT JURIDIQUE

| Branches d'activité | Nombre d'entreprises | | | | Activités en 1978 | | |
|---|----------------------|----------|-----------|-----------|---------------------|---|--------------------|
| | Étatiques | Mixtes | Privées | Total | Emplois | Chiffre d'affaires (en milliers de FM) | Salaires versés |
| Industries alimentaires | 16 | 2 | 12 | 30 | 3 949 ^{a/} | 25 147,39 ^{a/} | 1 150,23 |
| Matériaux de construction | 2 | - | - | 2 | 424 | 1 813,5 | 231,19 |
| Produits céramiques | 1 | - | - | 1 | 146 | 103,7 | 43,75 |
| Electricité et gaz | 1 | - | 1 | 2 | 18 | 250,28 | 48,78 |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | - | - | 1 | 165 | 77,55 | - |
| Industries textiles | 1 | 2 | 1 | 4 | 5 199 | 30 833,62 | 3 828,3 |
| Produits chimiques et produits plastiques | - | - | 5 | 5 | 95 ^{b/} | 861,86 | 449,72 |
| Industries mécaniques et des métaux | 1 | 2 | 9 | 12 | 1 014 | 6 884,55 | 329 |
| Industries du bois | 1 | - | 2 | 3 | 307 | 430,3 | 123 |
| Industries du bois | 2 | - | 4 | 6 | 188 | 128,34 | 102,2 |
| Industries électriques et électroniques | - | 1 | 3 | 4 | 246 | 1 431,07 | 63 |
| Métallurgie de base | - | - | 2 | 2 | 19 ^{c/} | 44,43 ^{c/} | - |
| Total | 26 | 7 | 39 | 72 | | | |

a/ Chiffres relatifs à 11 unités pour l'année 1978.

b/ Données pour une unité.

c/ Données des unités qui ont pour activité principale les produits chimiques et produits en plastique

Annexe I. E.

ENTREPRISES IMPLANTÉES AU MALI AU 31 DÉCEMBRE 1978
VENTILÉES PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ ET PAR TRANCHE DE CHIFFRES D'AFFAIRES

| Branches d'activités | Nombre d'entreprises ^{a/} | Tranches du chiffre d'affaires (en millions de FM) | | | | | n.d.a. |
|---|---------------------------------------|--|----------|-----------|----------|-----------|----------|
| | | 0-10 | 10-25 | 25-50 | 50-100 | 100 et + | |
| Industries alimentaires | 18 | 1 | - | 3 | 1 | 9 | 4 |
| Matériaux de construction | 2 | - | - | - | 1 | 1 | - |
| Produits céramiques | 1 | - | - | - | - | 1 | - |
| Electricité et gaz | 2 | - | - | 1 | - | 1 | - |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | - | - | - | - | 1 | - |
| Industries textiles | 4 | - | - | - | - | 4 | - |
| Produits chimiques et plastiques | 4 | - | - | 2 | 1 | 1 | - |
| Industries mécaniques et des métaux | 12 | 1 | 2 | 3 | 2 | 4 | - |
| Industries du bois | 3 | 1 | - | - | - | 2 | - |
| Industries du papier | 2 | - | - | 1 | - | 1 | - |
| Industries électriques et électroniques | 4 | 1 | - | - | 2 | 1 | - |
| Métallurgie de base | 1 | 1 | - | - | - | - | - |
| Total | 54 | 5 | 2 | 10 | 7 | 26 | 4 |

a/ Il s'agit des entreprises qui ont répondu au questionnaire.

Annexe I. f.

CAPITAL SOCIAL DES ENTREPRISES IMPLANTEES AU MALI AU 31 DECEMBRE 1978
PAR BRANCHE D'ACTIVITE ET PAR FORME JURIDIQUE

| Branches d'activités | Privées (SA + SARL + INDIV) | | Mixtes | | Etatiques | | Nombre total des entreprises ^{a/} | Total en milliers de FM |
|---|---|------------------------------|---|------------------------------|---|------------------------------|---|----------------------------|
| | Nombre des entreprises ^{a/} | Capital en milliers de FM | Nombre des entreprises ^{a/} | Capital en milliers de FM | Nombre des entreprises ^{a/} | Capital en milliers de FM | | |
| Industries alimentaires | 7 | 714 500 | 1 | 1 100 000 | 5 | 3 080 590 | 13 | 4 895 090 |
| Matériaux de construction | - | - | - | - | 2 | 4 869 860 | 2 | 4 869 860 |
| Produits céramiques | - | - | - | - | 1 | 334 000 | 1 | 334 000 |
| Electricité et gaz | - | 35 500 | - | - | 1 | 100 000 | 2 | 135 500 |
| Industrie des cuirs et peaux | - | - | - | - | 1 | 900 000 | 1 | 900 000 |
| Industries textiles | 1 | 925 000 | 2 | 1 507 000 | 1 | 7 748 441 | 4 | 10 180 441 |
| Produits chimiques et plastiques | 4 | 331 000 | - | - | - | - | 3 | 331 000 |
| Industries mécaniques | 9 | 517 370 | 1 | 300 000 | 2 | 456 509 | 12 | 1 273 879 |
| Industries du bois | 2 | 29 600 | - | - | 1 | 316 000 | 3 | 345 600 |
| Industries du papier | 1 | 34 500 | - | - | 1 | 222 000 | 2 | 256 500 |
| Industries électriques et électroniques | 3 | 237 000 | 1 | 80 000 | - | - | 5 | 317 000 |
| Métallurgie de base | 1 | 1 251 | - | - | - | - | 1 | 1 251 |
| Total | 29 | 2 825 721 | 5 | 2 987 000 | 20 | 18 027 400 | 48 | 23 840 121 |

a/ Entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.

Annexe I, G.

MONTANT DES INVESTISSEMENTS BRUTS DES ENTREPRISES IMPLANTÉES AU MALI AU 31 DÉCEMBRE 1978, PAR BRANCHES D'ACTIVITÉS

| Branches d'activités | 1974 | | 1975 | | 1976 | | 1977 | | 1978 | |
|---|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Investissements en millions de FM | Nombre d'entreprises ^{a/} | Investissements en millions de FM | Nombre d'entreprises ^{a/} | Investissements en millions de FM | Nombre d'entreprises ^{a/} | Investissements en millions de FM | Nombre d'entreprises ^{a/} | Investissements en millions de FM |
| Industries alimentaires | 10 | 5 778,97 | 10 | 7 919,18 | 11 | 2 576,71 | 11 | 2 007,66 | 9 | 1 969,74 |
| Matériaux de construction | 2 | 242,59 | 2 | 190,78 | 2 | 253,21 | 2 | 88,50 | 1 | 101,36 |
| Produits céramiques | - | - | 1 | 2,1 | - | - | 1 | 3,6 | 1 | 4,5 |
| Electricité et gaz | 2 | 913,12 | 2 | 4 007,77 | 2 | 180,68 | 2 | 441,37 | 1 | 58,41 |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 159,08 | 1 | 4,97 | 1 | 10,13 | 1 | 121,33 | - | - |
| Industries textiles | 2 | 4 124,7 | 4 | 6 323,1 | 1 | 679,6 | 4 | 957,02 | 4 | 135,96 |
| Produits chimiques et plastiques | 2 | 101 | 2 | 105 | 3 | 110,13 | 1 | 9,52 | 2 | 280,11 |
| Industries mécaniques et des métaux | 7 | 419,62 | 7 | 372,7 | 8 | 461,31 | 8 | 625,76 | 7 | 1 182,93 |
| Industries du bois | 2 | 382,37 | 2 | 156,03 | 2 | 207,5 | 2 | 33,1 | 2 | 23,5 |
| Industries du papier | 1 | 10,8 | 1 | 53,00 | 1 | 8,8 | 1 | 151,2 | 1 | 37,1 |
| Industries électriques et électroniques | 1 | 2,2 | 1 | 1,2 | 2 | 414,61 | 1 | 14,3 | 3 | 157,86 |
| Métallurgie de base | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 30 | 12 134,41 | 33 | 12 136,83 | 35 | 4 900,68 | 34 | 4 453,36 | 31 | 3 951,47 |

^{a/} Les entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.

Annexe I. II.

EFFECTIFS PERMANENTS DES NATIONALS ET AFRICAINS ET DES EXPATRIÉS PAR BRANCHES D'ACTIVITÉS

| Branches d'activités | Employés permanents | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------------------|---------------------|---------------|-------------|-------------------------|--------------------------|---------------------|---------------|------------|-------------------------|--------------------------|---------------------|---------------|------------|-------------------------|
| | 1976 | | | | | 1977 | | | | | 1978 | | | | |
| | Nationaux • africains | Autres expatriés | Total | En % | Nombre d'entreprises | Nationaux • africains | Autres expatriés | Total | En % | Nombre d'entreprises | Nationaux • africains | Autres expatriés | Total | En % | Nombre d'entreprises |
| Industries alimentaires | 2 413 | 32 | 2 445 | 24,34 | 12 | 2 255 | 51 | 2 306 | 21,64 | 12 | 3 949 | 36 | 3 985 | 33,57 | 14 |
| Matériaux de construction | 431 | 18 | 449 | 4,47 | 1 | 426 | 19 | 445 | 4,18 | 1 | 424 | 18 | 442 | 3,77 | 1 |
| Produits céramiques | 144 | 5 | 149 | 1,48 | 1 | 144 | 4 | 148 | 1,39 | 1 | 146 | 8 | 154 | 1,30 | 1 |
| Electricité et gaz | 718 | - | 718 | 7,15 | 2 | 864 | - | 864 | 8,11 | 2 | 19 | - | 19 | 0,16 | 1 |
| Industries des cuirs et peaux | 165 | - | 165 | 1,64 | 1 | 165 | - | 165 | 1,55 | 1 | 165 | - | 165 | 1,39 | 1 |
| Industries textiles | 4 485 | 13 | 4 498 | 44,78 | 3 | 5 045 | 8 | 5 053 | 47,43 | 4 | 5 199 | 12 | 5 211 | 43,90 | 4 |
| Produits chimiques et plastiques | 66 | 1 | 67 | 0,67 | 2 | 73 | 1 | 74 | 0,69 | 2 | 95 | 4 | 99 | 0,83 | 3 |
| Industries mécaniques et des métaux | 779 | 19 | 794 | 7,90 | 7 | 953 | 15 | 968 | 9,09 | 8 | 1 014 | 19 | 1 033 | 8,70 | 8 |
| Industries du bois | 323 | - | 323 | 3,22 | 3 | 270 | - | 270 | 2,53 | 3 | 307 | - | 307 | 2,59 | 3 |
| Industries du papier | 151 | - | 151 | 1,50 | 2 | 176 | - | 176 | 1,65 | 2 | 188 | - | 188 | 1,58 | 2 |
| Industries électriques et électroniques | 265 | 2 | 267 | 2,66 | 3 | 163 | 3 | 166 | 1,56 | 3 | 246 | 3 | 249 | 2,10 | 4 |
| Métallurgie de base | 10 | - | 10 | 0,19 | 1 | 19 | - | 19 | 0,18 | 1 | 19 | - | 19 | 0,16 | 1 |
| Total | 9 959 | 86 | 10 045 | 100, | 38 | 10 553 | 101 | 10 654 | 100 | 40 | 11 771 | 100 | 11 871 | 100 | 43 |

3/ Entreprises qui ont répondu au questionnaire d'enquête.

EFFECTIFS TOTAUX DES NATIONAUX ET AFRICAINS DE 1974 à 1978 (DA)

| Branches d'activités | 1974 | | | | 1975 | | | | Cadres + techniciens Nombre d'entreprises ^{a/} |
|---|---------------------------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|---|
| | Cadres + techniciens | | Autres employés | | Cadres + techniciens | | Autres employés | | |
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | |
| Industries alimentaires | 11 | 2 438 | 10 | 1 475 | 11 | 1 376 | 10 | 1 576 | 12 |
| Matériaux de construction | 1 | 70 | 1 | 308 | 1 | 73 | 1 | 320 | 1 |
| Produits céramiques | 1 | 13 | 1 | 118 | 1 | 13 | 1 | 136 | 1 |
| Electricité et gaz | 1 | 1 | 1 | 19 | 2 | 121 | 2 | 590 | 2 |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 14 | 1 | 151 | 1 | 14 | 1 | 151 | 1 |
| Industries textiles | 2 | 329 | 4 | 3 108 | 3 | 352 | 3 | 4 199 | 3 |
| Produits chimiques et plastiques | 1 | 5 | 1 | 19 | 2 | 8 | 2 | 54 | 2 |
| Industries mécaniques et des métaux | 5 | 42 | 6 | 295 | 5 | 48 | 4 | 232 | 7 |
| Industries du bois | 3 | 79 | 3 | 260 | 3 | 86 | 3 | 251 | 3 |
| Industries du papier | 2 | 28 | 2 | 120 | 2 | 29 | 2 | 113 | 2 |
| Industries électriques et électroniques | 1 | 1 | 1 | 11 | 1 | 1 | 1 | 11 | 3 |
| Métallurgie de base | 1 | 11 | 1 | 18 | 1 | 1 | 1 | 18 | 1 |
| Total | 30 | 3 031 | 32 | 5 902 | 32 | 2 122 | 31 | 7 651 | 38 |

^{a/} Entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.

Annexe I. I.

S NATIONAUX ET AFRICAINS DE 1974 à 1978 DANS LES ENTREPRISES IMPLANTEES AU MALI AU 31 DECEMBRE 1978

| Secteurs | 1975 | | | 1976 | | | | 1977 | | | | Total | |
|----------|---------------------------------------|-----------------|-------|----------------------|-------|-----------------|-------|----------------------|-------|-----------------|-------|-------|----------------------|
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Autres employés | | Cadres + techniciens | | Autres employés | | Cadres + techniciens | | Autres employés | | | Cadres + techniciens |
| | | Total | | | | | | | | | | | |
| | 376 | 10 | 1 576 | 12 | 768 | 11 | 1 647 | 12 | 380 | 12 | 1 875 | 14 | 5 |
| | 73 | 1 | 320 | 1 | 74 | 1 | 357 | 1 | 73 | 1 | 353 | 1 | |
| | 13 | 1 | 136 | 1 | 16 | 1 | 128 | 1 | 15 | 1 | 129 | 1 | |
| | 121 | 2 | 590 | 2 | 124 | 3 | 594 | 2 | 131 | 2 | 733 | 1 | |
| | 14 | 1 | 151 | 1 | 14 | 1 | 151 | 1 | 14 | 1 | 151 | 1 | |
| | 352 | 3 | 4 199 | 3 | 359 | 3 | 1 125 | 4 | 537 | 4 | 4 508 | 4 | 5 |
| | 8 | 2 | 54 | 2 | 8 | 2 | 58 | 2 | 9 | 2 | 64 | 3 | |
| | 48 | 4 | 232 | 7 | 102 | 7 | 677 | 8 | 113 | 8 | 840 | 8 | 1 |
| | 86 | 3 | 251 | 3 | 89 | 3 | 234 | 3 | 88 | 3 | 182 | 3 | |
| | 29 | 2 | 113 | 2 | 32 | 2 | 119 | 2 | 25 | 2 | 151 | 2 | |
| | 1 | 1 | 11 | 3 | 19 | 3 | 95 | 3 | 22 | 3 | 143 | 3 | |
| | 1 | 1 | 18 | 1 | 1 | 1 | 16 | 1 | 1 | 1 | 18 | 1 | |
| | 122 | 31 | 7 651 | 38 | 1 604 | 37 | 8 204 | 40 | 1 408 | 40 | 9 147 | 42 | 15 |

SECTION 2

REPRISES IMPLANTEES AU MALI AU 31 DECEMBRE 1978

| | 1976 | | 1977 | | | | 1978 | | | |
|-----|---------------------------------------|-------|---------------------------------------|-------|---------------------------------------|-------|---------------------------------------|-------|---------------------------------------|--------|
| | Autres employés | | Cadres + techniciens | | Autres employés | | Cadres + techniciens | | Autres employés | |
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total |
| ier | 11 | 1 647 | 12 | 380 | 12 | 1 875 | 14 | 596 | 14 | 3 353 |
| Tot | 1 | 357 | 1 | 73 | 1 | 353 | 1 | 72 | 1 | 352 |
| E | 1 | 128 | 1 | 15 | 1 | 129 | 1 | 21 | 1 | 125 |
| 2 | 3 | 594 | 2 | 131 | 2 | 733 | 1 | 2 | 1 | 17 |
| E | 1 | 151 | 1 | 14 | 1 | 151 | 1 | 14 | 1 | 151 |
| 2 | 3 | 1 125 | 4 | 537 | 4 | 4 508 | 4 | 570 | 4 | 4 629 |
| 1 | 2 | 58 | 2 | 9 | 2 | 64 | 3 | 12 | 3 | 83 |
| DC | 7 | 677 | 8 | 113 | 8 | 840 | 8 | 122 | 8 | 892 |
| 2 | 3 | 234 | 3 | 88 | 3 | 182 | 3 | 90 | 3 | 217 |
| 2 | 2 | 119 | 2 | 25 | 2 | 151 | 2 | 25 | 2 | 163 |
| 2 | 3 | 95 | 3 | 22 | 3 | 143 | 3 | 22 | 4 | 224 |
| 1 | 1 | 16 | 1 | 1 | 1 | 18 | 1 | 1 | 1 | 18 |
| 1 | 37 | 8 204 | 40 | 1 408 | 40 | 9 147 | 42 | 1 547 | 43 | 10 224 |

SECTION 3

Annexe I, J.

EFFECTIFS PERMANENTS DES NATIONAUX ET AFRICAINS EMPLOYES DANS LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES,
PAR CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES ET PAR BRANCHES D'ACTIVITES, EN 1978

| Branches d'activités | Cadres supérieurs et techniciens | | | Employés et ouvriers qualifiés et non qualifiés | | | Total | |
|---|------------------------------------|--------------|-----------|---|---------------|-----------|---------------|------------|
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | En % | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | En % | | En % |
| Industries alimentaires | 13 | 596 | 15 | 14 | 3 353 | 85 | 3 949 | 100 |
| Matériaux de construction | 1 | 72 | 17 | 1 | 352 | 83 | 424 | 100 |
| Produits céramiques | 1 | 21 | 14 | 1 | 125 | 86 | 146 | 100 |
| Electricité et gaz | 1 | 2 | 11 | 1 | 17 | 89 | 19 | 100 |
| Industries des cuirs et des peaux | 1 | 14 | 8 | 1 | 151 | 92 | 165 | 100 |
| Industries textiles | 4 | 570 | 11 | 4 | 4 629 | 89 | 5 199 | 100 |
| Produits chimiques et plastiques | 3 | 12 | 13 | 3 | 83 | 87 | 95 | 100 |
| Industries mécaniques et des métaux | 8 | 122 | 12 | 8 | 892 | 88 | 1 014 | 100 |
| Industries du bois | 3 | 90 | 29 | 3 | 217 | 71 | 307 | 100 |
| Industries du papier | 2 | 25 | 13 | 22 | 163 | 87 | 188 | 100 |
| Industries électriques et électroniques | 3 | 22 | 9 | 4 | 224 | 91 | 246 | 100 |
| Métallurgie de base | 1 | 1 | 5 | 1 | 18 | 95 | 19 | 100 |
| Total | 41 | 1 547 | 13 | 43 | 10 224 | 87 | 11 771 | 100 |

a/ Entreprises qui ont répondu à questionnaire de l'enquête.

| Branches d'activités | 1974 | | | | | | | | |
|---|-----------------------|------------------|---------------|-----------------|-----------------------------|---------------|-----------------------|---------------|--------|
| | Nationaux + africains | | Autres | | Permanents + temporaires | | Nationaux + africains | | Autres |
| | Nombre | | Nombre | | Total | | Nombre | | Nombre |
| | d'entreprises | Total | d'entreprises | Total | Total | d'entreprises | Total | d'entreprises | |
| Industries alimentaires | 7 | 367,08 | 1 | 39,79 | 759 | 8 | 443 | | |
| Matériaux de construction | 1 | 165,62 | 1 | 8,43 | 198 | 1 | 178,90 | | |
| Produits Céramiques | 1 | 2,02 | 1 | 0,96 | 26,99 | 1 | 0,96 | | |
| Electricité et gaz | 1 | 308,03 | 1 | 15,75 | 345,42 | 2 | 372,07 | | |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 56,63 | - | - | 56,63 | 1 | 60,20 | | |
| Industries textiles | 4 | 1 103,08 | 2 | 288,3 | 1 485,38 | 4 | 1 442,99 | | |
| Produits chimiques et plastiques | - | - | - | - | 13 | - | - | | |
| Industries mécaniques et des métaux | 7 | 11 301,36 | 3 | 2 354,1 | 2 838 | 8 | 4 993,22 | | |
| Industries du bois | 2 | 88,57 | - | - | 90 | 2 | 86,33 | | |
| Industries du papier | 2 | 72,08 | - | - | 75,36 | 2 | 72,16 | | |
| Industries électriques et électroniques | 2 | 29 | - | - | - | 2 | 32,2 | | |
| Métallurgie de base | 1 | 2,00 | - | - | - | 1 | 3 | | |
| Total | 33 | 13 495,47 | 9 | 2 707,54 | 5 887,78 | 32 | 7 625,03 | | |

a/ Entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.

SECTION 1

SALAIRES VERSES PAR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DU MALI de 1974 à 1978

| 1975 | | | | 1976 | | | | 1977 | | | |
|-------------------------|-------|-------------------------|----------|-------------------------|----------|-------------------------|--------|-------------------------|-------|-------------------------|-------|
| Nationaux + africains | | Autres | | Nationaux + africains | | Autres | | Nationaux + africains | | Autres | |
| Permanent + temporaires | | Permanent + temporaires | | Permanent + temporaires | | Permanent + temporaires | | Permanent + temporaires | | Permanent + temporaires | |
| Nombre d'entreprises | | Nombre d'entreprises | | Nombre d'entreprises | | Nombre d'entreprises | | Nombre d'entreprises | | Nombre d'entreprises | |
| Total | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Total | Total |
| 443 | 2 | 101 | 926,12 | 10 | 590 | 3 | 48,23 | 096,3 | 12 | 859 | 4 |
| 178,90 | 1 | 8,43 | 187,33 | 1 | 174,87 | 1 | 7,99 | 182,86 | 1 | 212,71 | 1 |
| 0,96 | 1 | 23,70 | 22,76 | 1 | 22,75 | 1 | 3,60 | 35,32 | 1 | 28,03 | 1 |
| 372,07 | 1 | 26,58 | 398,62 | 2 | 422,17 | 1 | 26,12 | 457,91 | 2 | 443,1 | 1 |
| 60,20 | - | - | 60,20 | 1 | 66,59 | - | - | 66,59 | 1 | 63,65 | 1 |
| 1 442,99 | 2 | 231,7 | 1 896,79 | 4 | 1 907,71 | 2 | 358,7 | 2 423,41 | 4 | 2 038,7 | 2 |
| - | - | - | 13 | 1 | 8,40 | 1 | 3,60 | 26 | 2 | 13,50 | 1 |
| 4 993,22 | 3 | 102,45 | 5 092,03 | 8 | 5 436,09 | 3 | 111 | 5 594,09 | 9 | 3 180,43 | 3 |
| 86,33 | - | - | 87 | 3 | 109,17 | - | - | 118 | 3 | 110 | - |
| 72,16 | - | - | 75,36 | 2 | 86,23 | - | - | 89,03 | 2 | 87,32 | - |
| 32,2 | - | - | - | 3 | 45 | 1 | 5,63 | 6,93 | 3 | 65,13 | 1 |
| 3 | - | - | - | 1 | 3,53 | - | - | - | 1 | 5 | - |
| 7 625,03 | 10 | 493,86 | 8 759,21 | 37 | 8 872,51 | 13 | 564,87 | 10 096,44 | 41 | 7 103,57 | 14 |

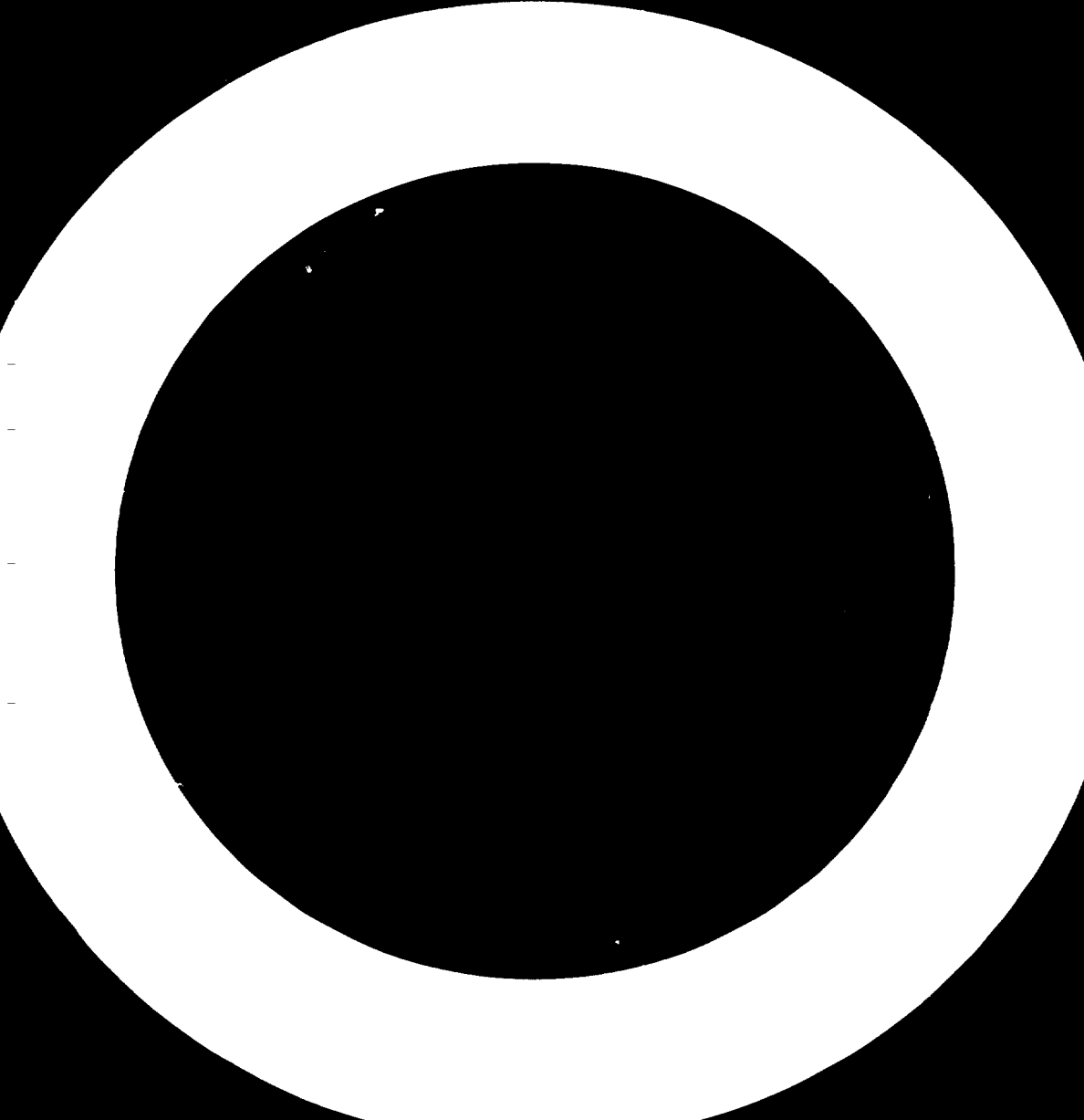
SECTION 2

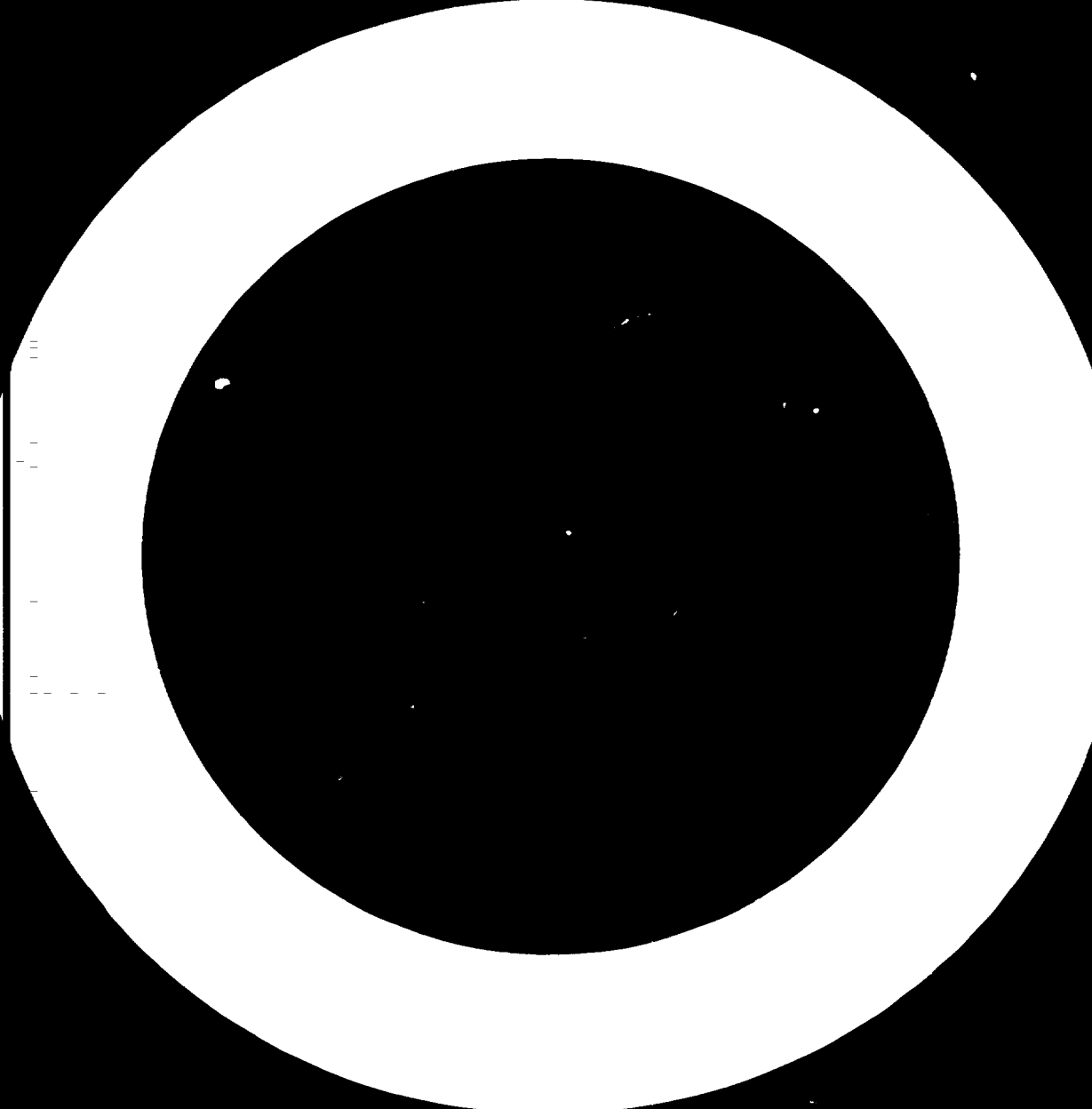
1

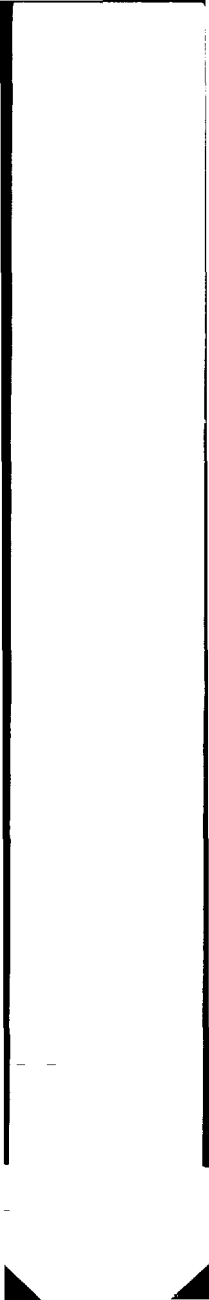
1978

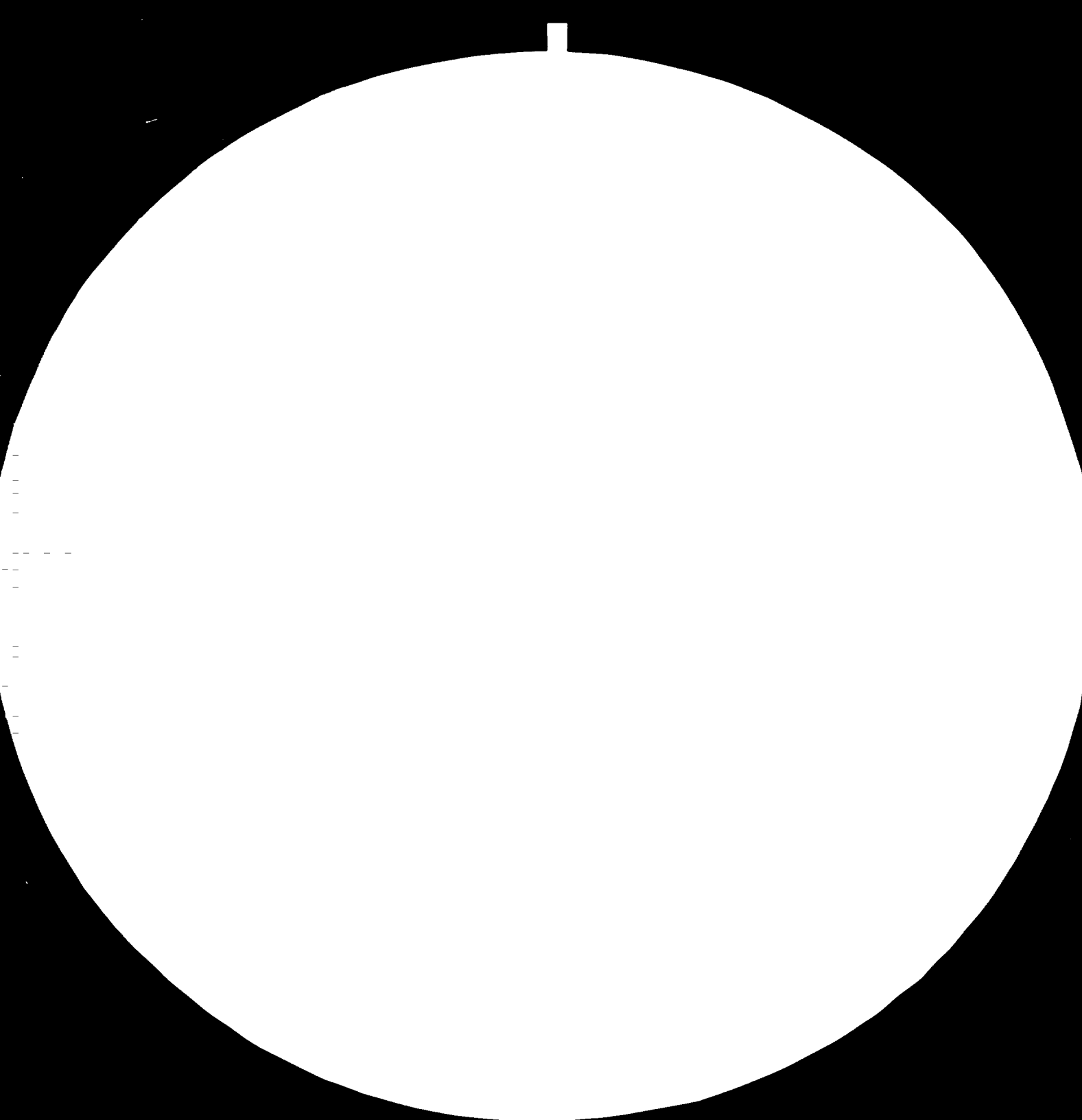
| | | 1977 | | | | | | 1978 | | | | | | | |
|---|-----|-----------------------------|----|-------------------------|----|--------|----------|-----------------------------|----------|-------------------------|----------|----------|--|-----------------------------|--|
| | | Permanents + temporaires | | Nationaux + africains | | Autres | | Permanents + temporaires | | Nationaux + africains | | Autres | | Permanents + temporaires | |
| | | Total | | Nombre d'entreprises | | Total | | Total | | Nombre d'entreprises | | Total | | Nombre d'entreprises | |
| 4 | ,23 | 096,3 | 12 | 859 | 4 | 145,24 | 1 490,24 | 10 | 858,61 | 4 | 175,52 | 1 150,23 | | | |
| 1 | ,99 | 182,86 | 1 | 212,71 | 1 | 8,43 | 148,82 | 1 | 223,20 | 1 | 7,99 | 231,19 | | | |
| 1 | ,60 | 35,32 | 1 | 28,03 | 1 | 2,82 | 40,35 | 1 | 37,65 | 1 | 3,12 | 43,73 | | | |
| 1 | ,12 | 457,91 | 2 | 443,1 | 1 | 14,97 | 479,52 | 1 | 48,78 | - | - | 48,78 | | | |
| | - | 66,59 | 1 | 63,65 | 1 | - | 63,65 | - | - | - | - | - | | | |
| 2 | 5,7 | 2 423,41 | 4 | 2 038,7 | 2 | 340,5 | 2 379,2 | 4 | 2 129,2 | 2 | 1 463,1 | 3 828,8 | | | |
| 1 | ,60 | 26 | 2 | 13,50 | 1 | 3,60 | 17,10 | 3 | 430 | 2 | 14 | 449,72 | | | |
| 3 | - | 5 594,09 | 9 | 3 180,43 | 3 | 124,12 | 3 282,24 | 8 | 228 | 3 | 131 | 359 | | | |
| - | - | 118 | 3 | 110 | - | - | 114 | 3 | 120 | - | - | 123 | | | |
| - | - | 89,03 | 2 | 87,32 | - | - | 91,8 | 1 | 6 | 1 | 94 | 102,26 | | | |
| 1 | ,63 | 6,93 | 3 | 65,13 | 1 | 14,14 | 27,79 | 2 | 23,08 | 1 | 18,70 | 63 | | | |
| - | - | - | 1 | 5 | - | - | - | 1 | 6 | - | - | - | | | |
| 4 | ,87 | 10 096,44 | 41 | 7 103,57 | 14 | 653,82 | 8 130,69 | 35 | 4 113,91 | 15 | 1 907,43 | 6 021,34 | | | |

SECTION 3











3.6



MIKROFILM-DRUCKEREI DER UNIVERSITÄT ZÜRICH
8007 ZÜRICH, CHAMBERLAINSTRASSE 11
TELEFON 0041 (0) 052 275 1111

| Branches d'activités | 1974 | | | | | | 1975 | | | | | |
|---|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------|-------|--|
| | Electricité + eau + carburant | | Pièces détachées | | Emballages | | Electricité + eau + carburant | | Pièces détachées | | d'ent | |
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | | |
| Industries alimentaires | 7 | 824,91 | 8 | 478,86 | 7 | 1 151,97 | 8 | 532,37 | 3 | 8 885,97 | | |
| Matériaux de construction | 2 | 814,71 | 2 | 20,55 | 2 | 164,57 | 1 | 362,99 | 1 | 31,21 | | |
| Produits céramiques | 1 | 9,50 | 1 | 2,53 | 1 | 7,81 | 1 | 9,48 | 1 | 4,93 | | |
| Electricité et gaz | 1 | 1 272,30 | 1 | 94,62 | - | - | 2 | 1 270,65 | 2 | 111,56 | | |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 10,74 | 1 | 3,05 | 1 | 453 | 1 | 8,10 | 1 | 9,75 | | |
| Industries textiles | 4 | 706,54 | 3 | 6 521 | 2 | 240 | 4 | 1 531,24 | 3 | 141,5 | | |
| Produits chimiques et plastiques | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | |
| Industries mécaniques et des métaux | 5 | 1 487 | 3 | 10 | 3 | 15,32 | 5 | 944 | 4 | 16,1 | | |
| Industries du bois | 2 | 14 | 2 | 7,04 | 1 | 1 | 2 | 13,16 | 2 | 5,15 | | |
| Industries du papier | 2 | 19,23 | 2 | 5,46 | - | - | 2 | 36,27 | 7 | 4,50 | | |
| Industries électriques et électroniques | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | |
| Métallurgie de base | 1 | 0,09 | - | - | - | - | 1 | 0,23 | - | - | | |
| | 26 | 5 159,02 | 25 | 7 143,11 | 17 | 2 033,67 | 27 | 5 208,49 | 23 | 9 210,97 | | |

a/ Nombre d'entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.

SECTION 1

ACHATS DE MATIERES CONSOMMABLES DES ENTREPRISES DE 1974 à 1978

| 1975 | 1976 | | | | | | 1977 | | | | | | |
|----------|----------------------|----------|----------------------|----------|-------------------------------|----------|----------------------|----------|----------------------|----------|-------------------------------|----------|----|
| | Pièces détachées | | Emballages | | Electricité + eau + carburant | | Pièces détachées | | Emballages | | Electricité + eau + carburant | | |
| | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | |
| 8 885,97 | 7 | 1 121,18 | 10 | 257,48 | 11 | 665,53 | 9 | 1 239,38 | 12 | 448,14 | 12 | 621,17 | 10 |
| 31,21 | 1 | 275,81 | 1 | 778,90 | 1 | 33,16 | 1 | 277,30 | 2 | 630,85 | 2 | 37,18 | 1 |
| 4,93 | 1 | 8,03 | 1 | 10,06 | 1 | 4,01 | 1 | 20,60 | 1 | 11,98 | 1 | 3,76 | 1 |
| 111,56 | - | - | 2 | 1 591,7 | 2 | 238,73 | - | - | 2 | 1 634,81 | 2 | 319,36 | - |
| 9,75 | 1 | 203 | 1 | 8,10 | 1 | 1,51 | 1 | 571 | 1 | 9,84 | 1 | 2,27 | 1 |
| 141,5 | 2 | 366,9 | 4 | 1 520,7 | 3 | 169,4 | 1 | 1 215,20 | 4 | 1 782,63 | 3 | 186,63 | 2 |
| - | - | - | 2 | 3,51 | 1 | 0,63 | - | - | 2 | 4,03 | 1 | 1,01 | 1 |
| 16,1 | 4 | 16 | 7 | 1 185 | 5 | 26 | 4 | 21,39 | 7 | 1 613 | 6 | 55 | 4 |
| 5,15 | 1 | 0,3 | 3 | 20,29 | 3 | 12,32 | 1 | 0,3 | 3 | 24 | 3 | 16,18 | 1 |
| 4,80 | - | - | 2 | 25,31 | 2 | 10,72 | - | - | 2 | 37,82 | 2 | 10,4 | - |
| - | - | - | 2 | 14,62 | 1 | 6 | 1 | 120 | 2 | 21,54 | 1 | 12 | 1 |
| - | - | - | 1 | 0,46 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 9 210,97 | 17 | 1 991,22 | 36 | 5 416,13 | 30 | 1 167,91 | 19 | 2 899,83 | 38 | 6 418,64 | 32 | 1 264,53 | 22 |

SECTION 2

SUMMAIRES DES ENTREPRISES DE 1974 à 1978

| | 1977 | | | | | | 1978 | | | | | |
|-------|----------------------------------|---------------------------------------|------------------|---------------------------------------|------------|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|------------------|---------------------------------------|------------|---------------------------------------|
| | Electricité + eau + carburant | | Pièces détachées | | Emballages | | Electricité + eau + carburant | | Pièces détachées | | Emballages | |
| | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} |
| 29,38 | 12 | 448,14 | 12 | 621,17 | 10 | 1 660,46 | 12 | 687,81 | 12 | 968,84 | 9 | 167,4 |
| 17,30 | 2 | 830,85 | 2 | 37,18 | 1 | 290,94 | 1 | 819,65 | 1 | 31,71 | 1 | 198,97 |
| 20,60 | 1 | 11,98 | 1 | 3,76 | 1 | 13,50 | 1 | 11,50 | 1 | 3,80 | 1 | 16,1 |
| - | 2 | 1 634,81 | 2 | 319,36 | - | - | 1 | 23,59 | 1 | 20 | - | - |
| 71 | 1 | 9,84 | 1 | 2,27 | 1 | 5,03 | - | - | - | - | - | - |
| 15,20 | 4 | 1 782,63 | 3 | 186,83 | 2 | 857,6 | 4 | 1 794,92 | 3 | 260 | 2 | 1 114,48 |
| - | 2 | 4,03 | 1 | 1,01 | 1 | 20 | 3 | 21,6 | 2 | 11,86 | 2 | 26,2 |
| 21,39 | 7 | 1 613 | 6 | 55 | 4 | 24 | 7 | 1 914,28 | 5 | 70,2 | 3 | 29,4 |
| 0,3 | 3 | 24 | 3 | 16,18 | 1 | 0,3 | 3 | 22,1 | 3 | 13,4 | 1 | 0,3 |
| - | 2 | 37,82 | 2 | 10,4 | - | - | 2 | 110,81 | 2 | 22,75 | - | - |
| 20 | 2 | 21,54 | 1 | 12 | 1 | 320 | 2 | 25,28 | 2 | 30,31 | 1 | 743 |
| - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 99,83 | 38 | 6 418,64 | 32 | 1 264,53 | 22 | 3 191,83 | 36 | 5 431,54 | 32 | 11433,07 | 20 | 2 295,85 |

Annexe I, B.

PRODUCTION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES EN 1974 A 1978

| Branches d'activités | 1974 | | 1975 | | 1976 | | 1977 | | 1978 | |
|---|------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Valeur en millions de FR | Nombre d'entreprises ^{a/} | Valeur en millions de FR | Nombre d'entreprises ^{a/} | Valeur en millions de FR | Nombre d'entreprises ^{a/} | Valeur en millions de FR | Nombre d'entreprises ^{a/} | Valeur en millions de FR |
| Industries alimentaires | 5 | 7 504,38 | 8 | 10 958,16 | 10 | 11 375,53 | 5 | 15 252,11 | 7 | 18 081,57 |
| Matériaux de construction | 2 | 1 286,47 | 1 | 1 573,69 | 1 | 1 403,89 | 2 | 1 552,48 | 1 | 1 595,26 |
| Produits céramiques | 1 | 51,42 | 1 | 61,05 | 1 | 86 | 1 | 109 | 1 | 119,42 |
| Électricité et gaz | 1 | 4 170,87 | 2 | 4 507,36 | 2 | 4 949,89 | 2 | 5 608,64 | 1 | 119,97 |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 209,57 | 1 | 147,77 | 1 | 146,13 | 1 | 89,82 | - | - |
| Industries textiles | 2 | 9 413,95 | 3 | 3 745,5 | 3 | 17 509,76 | 3 | 31 834,89 | 3 | 36 520,41 |
| Produits chimiques et plastiques | 1 | 128 | 1 | 202 | 1 | 147 | 2 | 372 | 3 | 851,92 |
| Industries mécaniques et métaux | 6 | 2 426,26 | 7 | 3 218 | 7 | 7 103,55 | 7 | 2 756,1 | 8 | 5 146,9 |
| Industries du bois | 2 | 170 | 2 | 173 | 2 | 210 | 2 | 35,7 | 2 | 450,7 |
| Industries de papier | 2 | 410,26 | 2 | 422,54 | 2 | 508,53 | 2 | 601,52 | 2 | 610,14 |
| Industries électriques et électroniques | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Métallurgie de base | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 23 | 25 770,28 | 28 | 25 099,08 | 31 | 51 485,08 | 31 | 69 048,89 | 32 | 64 953,14 |

a/ Entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.

annexe I. N.

PRODUCTION INDUSTRIELLE ANNUELLE DU 1^{er} 1974 AL 31.12.1978

| | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | Observations |
|---|-------|-------|-------|---------|---------|-------------------|
| Coton fibre (en milliers de t) | 18,6 | 27,3 | 42,0 | 48,2 | 45,7 | |
| Grains de coton (en milliers de t) | 25,5 | 36,9 | 56,8 | 62,0 | 61,8 | |
| Riz usiné (en milliers de t) | 30,6 | 38,9 | 37,4 | 50,7 | 32,8 | |
| Bovins (en milliers de têtes) | 56,6 | 43,3 | 48,1 | 51,8 | 56,5 | |
| Ovins (en milliers de têtes) | 16,6 | 24,5 | 23,5 | 32,8 | 34,8 | |
| Caprins (en milliers de têtes) | 51,2 | 28,9 | 33,0 | 37,1 | 33,5 | |
| Lait frais pasteurisé (en milliers d'hl) | 10,0 | 13,7 | 20,4 | 26,0 | 31,3 | |
| Yaourt (en milliers de pots de 12,5 cc) | 56,6 | 77,8 | 45,0 | 705,0 | 792,1 | |
| Sucre (en milliers de t) | 5,1 | 3,9 | 6,1 | 15,6 | 19,7 | |
| Alcool (en milliers d'hl) | 1,9 | 0,9 | 0,2 | 1,6 | 0,8 | |
| Biscuits (en t) - | 406,3 | 363,4 | 486,5 | 503,7 | 594,1 | |
| Pâtes alimentaires (en t) | 137,6 | 70,7 | 264,6 | 429,9 | 462,7 | |
| Huile brute (en milliers de t) | 17,5 | 10,6 | 10,6 | 14,8 | 10,3 | |
| Tourteaux (en milliers de t) | 13,7 | 14,0 | 13,6 | 22,0 | 17,0 | |
| Boissons sans alcool (en milliers d'hl) | 20,9 | 22,2 | 27,4 | 28,6 | 33,7 | |
| Glace alimentaire (en milliers de t) | 4,5 | 4,8 | 5,2 | 5,4 | 5,3 | |
| Bière (en milliers d'hl) | 10,3 | 9,2 | 12,1 | 17,6 | 16,7 | |
| Thé (en t) | 43,3 | 80,9 | 105,6 | 106,3 | 110,0 | |
| Confiserie (en t) | 827 | 959 | 1 132 | 1 376 | 1 343,6 | |
| Cigarettes (en milliers de cartons) | 36,6 | 40,7 | 47,8 | 47 | 41,5 | |
| Ciment (en milliers de t) | 42,2 | 49,9 | 38,4 | 32,2 | 34,4 | |
| Briques (en milliers de t) | 2,5 | 3,0 | 2,2 | 2,5 | 1,9 | 3 trimestres 1979 |
| Oxygène (en milliers de m ³) | 49,6 | 48,7 | 49,9 | 45,8 | 45,8 | |
| Acétylène (en milliers de m ³) | 9,7 | 9,4 | 10,2 | 11,5 | 10,3 | |
| Eau de javel (en t) | 448,4 | 539,6 | 434,8 | 652,0 | 790,6 | |
| Vinaigre (en milliers de t) | 154,9 | 166,7 | 329,3 | 352,0 | 310,4 | |
| Produits en plastique (en t) | 26,7 | 53,6 | 88,5 | 119,0 | 245,0 | |
| Chaussures en plastique (en milliers de paires) | 116,0 | 236,0 | 737,0 | 1 012,0 | 1 011 | |
| Allumettes (en milliers de cartons) | 23,8 | 27,5 | 30,6 | 23,2 | 29,4 | |
| Savon (en milliers de t) | 4,1 | 5,1 | 2,1 | 2,2 | 3,0 | |
| Chambre à air (en milliers d'unités) | 445,4 | 489,0 | 272,6 | 329,0 | 267,0 | |
| Tôles ondulées galvanisées (en milliers d'unités) | 57,5 | 110,0 | 160,0 | 241,0 | 156 | |
| Charrues (en milliers d'unités) | 2,0 | 6,2 | 11,0 | 12,0 | 10 | |
| Multiculteurs (en milliers d'unités) | 7,8 | 9,0 | 11,5 | 12,0 | 6 | |
| Semoirs (en milliers d'unités) | 0 | 3,0 | 8,0 | 4,5 | 7,5 | |
| Charettes (en milliers d'unités) | 5,9 | 7,0 | 12,0 | 15,0 | 12,5 | |

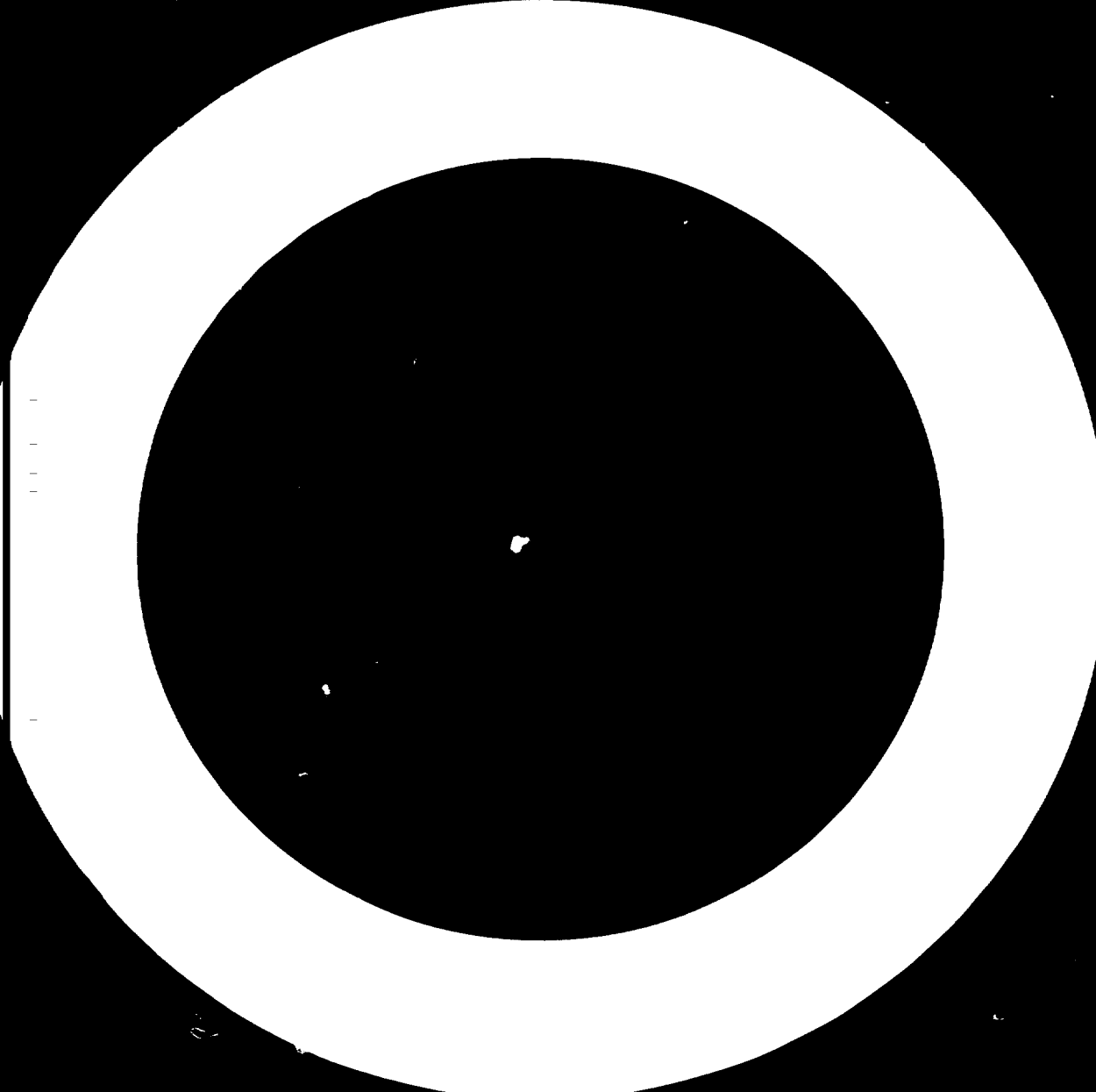
Source : Direction nationale de la statistique et de l'informatique, enquête trimestrielle auprès des entreprises.

Annexe I. D.

EVOLUTION DES VENTES DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE 1974 à 1978

| Branches d'activités | 1974 | | 1975 | | 1976 | | 1977 | | 1978 | |
|---|------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Ventes en millions de FN | Nombre d'entreprises ^{a/} | Ventes en millions de FN | Nombre d'entreprises ^{a/} | Ventes en millions de FN | Nombre d'entreprises ^{a/} | Ventes en millions de FN | Nombre d'entreprises ^{a/} | Valeur en millions de FN |
| Industries alimentaires | 9 | 7 455,23 | 12 | 10 959,47 | 14 | 15 716 | 14 | 27 721 | 11 | 25 147,39 |
| Matériaux de construction | 2 | 1 170,83 | 1 | 1 673,49 | 1 | 1 540,29 | 2 | 2 003,84 | 1 | 1 813,5 |
| Produits céramiques | 1 | 50,6 | 1 | 75,2 | 1 | 80,1 | 1 | 89,9 | 1 | 101,7 |
| Electricité et gaz | 1 | 3 272,95 | 2 | 3 956,41 | 2 | 4 491,93 | 2 | 5 213,69 | 1 | 750,28 |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 141,21 | 1 | 162,76 | 1 | 131,67 | 1 | 17,97 | 1 | 77,55 |
| Industries des textiles | 4 | 13 524,51 | 4 | 7 514,1 | 4 | 22 622,6 | 4 | 27 213,71 | 4 | 30 833,62 |
| Produits chimiques et plastiques | 1 | 102 | 1 | 181 | 2 | 269 | 2 | 3 319 | 3 | 861,88 |
| Industries mécaniques et des métaux | 5 | 2 332,2 | 6 | 2 815,2 | 7 | 4 572,12 | 6 | 4 097 | 8 | 6 884,55 |
| Industries du bois | 2 | 164 | 2 | 168 | 2 | 270,5 | 2 | 352 | 2 | 430,1 |
| Industries du papier | 1 | 82,56 | 1 | 78,57 | 1 | 126,53 | 1 | 110,52 | 1 | 128,14 |
| Industries électriques et électroniques | 1 | 49,52 | 1 | 307,35 | 1 | 423,14 | 1 | 258 | 3 | 1 431,07 |
| Métallurgie de base | 1 | 9,11 | 1 | 25,28 | 1 | 43,75 | 1 | 34,40 | 1 | 44,43 |
| total | 29 | 28 362,72 | 31 | 27 916,83 | 37 | 50 217,66 | 37 | 68 407,07 | 37 | 68 006,49 |

a/ Entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.



| Branches d'activités | 1974 | | | | | 1975 | | |
|---|----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|------------------|----------------------|-----------------|----------------------|
| | Mali | | Autres pays | | Total achats | Mali | | Autres |
| | Nombre d'entreprises | Achats | Nombre d'entreprises | Achats | | Nombre d'entreprises | Achats | Nombre d'entreprises |
| Industries alimentaires | 6 | 1 087,81 | 6 | 579,76 | 1 667,57 | 9 | 2 897,13 | 6 |
| Matériaux de construction | 1 | 0,94 | 1 | 17,34 | 18,28 | - | - | 1 |
| Produits céramiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Electricité et gaz | - | - | 1 | 1 283,1 | 1 283,1 | - | - | 2 |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 10,1 | 1 | 60,71 | 70,81 | 1 | 4,44 | 1 |
| Industries textiles | 4 | 3 061,12 | 2 | 5 351,1 | 8 412,22 | 4 | 5 240,03 | 3 |
| Industries mécaniques et des métaux | 2 | 66,74 | 5 | 1 301,5 | 1 368,24 | 3 | 94,65 | 5 |
| Industries du bois | 2 | 94,8 | 1 | 2,5 | 197,3 | 2 | 135,6 | 1 |
| Industries du papier | - | - | 2 | 123,56 | 123,56 | - | - | 2 |
| Industries électriques et électroniques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Métallurgie de base | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Produits chimiques et plastiques | 1 | 14 | - | 66 | 80 | 1 | 26 | - |
| Total | 17 | 4 435,51 | 18 | 8 785,57 | 13 221,08 | 20 | 8 398,12 | 12 |

a/ Entreprises qui ont répondu aux questionnaires de l'enquête.

SECTION 1

ACHATS DE MATIERES PREMIERES PAR LES ENTREPRISES DE 1974 à 1978

| 1975 | | | | 1976 | | | | 1977 | | | | |
|----------------------|--------|----------------------|----------|--------------|----------------------|-----------|----------------------|----------|--------------|----------------------|-----------|-------------|
| Mali | | Autres pays | | Total achats | Mali | | Autres pays | | Total achats | Mali | | Autres pays |
| Nombre d'entreprises | Achats | Nombre d'entreprises | Achats | | Nombre d'entreprises | Achats | Nombre d'entreprises | Achats | | Nombre d'entreprises | Achats | |
| 2 | 897,13 | 6 | 787,69 | 3 624,82 | 9 | 2 986,51 | 6 | 877,2 | 3 863,7 | 11 | 6 414,7 | 6 |
| | | 1 | 43,65 | 43,65 | - | - | 1 | 26,54 | 26,54 | 1 | 0,15 | 1 |
| - | - | - | - | - | - | - | 1 | 3,34 | 3,34 | - | - | 1 |
| - | - | 2 | 1 240,9 | 1 240,9 | - | - | 2 | 1 407,8 | 1 407,8 | - | - | 2 |
| 4,44 | | 1 | 19,78 | 24,22 | 1 | 12,18 | 1 | 44,05 | 56,23 | 1 | 5,17 | 1 |
| 5 | 240,03 | 3 | 5 046,6 | 10 286,9 | 4 | 8 501,19 | 3 | 2 090,5 | 10 593,69 | 3 | 9 629,7 | 3 |
| 94,65 | | 5 | 1 823,5 | 1 918,15 | 4 | 1 906,69 | 5 | 2 006,3 | 3 912,99 | 4 | 3 172,54 | 3 |
| 135,6 | | 1 | 8,3 | 143,9 | 2 | 196,3 | 1 | 15,6 | 211,9 | 3 | 99,8 | 1 |
| - | - | 2 | 111,4 | 111,4 | - | - | 2 | 175,8 | 175,8 | - | - | 2 |
| - | - | - | - | - | - | - | 2 | 142,3 | 142,3 | - | - | 2 |
| - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 26 | | - | 53 | 79 | 1 | 170 | 1 | 40 | 157 | 2 | 191,78 | - |
| 8 | 398,12 | 12 | 9 134,82 | 17 532,94 | 21 | 13 719,87 | 26 | 6 831,26 | 20 551,13 | 25 | 19 513,84 | 22 |

SECTION 2

1974 à 1978

| Total achats | 1977 | | | | | 1978 | | | | |
|--------------|----------------------|-----------|----------------------|----------|--------------|----------------------|-----------|----------------------|----------|--------------|
| | Mali | | Autres pays | | Total achats | Mali | | Autres pays | | Total achats |
| | Nombre d'entreprises | Achats | Nombre d'entreprises | Achats | | Nombre d'entreprises | Achats | Nombre d'entreprises | Achats | |
| 3 863,7 | 11 | 6 414,7 | 6 | 1 300,5 | 7 715,2 | 10 | 10 847,6 | 6 | 1 443 | 12 290,6 |
| 26,54 | 1 | 0,15 | 1 | 18,52 | 18,68 | - | - | 1 | 45 | 45 |
| 3,34 | - | - | 1 | 3,69 | 3,69 | - | - | 1 | 4,5 | 4,5 |
| 1 407,8 | - | - | 2 | 1 375,3 | 1 375,3 | - | - | 1 | 15,41 | 15,41 |
| 56,23 | 1 | 5,17 | 1 | 130,1 | 135,27 | - | - | - | - | - |
| 10 593,69 | 3 | 9 629,7 | 3 | 3 429,5 | 13 059,2 | 4 | 11 157,89 | 3 | 1 894,9 | 13 052,89 |
| 3 912,99 | 4 | 3 172,54 | 3 | 2 220,6 | 5 393,14 | 3 | 2 575,96 | 4 | 2 444,4 | 5 020,36 |
| 211,9 | 3 | 99,8 | 1 | 26,9 | 126,7 | 3 | 179,95 | 1 | 79,5 | 259,45 |
| 175,8 | - | - | 2 | 200,17 | 209,17 | - | - | 1 | 163,4 | 163,4 |
| 142,3 | - | - | 2 | 357 | 357 | - | - | 3 | 831,08 | 831,08 |
| - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 157 | 2 | 191,78 | - | - | 191,78 | 2 | 187 | 1 | 417,64 | 604,64 |
| 20 551,13 | 25 | 19 513,84 | 22 | 9 071,29 | 28 585,13 | 22 | 24 948,4 | 22 | 7 338,83 | 32 287,23 |

SECTION 3

EVOLUTION DES COTISATIONS ET DES IMPOTS PAYES PAR LES ENF
(en millions de FM)

| Branches d'activités | 1974 | | | | 1975 | | | | Cotisations Nombre d'entreprises ^{a/} |
|---|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|--------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|---------|--|
| | Cotisations | | Impôts | | Cotisations | | Impôts | | |
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | |
| Industries alimentaires | 7 | 58,30 | 7 | 26,34 | 8 | 126 | 7 | 36,41 | 9 |
| Matériaux de construction | 2 | 37,41 | 1 | 7,35 | 1 | 30,12 | 1 | 8,15 | 1 |
| Produits céramiques | 1 | 2,01 | 1 | 1,41 | 1 | 3,02 | 1 | 1,60 | 1 |
| Electricité et gaz | 1 | 115,87 | 1 | 35,36 | 2 | 189 | 2 | 45,51 | 2 |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 7,05 | 1 | 2,77 | 1 | 7,12 | 1 | 3,01 | 1 |
| Industries textiles | 4 | 235,22 | 4 | 3,71 | 4 | 390,13 | 4 | 86,52 | 4 |
| Produits chimiques et plastiques | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Industries mécaniques et des métaux | 7 | 654,92 | 7 | 530,5 | 7 | 1 159,49 | 8 | 337,12 | 7 |
| Industries du bois | 2 | 10,14 | 2 | 4,49 | 2 | 12,08 | 2 | 5 | 3 |
| Industries du papier | 2 | 610,2 | 2 | 132,5 | 2 | 5,14 | 2 | 499,5 | 2 |
| Industries électriques et électroniques | 1 | 0,45 | 1 | 0,12 | 1 | 0,24 | 1 | 0,09 | 2 |
| Métallurgie de base | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | 28 | 1 731,65 | 27 | 914,55 | 29 | 1 922,44 | 29 | 1 029,1 | 33 |

a/ Entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.

SECTION 1

Annexe I. Q.

LES IMPOTS PAYES PAR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE 1974 à 1978
(en millions de FM)

| Impôts | 1976 | | | | 1977 | | | | 1978 | | | |
|---------|---------------------------------------|--------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|--------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|-------|
| | Cotisations | | Impôts | | Cotisations | | Impôts | | Cotisations | | Impôts | |
| | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} | Total |
| 36,41 | 9 | 115,41 | 7 | 49,06 | 11 | 211,29 | 9 | 96 | 9 | 224,7 | 8 | |
| 8,15 | 1 | 37,06 | 1 | 10,68 | 2 | 45,09 | 1 | 10,65 | 1 | 44,64 | 1 | |
| 1,60 | 1 | 41,57 | 1 | 2,27 | 1 | 4,49 | 1 | 2,33 | 1 | 4,30 | 1 | |
| 45,51 | 2 | 157,56 | 2 | 52,15 | 2 | 180,36 | 2 | 56,57 | 1 | 11,86 | 1 | |
| 3,01 | 1 | 9,54 | 1 | 3,33 | 1 | 14,60 | 1 | 3,17 | - | - | - | |
| 86,52 | 4 | 421,22 | 4 | 102,27 | 4 | 619,56 | 4 | 114,09 | 4 | 611,48 | 4 | |
| - | 1 | 2,20 | 1 | 1,47 | 2 | 9,50 | 1 | 1,68 | 3 | 3,89 | 2 | |
| 337,12 | 7 | 194,31 | 7 | 711,4 | 8 | 733 | 9 | 607,14 | 8 | 516,28 | 8 | |
| 5 | 3 | 15,26 | 3 | 6 | 3 | 16 | 3 | 5,30 | 3 | 17,16 | 3 | |
| 499,5 | 2 | 7,04 | 2 | 790 | 2 | 21 | 2 | 4 | 2 | 11 | 2 | |
| 0,09 | 2 | 0,59 | 2 | 2,96 | 2 | 1 | 3 | 11,57 | 3 | 4,62 | 4 | |
| - | - | - | - | - | 1 | 0,19 | - | - | 1 | 0,19 | - | |
| 1 029,1 | 33 | 964,76 | 31 | 1 731,59 | 39 | 1 856,08 | 35 | 912,5 | 36 | 1 449,12 | 36 | |

SECTION 2

1974 à 1978

| | 1977 | | | | 1978 | | | |
|--------|-------------|--|--------|--|-------------|--|--------|--|
| | Cotisations | | Impôts | | Cotisations | | Impôts | |
| | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} Total | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} Total | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} Total | Total | Nombre d'entreprises ^{a/} Total |
| 49,06 | 11 | 211,29 | 9 | 96 | 9 | 224,7 | 8 | 108,37 |
| 10,68 | 2 | 45,09 | 1 | 10,65 | 1 | 44,64 | 1 | 11,16 |
| 2,27 | 1 | 4,49 | 1 | 2,33 | 1 | 4,30 | 1 | 2,15 |
| 52,15 | 2 | 180,36 | 2 | 56,57 | 1 | 11,86 | 1 | 2,71 |
| 3,33 | 1 | 14,60 | 1 | 3,17 | - | - | - | - |
| 102,27 | 4 | 619,56 | 4 | 114,09 | 4 | 611,48 | 4 | 118,03 |
| 1,47 | 2 | 9,50 | 1 | 1,68 | 3 | 3,89 | 2 | 3,54 |
| 711,4 | 8 | 733 | 9 | 607,14 | 8 | 516,28 | 8 | 666,22 |
| 6 | 3 | 16 | 3 | 5,30 | 3 | 17,16 | 3 | 6 |
| 790 | 2 | 21 | 2 | 4 | 2 | 11 | 2 | 4,45 |
| 2,96 | 2 | 1 | 3 | 11,57 | 3 | 4,62 | 4 | 16,23 |
| - | 1 | 0,19 | - | - | 1 | 0,19 | - | - |
| 731,59 | 39 | 1 856,08 | 36 | 912,5 | 36 | 1 449,12 | 36 | 998,86 |

SECTION 3

| Branches d'activités | 1974 | | | | | | 1975 | | | | | |
|---|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|-----------|---------------------------------------|-----------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|-----------|------|--|
| | DLT ^{a/} | | OCT ^{b/} | | FF ^{c/} | | DLT ^{a/} | | OCT ^{b/} | | d'en | |
| | Nombre d'entreprises ^{d/} | Total | Nombre d'entreprises ^{d/} | Total | Nombre d'entreprises ^{d/} | Total | Nombre d'entreprises ^{d/} | Total | Nombre d'entreprises ^{d/} | Total | | |
| Industries alimentaires | 4 | 2 286,1 | 4 | 6 521,7 | 6 | 28 739,76 | 6 | 3 338,12 | 6 | 11 452,81 | | |
| Matériaux de construction | 1 | 397,68 | 2 | 799,69 | 2 | 494,94 | 1 | 315,56 | 1 | 784,07 | | |
| Produits céramiques | 1 | 16,99 | 1 | 34,52 | 1 | 0,24 | 1 | 16,39 | 1 | 109,73 | | |
| Electricité et gaz | 1 | 3 353,22 | 1 | 363,91 | 1 | 91,76 | 1 | 2 976,11 | 2 | 519,16 | | |
| Industries des cuirs et peaux | 1 | 10,00 | 1 | 30,19 | 1 | 4,35 | - | - | 1 | 329,41 | | |
| Industries textiles | 2 | 1 398 | 3 | 8 046,9 | 3 | 285,89 | 2 | 977,8 | 3 | 9 687,6 | | |
| Produits chimiques et plastiques | 1 | 143,83 | 2 | 112,68 | 1 | 9 | 1 | 144,72 | 2 | 164,72 | | |
| Industries mécaniques et des métaux | 1 | 120 | 5 | 1 566,43 | 5 | 769 | 3 | 237 | 5 | 1 166,44 | | |
| Industries du bois | 1 | 40 | 1 | 203,8 | 3 | 25 | 1 | 74 | 1 | 10 | | |
| Industries du papier | 1 | 4,66 | 2 | 76,44 | 2 | 3,65 | - | - | 2 | 112 | | |
| Industries électriques et électroniques | 1 | 55 | - | - | - | - | - | - | - | - | | |
| Métallurgie de base | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | |
| Total | 15 | 7 825,48 | 22 | 17 806,26 | 26 | 30 424,98 | 16 | 8 080,5 | 25 | 47 383,44 | | |

a/ DLT - Dettes à long terme

b/ OCT - Dettes à court terme

c/ FF - Frais financiers

d/ Entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête.

SECTION 1

Annexe I, R

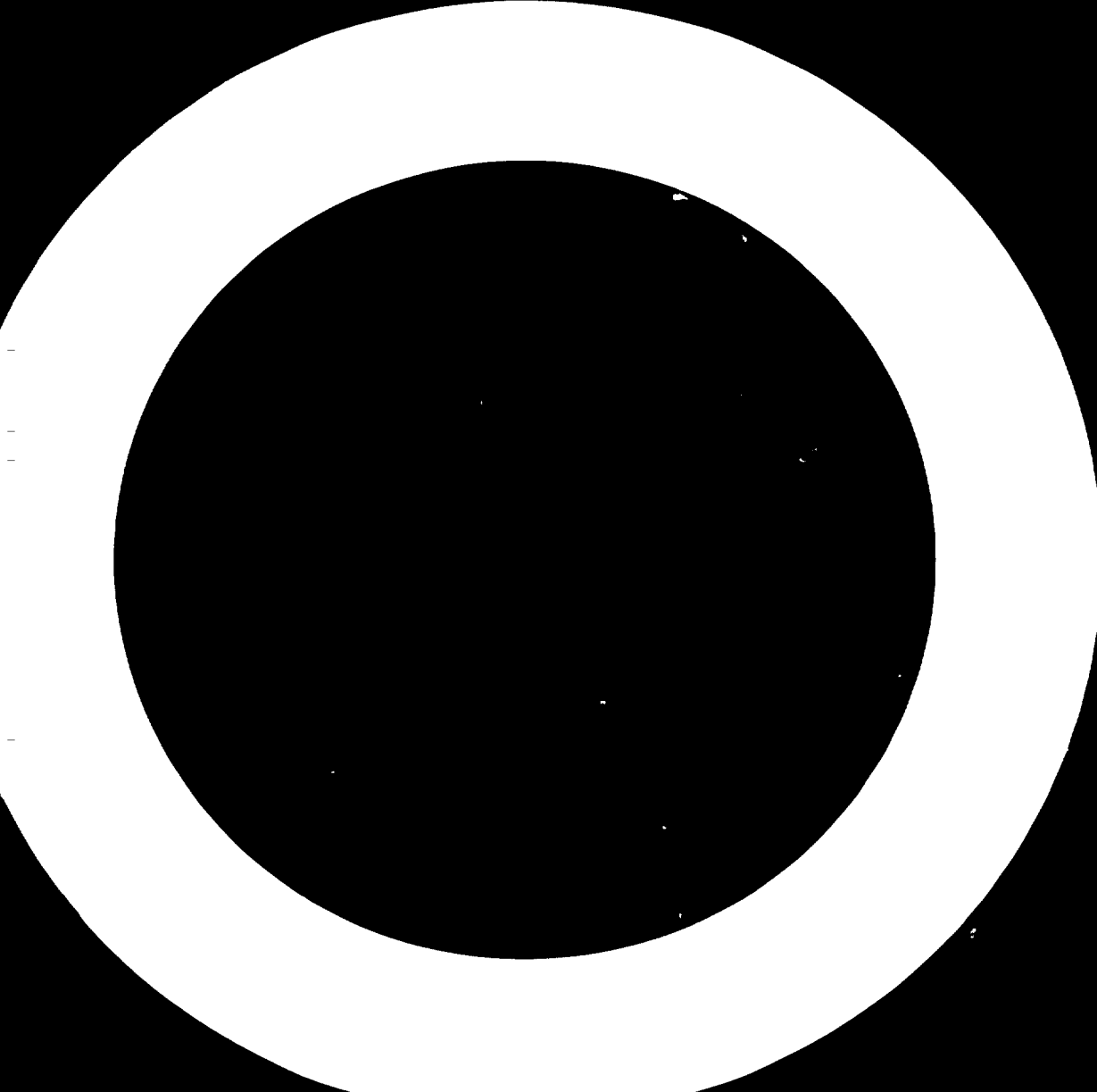
DETTES ET FRAIS de 1976 à 1978

| 1976 | | | | | | | | | | | | 1977 | | | | |
|------------------|-----------|----------------------|-------------------|-------|----------------------|-------------------|-----------|----------------------|------------------|-------|----------------------|-------------------|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|
| FF ^{c/} | | | DLT ^{a/} | | | OCT ^{b/} | | | FF ^{c/} | | | DLT ^{a/} | | OCT ^{b/} | | FF ^{c/} |
| s/ | Total | Nombre d'entreprises | d/ | Total | Nombre d'entreprises | d/ | Total | Nombre d'entreprises | d/ | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Nombre d'entreprises |
| 11 | 452,81 | 8 | 2 658,81 | 7 | 3 071,17 | 6 | 17 844,52 | 8 | 135,72 | 3 | 4 848,01 | 6 | 2 344,37 | 10 | | |
| | 784,07 | 1 | 4 730,97 | 1 | 246,76 | 1 | 547,00 | 1 | 3 362,39 | 2 | 257,37 | 2 | 842,34 | 0 | | |
| | 109,73 | 1 | 0,01 | 1 | 16,99 | 1 | 146,80 | 1 | 0,87 | 1 | 10,04 | 1 | 173,54 | 1 | | |
| | 519,16 | 2 | 89,61 | 1 | 2 529,21 | 2 | 586 | 2 | 83,56 | 1 | 2 724,55 | 2 | 620 | 2 | | |
| | 329,41 | 1 | 9,53 | - | - | 1 | 437,34 | 1 | 9,27 | - | - | 1 | 491,40 | 1 | | |
| 9 | 687,6 | 4 | 813,6 | 2 | 719,8 | 3 | 13 429,6 | 4 | 1 196,93 | 1 | 103,8 | 3 | 7 131,04 | 4 | | |
| | 184,72 | 1 | 9 | 1 | 50 | 2 | 202,45 | 2 | 7,4 | - | - | 1 | 9 | 0 | | |
| 1 | 166,44 | 6 | 762 | 3 | 423,3 | 5 | 2 805,27 | 6 | 678 | 3 | 770 | 5 | 3 834 | 5 | | |
| | 10 | 3 | 25 | 1 | 24 | 1 | 51 | 3 | 52,24 | 1 | 16 | 1 | 55,0 | 1 | | |
| | 112 | 2 | 3,41 | - | - | 2 | 58,07 | 2 | 7,48 | - | - | 2 | 89,47 | 0 | | |
| | - | 1 | 2,26 | 1 | 183 | - | - | 2 | 24,73 | 1 | 294 | 1 | 50 | 0 | | |
| | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | |
| | 47 383,44 | 31 | 9 102,2 | 16 | 7 264,23 | 24 | 36 108,05 | 32 | 18 994,87 | 13 | 9 024,17 | 25 | 15 640,36 | 34 | | |

SECTION 2

| Année d'entreprises | 1977 | | | | | | 1978 | | | | | |
|------------------------|-------------------------|----------|-------------------------|-----------|-------------------------|-----------|-------------------------|----------|-------------------------|-----------|-------------------------|-----------|
| | DLF ^{a/} | | DCT ^{b/} | | FF ^{c/} | | DLF ^{a/} | | DCT ^{b/} | | c/ | |
| | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total | Nombre d'entreprises | Total |
| 135,72 | 3 | 4 848,01 | 6 | 2 344,37 | 10 | 16 112 | 3 | 1 784 | 3 | 1 396,42 | 3 | 11 956,07 |
| 3 362,39 | 2 | 257,37 | 2 | 842,34 | 2 | 15 665,7 | 11 | 25,20 | 1 | 900,80 | 1 | 17 200 |
| 0,87 | 1 | 10,04 | 1 | 173,54 | 1 | 3,94 | 1 | 5 | 1 | 89,50 | 1 | 4,50 |
| 83,56 | 1 | 2 724,55 | 2 | 620 | 2 | 173,07 | - | - | 1 | 16,34 | 1 | 1,10 |
| 9,27 | - | - | 1 | 491,40 | 1 | 12,89 | - | - | - | - | - | - |
| 1 196,93 | 1 | 103,3 | 3 | 7 131,04 | 4 | 1 701,35 | 1 | 1 663,54 | 2 | 6 733,57 | 4 | 1 945,6 |
| 7,4 | - | - | 1 | 9 | 2 | 7,24 | 1 | 87 | 1 | 9 | 1 | 2,50 |
| 678 | 3 | 770 | 5 | 3 834 | 5 | 896,33 | 4 | 501,00 | 7 | 1 497,45 | 6 | 1 166 |
| 52,24 | 1 | 16 | 1 | 55,2 | 3 | 36,11 | 2 | 168 | 1 | 64,3 | 3 | 50,74 |
| 7,48 | - | - | 2 | 89,47 | 2 | 9 | - | - | 1 | 22,16 | 2 | 10,07 |
| 24,73 | 1 | 294 | 1 | 50 | 2 | 45,72 | 3 | 552,1 | 3 | 1 009,51 | 2 | 44,7 |
| - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 18 994,87 | 13 | 9 024,17 | 25 | 15 640,36 | 34 | 34 665,37 | 16 | 4 795,91 | 21 | 11 781,03 | 26 | 32 386,07 |

SECTION 3



Annexe II

FICHES D'EVALUATION DES INDUSTRIES,
PAR BRANCHES D'ACTIVITES INDUSTRIELLES

Industries agro-alimentaires

| | | <u>En milliers de FM</u> |
|--|------|------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 16 | |
| Chiffre d'affaires en 1978 (43 % des entreprises) | : | 17 975 900 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (33 % des entreprises de l'enquête) | | 1 378 090 |

Emplois et salaires en 1978
(33 % des entreprises de l'enquête)

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|---------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois. | 3 356 | 8 | 543 |
| Salaires (en milliers de FM) | 59 908 ^{a/} | 94 320 | 86 660 |

^{a/} Salaires et investissements ne comprenant pas ceux des usines
(riz, sucre) de l'Office du Niger.

Projets

- Deux projets de conserverie de fruits et légumes à Sikasso et dans
la Haute Vallée, à l'étude; coût des investissements : Sikasso, 2 milliards
de FM; Haute-Volta, 2 milliards de FM.

- Une huilerie de coton, en cours de réalisation à Koutiala; coût
des investissements : 2 milliards 700 millions de FM;

- Une troisième sucrerie, dont le lieu d'implantation n'est pas
déterminé, à l'étude; coût des investissements : 7,5 milliards de FM.

- Une entreprise privée, les Grands moulins du Mali, agréée pour
Koulikoro; coût des investissements : 3 milliards 124 millions de FM.

- Un projet de minoterie à Kayes, à l'étude; coût des investissements :
4 milliards 317 millions de FM.

- Une minoterie privée à Ségou, à l'étude; coût des investissements :
2,5 milliards de FM.

Observations sur l'évolution de la branche

Les industries agro-alimentaires occupent une place essentielle dans l'industrie malienne. C'est une branche qui valorise les matières premières locales. Les actions entreprises au niveau du développement agricole pour l'augmentation des productions (thé, riz, arachide) fait que cette branche est à considérer comme la base de l'industrialisation du Mali avec différents effets d'entraînement.

Autres industries alimentaires

| | | <u>En milliers de FM</u> |
|--|------|------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 14 | |
| Chiffre d'affaires en 1978 (43 % des entreprises) | : | 7 171 490 |
| Investissement au 31 décembre 1978 (50 % des entreprises) | : | 18 874 170 |

Emplois et salaires en 1978
(60 % des entreprises de l'enquête)

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|----------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 593 | 28 | 281 |
| Salaires (ex. milliers de FM) | 255 170 ^{a/} | 80 870 | 34 130 |

a/ Le montant comprend une partie des salaires versés aux expatriés et aux saisonniers.

Projets

- Une brasserie à Bamako, à l'étude; coût des investissements : 6 milliards de FM.
- Une fabrique d'aliments de bétail à Koulikoro, à l'étude; coût des investissements : 212,5 millions de FM
- Une fabrique de viandes précuites à Bamako, à l'étude; coût des investissements : 100 millions de FM.
- Une fabrique de boissons gazeuses et de glace alimentaire à Koutiala, à l'étude; coût des investissements : 297 millions de FM.
- Une fabrique privée de glace alimentaire à Bamako, agréée; coût des investissements : 29 millions de FM.
- Une boulangerie nouvelle, privée, fonctionne à Bamako depuis début 1979; coût des investissements : 160 millions de FM.

Observations sur l'évolution de la branche

Cette branche comporte principalement les boulangeries, les fabriques de boissons et de glace. Son expansion dépend directement de l'urbanisation et est induite par l'injonction de revenus monétaires supplémentaires.

Industries textiles

| | | <u>En milliers</u> <u>de FM</u> |
|---|-----|------------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 4 | |
| Chiffres d'affaires en 1978 (100 % des entreprises) | : | 30 833 620 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (100 % des entreprises) | : | 12 220 380 |
| Emplois et salaires en 1978 (100 % des entreprises de l'enquête) | | |

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|---------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 5 211 | ... | 1 767 |
| Salaires (en milliers de FM) | 3 254 200 | 338 100 | 236 000 |

Projets

- Un projet d'atelier de traitement de la laine dont le lieu d'implantation reste à déterminer; coût des investissements : 80 millions de FM.
- Projet de confection de vêtements à Bamako, à l'étude; coût des investissements : 146,2 millions de FM.
- Un projet de combinat textile à Kayes, société d'Etat, à l'étude; coût des investissements : 1 milliard 873 millions de FM.

Observations sur l'évolution de la branche

Le Mali est un pays producteur de coton; le chiffre d'affaires de la branche textile a été de 31 milliards 835 millions de FM en 1977 et de 36 milliards 520 millions de FM en 1978. La production de coton a été de 133 000 t en 1976/77, en augmentation régulière depuis 1973/74. La disponibilité en coton donne à la branche textile au Mali une grande importance car elle valorise une matière première locale de grande production.

Industrie des cuirs et peaux

| | | <u>En milliers</u> <u>de FM</u> |
|--|-----|------------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 1 | |
| Chiffres d'affaires en 1978 (100 % des entreprises) | : | 77 550 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (100 % des entreprises) | | 296 470 |

Emplois et salaires en 1978
(100 % des entreprises de l'enquête)

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|---------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 165 | - | - |
| Salaires (en milliers de FM) | ... | - | - |

Projets

- Une nouvelle tannerie privée à Kayes depuis le premier trimestre 1979.
- Un projet de tannerie à Ségou à l'étude; coût des investissements : 1,8 milliard de FM.
- Une fabrique de chaussures BATA à Bamako (coût des investissements : 1 milliard 211 millions de FM) à l'étude.

Observations sur l'évolution de la branche

L'extension et le renforcement de TAMALI, la création de nouvelles tanneries donnent à cette branche un essor certain qui sera contenu vu les actions entreprises dans le domaine pour l'élevage avec les différents projets à financement extérieur. Cette branche doit être classée comme une branche dynamique au Mali.

Matériaux de construction

| | | <u>En milliers</u> <u>de FM</u> |
|--|-----|------------------------------------|
| Nombre d'entreprise de la branche en janvier 1979 | : 2 | |
| Chiffres d'affaires en 1978 (50 % des entreprises) | : | 1 813 500 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (100 % des entreprises) | : | 876 440 |

Emplois et salaires en 1978
(50 % des entreprises de l'enquête)

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|---------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 424 | 18 | - |
| Salaires (en milliers de FM) | 223 210 | 7 980 | - |

Projets

- Un projet de briqueterie à Ségou, à l'étude; coût des investissements : 1 milliard 136 millions de FM.
- Un projet de produit en amiante-ciment à Bamako, à l'étude; coût des investissements : 312,5 millions de FM.
- Le changement de statut et le renforcement de la SEBRIMA (usine de Magnabougou), en cours.
- Une deuxième cimenterie, en cours de réalisation dans la région de Kayes.

Observations sur l'évolution de la branche

La branche matériaux de construction est une branche essentielle pour l'économie malienne. Le niveau et l'état des constructions dans les villes du Mali appelle à dynamiser cette branche; une seule usine de ciment en assure l'activité principale. Le déficit actuel des besoins en matériaux de construction, par exemple le ciment, extrapolé en 1985 et 1990 s'élèvera à 6 983 t en 1985 et 13 850 t en 1990. Ces déficits sont des minimums à combler pour rester au même niveau de construction (routes et bâtiments). Aussi ce secteur qui doit être privilégié au Mali dans les années à venir, aura

également, vu le niveau de l'activité économique générale du pays, des effets d'entraînement (en amonts, en aval) induits qui sont, entre autres, l'augmentation de l'emploi, la diminution des importations de ciment, l'injection de revenus monétaires dans le circuit économique, l'amélioration générale du niveau de vie du pays.

Produits céramiques

| | | <u>En milliers</u> <u>de FM</u> |
|--|-----|------------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 1 | |
| Chiffre d'affaires en 1978 (100 % des entreprises) | : | 403 700 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (100 % des entreprises) | : | 10 200 |

Emplois et salaires en 1978
(100 % des entreprises de l'enquête) :

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|--|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 146 | 8 | 12 |
| Salaires versés (en milliers de FM) | 37 660 | 3 120 | 2 970 |

Projets

Le renforcement de l'usine céramique à Bamako, en cours; coût des investissements : 125 millions de FM.

Observations sur l'évolution de la branche

Les matières premières sont disponibles pour l'activité de cette branche. Cependant, il faut d'abord faire une étude des prix et de circuits de distribution pour dynamiser cette branche qui végète. L'urbanisation et les perspectives d'augmentation de l'activité économique générale favoriseraient beaucoup cette branche qui subit la concurrence des articles en plastique et plats émaillés.

Metallurgie de base

| | | <u>En milliers</u> <u>de FM</u> |
|--|-----|------------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 2 | |
| Chiffres d'affaires en 1978 (50 % des entreprises) | : | 44 430 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (... % des entreprises) | : | ... |
| Emplois et salaires en 1978 (50 % des entreprises de l'enquête) : | | |
| Nombre d'emplois : 19 nationaux et africains (autres données non disponibles) | | |

Projets

- Extension de l'EMAF (Entreprise malienne de fonderie), entreprise privée à Banako, en cours.
- Un projet d'études d'industries métallurgiques, à l'étude.

Observations sur l'évolution de la branche

C'est une branche qui en est à ses débuts; elle doit être aidée et soutenue car elle fournit des produits (pièces de fonderie) pour l'entretien des autres unités de production.

Industries mécaniques et métaux

| | | <u>En milliers de FM</u> |
|--|------|------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 12 | |
| Chiffres d'affaires en 1978 (67 % des entreprises) | : | 6 884 550 |
| Investissements au 31 décembre 1978Q (67 % des entreprises) | : | 3 062 320 |

Emplois et salaires en 1978
(67 % des entreprises de l'enquête)

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|---------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 1 014 | 19 | 324 |
| Salaires (en milliers de FM) | 149 800 | 131 000 | 48 200 |

Projets

- Reconversion des ateliers de MARKALA, entreprise d'Etat, à l'étude; coût des investissements : 25 millions de FM.

- Un projet de laminoir et profilés, à l'étude; coût des investissements : 1 milliard 88 millions de FM.

- Une fabrique de tôles (TOLMALI), entreprise privée, mise en fonctionnement en début de 1979; coût des investissements : 681 millions de FM.

- Extension de SOMAFAM, entreprise privée de fabrication de tôles ondulées, de pièces détachées, de cycles pour le montage de cycles, à l'étude; coût des investissements 572 millions de FM.

Observations sur l'évolution de la branche

Cette branche compte des activités d'entretiens (garages et ateliers de montage) et de fabrication de tôles ondulées. Son accroissement est liée à l'augmentation du niveau de l'activité économique générale parallèlement à l'augmentation des revenus urbains et ruraux.

Industrie du bois

| | | <u>En milliers</u> <u>de FM</u> |
|---|-----|------------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 3 | |
| Chiffre d'affaires en 1978 (67 % des entreprises) | : | 430 000 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (67 % des entreprises) | : | 800 500 |

Emplois et salaires en 1978
(100 % des entreprises de l'enquête) :

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|---------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 307 | - | 7 |
| Salaires (en milliers de FM) | 122 000 | - | 1 000 |

Projets

Extension de l'EMAB, Entreprise d'Etat à Bamako, en cours; coût des investissements : 182,5 millions de FM.

Observations sur l'évolution de la branche

Cette branche, constituée principalement de menuiserie, dépend de l'activité économique générale.

Industries du papier

| | | <u>En milliers</u> <u>de FM</u> |
|---|-----|------------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 6 | |
| Chiffres d'affaires en 1978 (17 % des entreprises) | : | 128 340 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (17 % des entreprises) | | 360 000 |

Emplois et salaires en 1978
(33 % des entreprises de l'enquête)

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|--|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 168 | - | 6 |
| Salaires versés (en milliers de FM) | 99 590 | - | 2 670 |

Projets

- Extension de l'EDIM à Bamako, en cours.
- Un projet de brochage industriel du livre à Bamako à l'étude; coût des investissements : 115 millions de FM.
- Extension de la fabrique de cahiers de la LPM à Bamako, à l'étude; coût des investissements : 62,5 millions de FM.
- Une fabrique d'enveloppes par une entreprise privée à Bamako, à l'étude; coût des investissements : 14 millions de FM.

Observations sur l'évolution de la branche

On inclut dans cette branche les activités suivantes : imprimeries, brochage de livres, fabrique de cahier, fabrique d'enveloppes, cartonnerie. C'est une branche en forte expansion avec l'augmentation des activités dans les centres urbains.

Les besoins en cartonnerie actuels font que la production de la nouvelle unité de cartonnerie est insuffisante dès la première année de fonctionnement.

Produits chimiques et plastiques

| | <u>En milliers de FM</u> | | |
|--|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : | 5 | |
| Chiffre d'affaires en 1978 (80 % des entreprises) | : | | 861 860 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (67 % des entreprises) | : | | 605 760 |
| Emplois et salaires en 1978 (60 % des entreprises de l'enquête) | : | | |
| | | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> <u>Saisonniers</u> |
| Nombre d'emplois | | 95 | 4 70 |
| Salaires (en milliers de FM) | | 430 230 | 1 370 5 720 |

Projets

- Un deuxième projet de fabrique de peinture à Bamako, en cours.
- Un projet de traitement des ordures ménagères à Bamako, à l'étude; coût des investissements : 625 millions de FM.
- Un projet de fabrique de chaussures plastiques et autres produits en plastique à Bamako, agréé; coût des investissements : 178 millions de FM (SOVEA).

Observations sur l'évolution de la branche

Cette branche est une branche qui à partir de produits importés doit élaborer des produits de substitution aux importations pour la consommation locale. Elle connaîtra une expansion vu l'augmentation des besoins.

Industries électriques et électroniques

| | | <u>En milliers</u> <u>de FM</u> |
|---|-----|------------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 4 | |
| Chiffres d'affaires (75 % des entreprises) | : | 1 431 070 |
| Investissements (75 % des entreprises) | : | 590 170 |

Emplois et salaires en 1978
(75 % des entreprises de l'enquête)

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|---------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 246 | 3 | 27 |
| Salaires (en milliers de FM) | 39 180 | 18 700 | 5 120 |

Projets

- Un studio privé d'enregistrement et de presse de disques à Bamako, agréé; coût des investissements : 525 millions de FM.

Observations sur l'évolution de la branche

Cette branche comporte des industries de montage à partir d'intrants importés (fabrication de radios par exemple), et jouera un rôle déterminant si une production adaptée (qualité et prix) est mise à la disposition de la clientèle nationale et sous-régionale.

Electricité et gaz

| | | <u>En milliers de FM</u> |
|--|-----|------------------------------|
| Nombre d'entreprises de la branche en janvier 1979 | : 2 | |
| Chiffres d'affaires en 1978 (0 % des entreprises) | : | 250 280 |
| Investissements au 31 décembre 1978 (100 % des entreprises) | : | 5 601 350 |

Emplois et salaires en 1976
(50 % des entreprises de l'enquête)

| | <u>Nationaux et africains</u> | <u>Autres</u> | <u>Saisonniers</u> |
|---------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|
| Nombre d'emplois | 19 | - | - |
| Salaires (en milliers de FM) | 48 780 | - | - |

Projet en cours de réalisation dans la branche

- Le projet de barrage de Selingué, en cours d'achèvement
- Un deuxième projet de barrage à Mamantali, en cours.

Observations sur l'évolution de la branche

L'électricité est une branche qui a un effet d'entraînement sur l'ensemble des activités de l'économie; elle occupe, au niveau actuel du Mali, une place vitale.

La mise en fonctionnement du barrage de Selingué en 1900 et du barrage de Mamantali supprimera le grand goulot d'étranglement qui axphysiait l'économie nationale.



